

16^e ANNÉE - PUBLICATION TRIMESTRIELLE - OCTOBRE-DECEMBRE 1972

NUMERO 57

Le numéro : 6 F - Belgique : 60 F B - Italie : 750 Lires

programme communiste

REVUE THEORIQUE DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL

le trotskysme :

- ★ Critique de la théorie de la révolution permanente
- ★ Critique de la théorie de l'Etat ouvrier dégénéré.
- ★ Critique du programme de transition.
- ★ Conclusion générale.

CE QUI NOUS DISTINGUE

- la revendication de la ligne qui va du Manifeste Communiste à la Révolution russe d'Octobre et à la fondation de l'Internationale Communiste.
- la lutte contre la dégénérescence de Moscou, le refus des Fronts Populaires et des blocs de la Résistance.
- la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et parlementariste.

Malgré l'extraordinaire opportunisme pratique qui en fait, dans sa politique quotidienne, le pur et simple flanc-garde de la contre-révolution, le trotskysme contemporain n'en continue pas moins avec une belle constance à se réclamer de Marx et de Lénine, de la Révolution d'Octobre et des premières années de l'Internationale.

Ces prétentions à l'orthodoxie, voisinant avec la plus écœurante lâcheté devant l'impérialisme russe et le plus lamentable soutien « critique » aux différents partis ouvriers bourgeois qui en dépendent encore ou se réclament peu ou prou de lui, nous faisaient un devoir de nous démarquer une fois de plus avec la plus grande clarté possible d'un courant politique qui est un obstacle sur le chemin de la révolution.

Pour ce faire, nous n'entrerons pas dans le détail des querelles qui opposent les épigones, mais nous nous intéresserons à trois théories qui entrent dans ce que nous appellerons le « trotskysme historique » qui se termine en août 1940, lorsque l'ancien chef de l'Armée Rouge tombe sous les coups d'un agent de Staline : la théorie de la révolution permanente, la théorie de l'Etat ouvrier dégénéré, la théorie du programme de transition.

De son vivant, Trotsky fut beaucoup plus grand que le trotskysme : pendant la révolution et la guerre civile, il se fit avec une admirable rigueur le défenseur acharné de la doctrine marxiste du parti, de la guerre civile et de la terreur sur l'adversaire de classe. Cependant si les théories personnelles qu'il avait défendues avant 1917 contre Lénine et qu'il développa dans toutes leurs conséquences dans sa lutte contre Staline et en exil ne l'empêchèrent ni d'avoir une conduite glorieuse en Octobre ni de résister intraitablement au flot de capitulations qui emporta nombre d'oppositionnels russes, elles n'ont que très peu de choses à voir avec la doctrine marxiste authentique et s'opposent systématiquement à elle non seulement dans le domaine de la stratégie et de la tactique, mais encore dans celui de la théorie économique et du programme.

C'est ce que nous entendons démontrer ici.

CRITIQUE DE LA THEORIE DE LA REVOLUTION PERMANENTE

Une question de fond : l'invariance

Tout au long de sa vie, Trotsky a cru à la justesse de « sa » théorie de la révolution permanente. Dans son « *Histoire de la révolution russe* », il prend acte du fait que Lénine et lui se trouvèrent sur la même ligne dans la lutte contre le gouvernement Kérénsky. En appendice à « *La révolution trahie* » de 1936, il cite l'émouvante dernière lettre d'Adolf Ioffé, acculé au suicide par Staline : « Je n'ai jamais douté que vous étiez dans la voie juste, et vous le savez, depuis plus de vingt ans, y compris dans la question de la « révolution permanente », j'ai toujours été de votre côté. Mais il m'a toujours semblé qu'il vous manquait cette inflexibilité, cette intransigeance dont a fait preuve Lénine, cette capacité de rester seul en cas de besoin, et de poursuivre dans la même direction, parce qu'il était sûr d'une future majorité, d'une future reconnaissance de la justesse de ses vues. Vous avez toujours eu raison en politique depuis 1905, et Lénine lui aussi l'a reconnu ; je vous ai souvent raconté que je lui avais entendu dire moi-même : en 1905, c'était vous, et non lui qui aviez raison. A l'heure de la mort, on ne ment pas, et je vous le répète aujourd'hui ».

Pathétique comme testament d'un vieux militant qui exhorte un camarade à l'intransigeance, cette lettre ne se distingue pas par sa précision politique. Trotsky *lui-même* ne prétend pas avoir eu « toujours raison en politique » contre Lénine depuis 1905 ; il sait bien que, dans ses terribles polémiques contre l'auteur de « *Nos tâches politiques* », l'artisan du bloc d'août, le quasi-centriste de « *Nache Slovo* », c'est le fondateur du bolchevisme qui avait eu raison, et depuis 1917 il revendique et défend lui-même, avec énergie et contre ses erreurs passées, la conception marxiste du Parti.

L'outrance même de la lettre de Ioffé en diminue singulièrement la portée, et puisque Trotsky lui-même n'a pas revendiqué ses positions d'avant 1917 sur la question du parti, tout ce qu'elle peut signifier est que Lénine aurait déclaré un jour que l'autre position caractéristique de Trotsky, à savoir la théorie de

la révolution permanente, était juste. Or, ceci n'est rien de plus qu'une simple anecdote, et cette anecdote nous paraît contredire directement les positions de Lénine. Notre choix est donc vite fait entre une simple anecdote et des années de réflexion marxiste.

C'est un fait irréfutable que Trotsky a toujours cru que la révolution russe posait un problème particulier, qui devait être résolu par une théorie originale, et que son pronostic avait été le plus clairvoyant. Dans un article qui date de la toute dernière période de sa vie et qui fut publié en appendice à son ouvrage sur Staline, « *Trois conceptions de la révolution russe* », il écrit : « La révolution de 1905 ne fut pas seulement la « répétition générale » de 1917, mais se trouva être aussi le laboratoire où s'élaborèrent tous les groupements fondamentaux de la pensée politique russe, et où se formèrent et se dessinèrent toutes les tendances et nuances à l'intérieur du marxisme russe ». Faisons tout de suite une première remarque : si la conception de la révolution russe avait dû être « élaborée » au cours de la révolution de 1905, cela signifierait que le marxisme n'existe pas comme théorie complète, achevée dans ses lignes essentielles, qui décrit à l'avance le communisme et permet de déterminer de façon rigoureuse les tâches du prolétariat dans toutes les situations. Cela signifierait qu'il n'y avait pas, par avance, dans la théorie marxiste de ligne définie à suivre dans la révolution russe et dans toutes celles qui peuvent se dérouler dans les pays arriérés. Dans ce cas, il faudrait simplement considérer que le marxisme est une idéologie très générale, à partir de laquelle on élabore, avec plus ou moins de « talent » personnel, des théories particulières, théories qui doivent attendre leur sanctification de l'« expérience ». Or, c'est effectivement à cette seconde opinion que s'est rattaché Trotsky toute sa vie. Il considéra avoir découvert la théorie de la révolution permanente, et affirma que la révolution d'octobre 1917 en avait prouvé la validité. De même, à la fin de sa vie, Trotsky affirma, avec une légèreté indigne d'un matérialiste et caractéristique d'un militant qui n'a pas la certitude doctrinale que seul le communisme peut détruire le capitalisme, que, si la bureaucratie stalinienne survivait à la deuxième guerre mondiale et si la révolution n'éclatait pas, il faudrait réviser le marxisme. Tout au long de l'ultime résumé qu'il écrivit pour défendre encore une fois sa théorie, Trotsky considère que la révolution russe, en tant que telle, posait un problème particulier, et que la « révolution permanente » avait donné la solution la plus adéquate : « La perspective du menchévisme était radicalement fautive : elle n'indiquait nullement au prolétariat la bonne voie. La perspective du bolchevisme n'était pas complète : elle indiquait correctement la direction générale de la lutte, mais elle caractérisait incomplètement les étapes. » Et Trotsky d'expliquer comment il a découvert — en compagnie de Parvus — la théorie de la révolution permanente. Dans la polémique qu'il soutint contre les staliniens, Trotsky tenta de s'abriter derrière l'autorité de Marx en citant l'« *Adresse* » de 1850 du Comité central de la Ligue des communistes. Notons qu'à la différence de celle de Lénine, sa théorie n'avait de commun avec celle que Marx défendit dans les années 1848 que le terme, utilisé par ce dernier pour la première fois, de « révolution en permanence ».

La théorie de Trotsky naquit en 1904, dans une brochure rédigée au cours

de l'hiver et qui, paraissant après le Dimanche Sanglant de Saint-Pétersbourg, fut intitulée « *Avant le 9 janvier* ». Parvus en écrivit la préface : « Ayant pris connaissance, au lendemain des événements sanglants de Saint-Pétersbourg, de ma brochure encore manuscrite, Parvus fut séduit par l'idée du rôle exceptionnel que le prolétariat de la Russie arriérée était appelé à jouer (...). Dans sa préface, Parvus, après avoir nié que la paysannerie puisse former « une armée révolutionnaire serrée », affirme en conclusion : « Devant la social-démocratie se posera le dilemme suivant : ou prendre sur soi la responsabilité du gouvernement provisoire, ou se mettre à l'écart du gouvernement ouvrier. Les ouvriers considéreront ce gouvernement comme le leur, quelle que soit l'attitude de la social-démocratie... Seuls les ouvriers peuvent accomplir un soulèvement révolutionnaire en Russie. Le gouvernement révolutionnaire provisoire en Russie sera un gouvernement de démocratie ouvrière. Si la social-démocratie est à la tête du mouvement révolutionnaire du prolétariat russe, ce gouvernement sera social-démocrate. Le gouvernement provisoire social-démocrate ne peut accomplir en Russie une révolution socialiste, mais le procès même de la liquidation de l'autocratie et de l'établissement de la république démocratique créera un terrain favorable à l'activité politique ». Trotsky commente : « Son pronostic n'était donc pas la transformation de la révolution démocratique en révolution socialiste, mais seulement l'établissement en Russie d'un régime de démocratie ouvrière ». Et il ajoute : « Après avoir écrit ma brochure « *Avant le 9 janvier* », je me remis plus d'une fois à développer la théorie de la révolution permanente et à en assurer les bases ». Nous reviendrons sur la théorie de Parvus, mais il n'est pas possible de ne pas constater ici qu'il n'y a chez Trotsky nulle référence à l'« *Adresse* » de 1850, ni aux positions marxistes classiques, depuis longtemps établies, sur l'attitude du prolétariat dans les révolutions démocratiques. Trotsky croit et affirme (jusque là, c'est tout à fait vrai), qu'il a alors développé une théorie *originale* dont la validité fut ensuite prouvée par l'expérience.

Tout autre était la position de Lénine. Ici, nulle prétention à l'originalité. L'auteur des « *Deux tactiques de la social-démocratie dans la révolution démocratique* » est guidé d'un bout à l'autre de son exposé par la ligne déjà définie et invariable du marxisme dans les révolutions démocratiques. Non seulement il ne prétend pas « développer » de théorie originale, mais il affirme et démontre que la tactique de Martynov et des menchéviks qui suivent la bourgeoisie libérale, est en rupture ouverte avec la tactique de Marx et Engels en 1848. Tout un chapitre de la postface, « *La représentation bourgeoise vulgaire de la dictature* », est consacré au rappel des positions *classiques*, et Lénine revendique explicitement pour la révolution russe la tactique des premiers communistes dans l'Allemagne de 1848 : « Par conséquent, les tâches que Marx assignait en 1848 au gouvernement révolutionnaire ou à la dictature impliquaient avant tout la révolution *démocratique* : mesures de défense à l'égard de la contre-révolution et élimination effective de tout ce qui est contraire à la souveraineté du peuple. Ce n'est là rien d'autre que la dictature démocratique révolutionnaire ». Entendez : moi, Lénine, je défends sous le nom de dictature démocratique révolutionnaire des ouvriers et des paysans, la tactique de Marx et Engels en 1848. Et pour expliquer pourquoi Marx, qui sait

aussi bien que personne ce que sont les classes, emploie le terme de peuple, il poursuit, en citant la « *Nouvelle Gazette Rhénane* » : « Par crainte du peuple, c'est-à-dire des ouvriers et de la bourgeoisie démocratique, la grande bourgeoisie a conclu avec la réaction une alliance défensive et offensive ». D'où l'explication suivante : « Il est certain que les principales parties de ce peuple que Marx opposait en 1848 à la réaction récalcitrante et à la bourgeoisie félonne sont le prolétariat et la paysannerie ». Il n'y a pas là le moindre signe que Lénine ait été, comme Parvus, « séduit par une idée » ou que, comme Trotsky, il se soit mis « plus d'une fois » à « développer sa théorie » et à en « assurer les bases ». Tout au contraire, il trouva son bien dans les textes classiques, lesquels contenaient toutes les thèses qui fondent la théorie de la « dictature démocratique », que Trotsky s'obstina à considérer comme le bien de Lénine, et qui n'est rien d'autre que la seule et unique théorie marxiste. Lénine est si peu « original » qu'après avoir soigneusement étudié un passage de la « *Nouvelle Gazette Rhénane* », après l'avoir méthodiquement décomposé en thèses, il conclut : « Toutes ces thèses, modifiées conformément à nos particularités nationales concrètes, le servage étant substitué à la féodalité, s'appliquent entièrement à la Russie de 1905. Il est certain que les enseignements tirés de l'expérience allemande, éclairée par Marx, ne peuvent nous conduire à aucun autre mot d'ordre pour une victoire décisive de la révolution que celui de dictature démocratique du prolétariat et de la paysannerie ».

Avant de revenir à l'exposé de la question proprement dite, tirons nous aussi une conclusion simple, mais irrévocable. Lorsque Trotsky écrivait : « La révolution de 1905 ne fut pas seulement la répétition générale de 1917, mais se trouva être aussi le laboratoire où s'élaborèrent tous les groupements fondamentaux de la pensée politique russe, et où se formèrent et se dessinèrent toutes les tendances et nuances à l'intérieur du marxisme russe », il avançait trois thèses que nous repoussons. Celle qui prétend que la tactique de la dictature démocratique du prolétariat et de la paysannerie avait été « élaborée » par Lénine. Celle qui considère le menchévisme (en 1940 !) et la révolution permanente comme des tendances du marxisme (le marxisme n'a pas de tendances). Celle qui attribue à la révolution de 1905 le caractère d'un laboratoire. Au grand chagrin de tous les amoureux du concrétisme opportuniste et des théories de l'expérience, les marxistes se plaisent à rappeler que le « *Manifeste des communistes* » fut écrit en 1847. De même, la date de parution des « *Deux tactiques* » mérite d'être notée : juillet 1905.

Trotsky était fier d'innover, alors que Lénine se souciait seulement d'être fidèle.

Lénine et Parvus

Au moment où Trotsky reprend et « développe » la théorie de Parvus, où il s'apprête à l'exposer plus en détail dans « *Bilan et perspectives* » (1906), Lénine est en lutte contre Martov et Martynov, théoriciens des menchéviks qui

tiennent désormais l' « *Iskra* ». Et Lénine lit la brochure de Trotsky préfacée par Parvus. Voici ce qu'il en dit dans un article de 1905 (mars-avril) intitulé « *La social-démocratie et le gouvernement révolutionnaire provisoire* » : « Parvus a enfin réussi à aller de l'avant, au lieu de marcher à reculons comme l'écrevisse. Il n'a pas voulu faire le travail de Sisyphe qui consiste à corriger indéfiniment les bêtises de Martynov et de Martov. Il a pris nettement la défense (malheureusement aux côtés de ce hâbleur de Trotsky, dans la préface de sa brochure vide de sens « *Avant le 9 janvier* ») de l'idée de la dictature démocratique révolutionnaire ».

Pour comprendre ce qui précède, le lecteur doit savoir que les théoriciens du menchévisme s'opposaient à ce que le prolétariat tente de prendre la tête de la lutte contre le tsarisme et de participer au gouvernement révolutionnaire provisoire si ce dernier venait à être créé sur les ruines de l'autocratie. Il n'est donc pas paradoxal que Lénine félicite Parvus d'avoir rompu, sur ce point, avec le menchévisme. « Parvus a mille fois raison quand il dit que la social-démocratie doit aller hardiment de l'avant, et porter à l'ennemi des « coups » concertés avec la démocratie bourgeoise révolutionnaire à la condition absolue (rappelée fort à propos, NDLR) de ne pas confondre les organisations, de marcher séparément et de frapper ensemble, de ne pas dissimuler les divergences des intérêts, de surveiller son allié comme son ennemi, etc. ». Voilà le pas en avant dont Lénine prend acte chez Parvus. Mais précisément parce qu'il reconnaît des progrès chez Parvus, il se met aussitôt en devoir de lui expliquer le chemin qu'il lui reste à faire. Et ce sont les prévisions « originales » de Parvus, dont Trotsky se félicitait, qu'il critique : « De même, d'autres propositions de Parvus sont fausses, et pour la même raison : « Le gouvernement révolutionnaire provisoire sera en Russie le gouvernement de la démocratie ouvrière », « si la social-démocratie se met à la tête du mouvement révolutionnaire du prolétariat russe, ce gouvernement sera social-démocrate », le gouvernement provisoire social-démocrate « sera un gouvernement homogène avec une majorité social-démocrate ». Il ne saurait en être ainsi, s'il s'agit non pas d'épisodes accidentels et passagers, mais d'une dictature révolutionnaire tant soit peu durable, susceptible de laisser une trace dans l'histoire. Il ne saurait en être ainsi, parce que seule une dictature révolutionnaire appuyée sur l'énorme majorité du peuple sera tant soit peu solide (pas absolument certes, mais relativement). Or, le prolétariat ne forme actuellement que la minorité de la population russe. Il ne peut devenir une masse énorme, écrasante qu'en s'unissant à la masse des semi-prolétaires, des semi-patrons, c'est-à-dire à la masse pauvre de la petite-bourgeoisie des villes et des campagnes. Cette composition de la base sociale de la dictature révolutionnaire démocratique, possible et désirable, influera évidemment sur la composition du gouvernement révolutionnaire, rendra inévitable l'entrée, ou même la prépondérance, dans ce gouvernement, des représentants les plus hétéroclites de la démocratie révolutionnaire. Il serait extrêmement nuisible de nous faire la moindre illusion à cet égard ». Telle est donc la position de Lénine à l'égard de Parvus : il le félicite de se prononcer pour la participation dirigeante du prolétariat à la révolution démocratique, mais le met en garde contre l'illusion qui consiste à croire possible un « gouvernement ouvrier ».

Trotsky et Parvus

Or, Trotsky défendait la théorie de Parvus (dont certaines affirmations, comme « seuls les ouvriers peuvent accomplir un soulèvement révolutionnaire en Russie », sont absolument fausses) dans une version encore « améliorée ». Il écrit : « La théorie de la révolution permanente était alors (en automne 1905) liée aux noms de « Parvus et Trotsky ». Ce n'était vrai qu'en partie ». Et il s'explique sur ce point de manière détaillée. Parvus « pensait en même temps que « le gouvernement révolutionnaire provisoire ne pourrait accomplir en Russie une révolution socialiste ». Son pronostic n'était donc pas *la transformation de la révolution démocratique en révolution socialiste, mais seulement l'établissement en Russie d'un régime de démocratie ouvrière, à l'exemple de l'Australie où, sur la base de la petite propriété paysanne, surgirait pour la première fois un gouvernement ouvrier qui ne sortirait pas des limites du régime bourgeois. Je ne partageais pas cette conclusion.* » Avec un soin qui lui était dicté par le souci de réfuter les idéologues staliniens, qui l'accusaient d'avoir « voulu sauter l'étape de la révolution démocratique bourgeoise », et dont nous lui sommes reconnaissants, Trotsky poursuit : « ... il est nécessaire de la (la théorie de la révolution permanente) présenter ici sous forme de citations précises de mes écrits des années 1905 et 1906 ».

« Dans un pays économiquement plus arriéré, le prolétariat peut se trouver au pouvoir plus tôt que dans un pays capitaliste avancé. L'idée que la dictature du prolétariat dépend en quelque sorte automatiquement des forces et des moyens techniques du pays représente le préjugé d'un matérialisme « économique » simplifié à l'extrême. Une telle conception n'a rien de commun avec le marxisme. Bien que les forces productives des Etats-Unis soient dix fois plus grandes que chez nous, le rôle politique du prolétariat russe, son action sur la politique de son pays, la possibilité qu'il aura d'influencer bientôt la politique mondiale sont incomparablement plus grandes que le rôle et l'importance du prolétariat américain. Selon notre conception, la révolution russe crée précisément les conditions dans lesquelles le pouvoir peut (en cas de victoire *doit*) passer dans les mains du prolétariat, avant que les politiciens du libéralisme bourgeois aient eu la possibilité de déployer complètement leur génie étatique... La bourgeoisie russe cédera toutes les positions révolutionnaires au prolétariat. Il lui faudra aussi céder l'hégémonie révolutionnaire sur la paysannerie. Le prolétariat au pouvoir se présentera devant la paysannerie comme la classe émancipatrice... Le prolétariat, s'appuyant sur la paysannerie, mettra en mouvement toutes les forces pour élever le niveau culturel du village, et développer la conscience politique de la paysannerie. »

En citant ce passage, Trotsky veut, comme nous venons de le voir, réfuter les accusations staliniennes selon lesquelles la « révolution permanente » consistait à sauter par-dessus l'étape démocratique. Du même coup, il montre en quoi sa conception dépassait celle de Parvus. « La lutte pour la rénovation démocratique de la Russie », écrivais-je alors, « est entièrement sortie du capitalisme, elle est menée par des forces qui se sont formées sur la base du capitalisme, et est, immédiatement et en premier lieu, dirigée contre les obstacles

hérités de la féodalité et du servage, qui se trouvent sur la voie du développement de la société capitaliste ». La question se posait pourtant de savoir quelles forces et quelles méthodes pourraient renverser ces obstacles. « On peut limiter le cadre de tous les problèmes de la révolution avec l'affirmation que notre révolution est bourgeoise par ses buts objectifs, et donc, par ses résultats inévitables ; on peut ainsi fermer les yeux sur le fait que le principal artisan de cette révolution bourgeoise, c'est le prolétariat, que toute la marche de la révolution pousse au pouvoir. On peut se tranquilliser à l'idée que les conditions sociales de la Russie ne sont pas encore mûres pour l'économie socialiste et on peut ainsi ne pas avoir l'idée que, une fois au pouvoir, le prolétariat sera inévitablement conduit, par toute la logique de la situation, à faire marcher l'économie pour le compte de l'Etat. Entrés dans le gouvernement, non pas comme des otages impuissants, mais comme une force dirigeante, *les représentants du prolétariat* effacent par là-même la limite entre programme maximum et minimum, c'est-à-dire *mettent le collectivisme à l'ordre du jour*. A quel point le prolétariat sera-t-il arrêté dans cette direction ? Cela dépend du rapport des forces, mais nullement des intentions primitives du prolétariat ». L'essentiel a été dit. Non seulement Trotsky adhère à la thèse de Parvus, mais encore il la dépasse hardiment : Il n'y aura pas seulement en Russie un gouvernement de « démocratie ouvrière », le prolétariat au pouvoir sera contraint d'adopter des mesures de transformation socialiste de la société ; ainsi naquit la théorie trotskyste de la révolution permanente, selon laquelle « *la révolution démocratique, au cours de son développement, se transforme directement en révolution socialiste et devient ainsi une révolution permanente* ».

Prétendre que Lénine s'est rallié en 1917 à une telle conception, sur l'allégation d'une lettre de Ioffé, c'est rayer d'un trait de plume toute la lutte de la fraction bolchevique. Dans un article de 1909, « *Le but du prolétariat dans notre révolution* », Lénine réfute l'opinion de Trotsky suivant laquelle la coalition du prolétariat et des paysans « présuppose qu'un des partis bourgeois actuels s'empare de la direction des paysans ou que les paysans créent un grand parti autonome ». Dans cet article, tout en affirmant qu'il serait nécessaire de consacrer un long travail à la réfutation de Trotsky, Lénine se borne à formuler un jugement lapidaire, que tout de suite nous faisons nôtre : « L'erreur fondamentale de Trotsky réside dans la méconnaissance du caractère bourgeois de la révolution, dans le manque d'idées claires sur le problème du passage de cette révolution à la révolution socialiste ».

Lénine et les menchéviks

Au sein du parti social - démocrate ouvrier de Russie, les militants savaient bien que la révolution à venir serait bourgeoise : c'était contre les gens qui prétendaient qu'elle pourrait être directement socialiste, sur la base du « mir », que s'était constitué le courant marxiste, autour du groupe de « *Lutte pour la Libération du Travail* ». De « *Nos différends* » de Plékhanov jusqu'au « *Développement du capitalisme en Russie* » de Lénine, les marxistes durent d'abord combattre le populisme. C'est pour avoir remporté contre lui de gran-

des victoires polémiques, qu'ils firent admettre que la révolution à venir serait bourgeoise. Mais l'acceptation de cette thèse ne suffisait pas le moins du monde à définir les marxistes, comme en témoigne l'existence du courant bourgeois des « marxistes légaux ». Il fallait encore être fidèle aux positions classiques de Marx sur l'attitude du prolétariat dans la révolution démocratique. Et les menchéviks ne l'étaient pas.

Quelle position fallait-il adopter à l'égard de la bourgeoisie ? Aux menchéviks de la « *Nouvelle Iskra* », il semblait que le plus rationnel serait « d'exercer une pression du dehors (par en bas et non par en haut) sur le gouvernement provisoire bourgeois afin de démocratiser autant que possible le régime d'Etat ». Ils estimaient en effet que « la formation par les social-démocrates d'un gouvernement provisoire ou leur entrée dans ce gouvernement conduirait, d'une part, à détacher du parti social-démocrate les grandes masses prolétariennes qu'il aurait déçues, car la social-démocratie, malgré la prise du pouvoir, ne serait pas en mesure de satisfaire les besoins vitaux de la classe ouvrière aussi longtemps que le socialisme ne serait pas institué ; d'autre part, elle obligerait les classes bourgeoises à se détourner de la révolution dont elle amoindrirait ainsi l'envergure ». Citant cette résolution, Lénine commente : « La comparaison entre la résolution des néo-iskristes caucasiens et celle du III^e Congrès du P.O.S.D.R. fait aussitôt ressortir la profondeur du désaccord qui existe entre sociaux-démocrates de nos jours sur la question du chemin à suivre. La résolution du congrès déclare : la bourgeoisie est inconséquente ; elle ne manquera pas de chercher à nous arracher les conquêtes de la révolution. Aussi, préparez-vous énergiquement à la lutte, camarades ouvriers ; gagnez à vous la paysannerie. Ne cédon pas sans combat nos conquêtes révolutionnaires à la bourgeoisie cupide ! La résolution des néo-iskristes caucasiens dit : la bourgeoisie est inconséquente, elle peut se détourner de la révolution. Aussi, camarades ouvriers, ne songez pas, s'il vous plaît, à faire partie du gouvernement révolutionnaire provisoire, car alors la bourgeoisie se détournerait entièrement de la révolution, dont l'envergure se trouverait ainsi amoindrie ».

Menchéviki et bolcheviks constataient l'inconséquence de la bourgeoisie : les uns en concluaient à la nécessité de la soutenir, de ne pas l'effrayer ; les autres en concluaient à la nécessité d'arracher la direction du mouvement d'ensemble à la bourgeoisie libérale et de se mettre à la tête de la paysannerie révolutionnaire. En effet, la bourgeoisie n'est pas la seule parmi les forces qui accomplissent la révolution bourgeoise, ni même la force essentielle. Elle constitue le sommet de la pyramide de la production marchande, dont la paysannerie, lorsqu'elle possède son lopin de terre, constitue la base. Plus proche de l'aristocratie tsariste, aspirant à diriger les affaires politiques mais prête à se contenter d'une simple participation au gouvernement, craignant à la fois l'insurrection paysanne dans les campagnes et les agitations ouvrières dans les villes, la bourgeoisie russe, comme la bourgeoisie allemande de 1848, était toute prête à trahir, à se contenter d'un chiffon constitutionnel et à limiter l'ampleur de la révolution. Limiter l'ampleur de la révolution, cela voulait dire essentiellement étouffer l'insurrection paysanne, concéder aux propriétaires fonciers le « droit » de maintenir leurs paysans, « libérés » par la réforme de 1861, dans

un état de semi-servitude, de se transformer paisiblement, de la façon la plus lente et la plus douloureuse pour les paysans, en fermiers capitalistes et en capitaines d'industrie. Cela voulait dire tolérer la perpétuation de tout l'asiatisme de la vie sociale en Russie, et enfin — cela aussi était important pour la bourgeoisie — éviter que la social-démocratie impose, dans la révolution démocratique, la journée de huit heures que comportait son programme minimum. Cela voulait dire prôner la « révolution par en haut » en réprimant la « révolution par en bas ».

La paysannerie avait intérêt non à l'escamotage pacifique de la révolution bourgeoise, mais à l'insurrection. « Car seule une révolution victorieuse pourra lui donner dans le domaine des réformes agraires ce qu'elle désire, ce qui lui est vraiment nécessaire, non pour la « suppression du capitalisme » comme se le figurent les socialistes-révolutionnaires, mais pour sortir de l'abjection du demi-servage, des ténèbres de l'abrutissement et de la servitude, pour améliorer ses conditions d'existence autant que faire se peut dans le cadre de l'économie marchande ». Pour la paysannerie, le dilemme était simple : ou bien la transformation pacifique derrière la bourgeoisie, qui aurait sans doute favorisé par quelque réforme agraire l'apparition de gros paysans à côté de millions de moujiks contraints de végéter sur des terres trop petites, avec la perspective de rembourser leur « affranchissement » pendant des dizaines d'années, ou bien l'insurrection, la terreur contre les propriétaires fonciers et le partage des terres.

Lénine oppose comme suit les « deux tactiques » : « les uns disent : faites avancer la révolution jusqu'au bout, malgré la résistance ou la passivité de la bourgeoisie inconséquente. Les autres disent : ne pensez pas à mener vous-mêmes la révolution jusqu'au bout, car alors la bourgeoisie inconséquente ne manquerait pas de s'en détourner... On voit donc que les fractions bolchevique et menchévique ont ramené elles-mêmes toutes les divergences à l'alternative suivante : le prolétariat doit-il être le « guide », le « dirigeant » de la révolution et « entraîner à sa suite » la paysannerie, ou bien doit-il être le « moteur » qui « soutient » telle ou telle démarche de la démocratie bourgeoise ? » Définissant les tâches du prolétariat, il écrit : « Le prolétariat doit faire jusqu'au bout la révolution démocratique, en s'adjoignant la masse paysanne, pour écraser par la force la résistance de l'autocratie et paralyser l'instabilité de la bourgeoisie ». En 1909, lorsqu'il fera un historique de la polémique entre menchéviks et bolcheviks, Lénine rappellera : « La question a été posée au début de 1905 par les bolcheviks et les menchéviks. Les premiers l'ont résolue par la « formule » dictature révolutionnaire du prolétariat et de la paysannerie. Les seconds se sont catégoriquement opposés à cette *définition du contenu de classe de la révolution* bourgeoise, au cas où elle serait victorieuse ».

Pour les trotskystes atteints de surdité, nous rappellerons encore la formule : par dictature démocratique, Lénine désigne non pas une forme de gouvernement, un gouvernement de coalition, mais le « contenu de classe de la révolution bourgeoise, au cas où elle serait victorieuse ».

C'est parce qu'ils sont en divergence sur ce point que les menchéviks et les bolcheviks divergent aussi sur l'attitude à adopter, en cas de victoire révolutionnaire, vis-à-vis du gouvernement provisoire. Dans cette question, les apparences étaient contre Lénine, et les menchéviks, paradoxalement, l'accusaient d'opportunisme : il préconisait la participation au gouvernement révolutionnaire, alors qu'eux-mêmes y étaient opposés. Dans l'atmosphère de l'époque, où Millerand venait d'être fustigé pour ministérialisme et où tout le monde savait (encore) que n'est plus socialiste celui qui participe à un gouvernement bourgeois, les menchéviks pouvaient se donner à peu de frais des airs d'orthodoxie : Lénine veut participer au gouvernement, nous nous y opposons. Toute leur misérable astuce résidait évidemment dans la confusion volontaire des devoirs du prolétariat dans les pays où la révolution démocratique bourgeoise a été accomplie depuis longtemps, et dans ceux où elle reste encore à faire. Dans le premier cas, la politique de coalition gouvernementale avec les partis bourgeois signifie le refus de la part du prolétariat de lutter pour détruire l'appareil d'Etat, seule façon d'ouvrir la voie à l'intervention despotique dans les rapports de production. Mais dans l'autre cas, c'est l'abstention qui est une trahison : elle signifie que le prolétariat tolère que la bourgeoisie se refuse à mener la révolution démocratique bourgeoise à son terme, ralentissant ainsi le cours de l'histoire ; si le prolétariat repousse *par avance* la participation au gouvernement révolutionnaire provisoire, cela signifie en fait qu'il renonce à la lutte pour l'hégémonie dans la révolution.

Pour barrer la route à ce défaitisme, le P.O.S.D.R., dont le programme minimum comprenait la république démocratique, la confiscation de la grande propriété foncière, la journée de huit heures, avait proclamé, lors de son III^e Congrès (Londres, 1905) : « a) Il est indispensable de répandre dans la classe ouvrière une vision concrète de la marche la plus probable de la révolution avec l'apparition nécessaire, à un certain moment, d'un gouvernement révolutionnaire provisoire dont le prolétariat exigera qu'il satisfasse toutes les revendications politiques et économiques immédiates de notre programme. b) En fonction du rapport des forces et d'autres facteurs impossibles à déterminer par avance avec précision, on pourrait admettre la participation de mandataires de notre Parti à un gouvernement révolutionnaire provisoire, en vue de lutter sans merci contre les tentatives contre-révolutionnaires, et de défendre les intérêts de la classe ouvrière ».

Ayant défini les possibilités, les tâches objectives du prolétariat dans la révolution contre les menchéviks, et défendu la participation au gouvernement révolutionnaire provisoire, Lénine ne va pas plus loin dans ses thèses et ne se prononce pas sur l'avenir du gouvernement provisoire porté au pouvoir par cette coalition de classes qu'est la « dictature démocratique ». Le prolétariat luttera sans défaillance pour son programme minimum. Cependant, si de ce fait la révolution en Russie ne sort pas du cadre de la révolution démocratique, Lénine n'oublie jamais de rappeler qu'elle provoquera une formidable déflagration dans le système des Etats, qui déclenchera peut-être la révolution socialiste en Allemagne et en Europe, laquelle prendra en remorque la révolution russe, ouvrant ainsi la voie à la transformation socialiste de l'économie.

Les trois conceptions de la révolution russe

Trotsky se tint longtemps « hors-fractions », entre menchéviks et bolcheviks, convaincu que sa théorie était juste. Il voulait « pacifier », combler le fossé, ce qui conduisit Lénine à le dépeindre avec ironie comme celui qui se promenait « avec le rameau de la paix et la burette d'huile non-fractionniste à la main ». Dans un article de 1905, « *Nos différends* », il avait d'ailleurs donné les raisons de cette conviction. « Si les menchéviks, en partant de cette conception abstraite : « Notre révolution est bourgeoise », en viennent à l'idée d'adapter toute la tactique du prolétariat à la conduite de la bourgeoisie libérale jusqu'à la conquête du pouvoir par celle-ci, les bolcheviks, partant d'une conception non moins abstraite : « Dictature démocratique, mais non socialiste », en viennent à l'idée d'une auto-limitation du prolétariat détenant le pouvoir à un régime de démocratie bourgeoise. Il est vrai qu'entre menchéviks et bolcheviks, il y a une différence essentielle : tandis que les aspects anti-révolutionnaires du menchévisme se manifestent dès à présent dans toute leur étendue, ce qu'il y a d'anti-révolutionnaire dans le bolchevisme ne nous menace — mais la menace n'est pas moins sérieuse — que dans le cas d'une victoire révolutionnaire ». Dans l'édition de 1922 de ses *Œuvres*, Trotsky fait suivre cette phrase de la petite note suivante : « Il n'en fut pas ainsi, fort heureusement : sous la direction du camarade Lénine, le bolchevisme transforma (non sans luttes intérieures) son idéologie sur cette question primordiale dès le printemps 1917, c'est-à-dire avant la conquête du pouvoir ».

Avant de vérifier si cette affirmation est exacte, résumons maintenant les trois conceptions, afin de voir comment elles affrontèrent les événements décisifs.

Les menchéviks affirment le caractère bourgeois de la révolution, et reconnaissent le caractère inconséquent de la bourgeoisie. Ils en déduisent la nécessité pour le prolétariat de soutenir la bourgeoisie libérale, tout en restant, tout au long de la révolution, un « parti d'extrême opposition ». Pas de participation au gouvernement révolutionnaire provisoire.

Les bolcheviks affirment le caractère bourgeois de la révolution et la nécessité de combattre la bourgeoisie inconséquente. Ils en déduisent la nécessité pour le prolétariat de prendre la tête de la lutte politique contre le tsarisme, et formulent ainsi le « contenu de classe de la révolution, au cas où elle serait victorieuse » : dictature démocratique des ouvriers et des paysans. Dans certaines conditions, le parti du prolétariat peut et doit, même minoritaire, participer au gouvernement révolutionnaire.

Trotsky affirme la nécessité, dans la révolution bourgeoise, de combattre la bourgeoisie inconséquente. Pour lui, le prolétariat ne pourra pas se contenter d'entrer au gouvernement provisoire, mais devra refuser de « se limiter » à l'accomplissement des tâches démocratiques bourgeoises. Le gouvernement pourra être un gouvernement ouvrier social-démocrate, et dans ce cas, il devra prendre des mesures socialistes. Comme le rappela plus tard Trotsky, la théorie de la révolution permanente « démontrait qu'à notre époque l'accomplissement

des tâches démocratiques que se proposent les pays bourgeois arriérés les mène directement à la dictature du prolétariat, et que celle-ci met les tâches socialistes à l'ordre du jour. Toute l'idée fondamentale de la théorie était là ».

Maintenant, il nous faut répondre séparément aux deux questions : Qui eut raison ? Quelle était la doctrine juste ?

Lénine trotskyste ?

Trotsky se plut toujours à rappeler que le bruit avait couru, en avril 1917, que Lénine était devenu trotskyste. Dans son « *Histoire de la révolution russe* », tout un chapitre, consacré au « réarmement du Parti », traite de cet épisode. Lénine aurait abandonné alors la formule de la dictature démocratique du prolétariat et de la paysannerie, et aurait imposé cet abandon à tout le parti. Et Trotsky cite un texte d'avril 1917 dans lequel Lénine déclare : « Le mot d'ordre et les idées bolcheviques dans l'ensemble sont complètement confirmés, mais concrètement les choses se sont présentées autrement qu'on ne l'eût su prévoir (qui que ce fût), d'une façon plus originale, plus singulière, plus variée (...). Quiconque ne parle maintenant que de la « dictature démocratique des ouvriers et des paysans », celui-là retarde sur la vie, celui-là, par conséquent, s'est effectivement rendu à la petite-bourgeoisie, est contre la lutte de classe prolétarienne, celui-là doit être remis aux archives des raretés bolchevistes d'avant la révolution ». Cette citation, comme d'autres semblables, inciterait à croire en la thèse de Trotsky : en avril, Lénine a abandonné la théorie des « *Deux tactiques* ». Cependant, cette citation est elle-même contradictoire, et mérite donc d'être examinée de plus près. Comment peut-il se faire que Lénine parle de la formule de la dictature démocratique comme d'une « formule dépassée » et qu'en même temps il déclare que « les idées bolcheviques ont été dans l'ensemble confirmées par l'histoire » ? La solution n'est pas très difficile. Si l'on poursuit en effet quelques lignes le texte cité par Trotsky, on se trouve nez à nez avec la phrase suivante : « La « dictature démocratique révolutionnaire du prolétariat et de la paysannerie » est *déjà* réalisée dans la révolution russe, car cette « formule » ne prévoit qu'un rapport entre les classes, et non une institution politique déterminée matérialisant ce rapport, cette collaboration ». Il est donc faux de dire que Lénine abandonne purement et simplement son ancienne position, sous prétexte qu'il se serait aperçu alors que la dictature démocratique était irréalisable et que « entre Kérénsky et la Révolution d'octobre, il n'y avait pas de place pour la dictature démocratique du prolétariat et de la paysannerie », comme le dit la sixième des « *Thèses sur la révolution permanente* ».

Certes, Lénine affirme plusieurs fois en avril qu'il « faut savoir corriger les vieilles formules, par exemple celles du bolchevisme, car, si elles se sont révélées justes dans l'ensemble, leur application concrète s'est révélée déficiente », mais le 25 avril, au cours de la Conférence de Pétrogradville du P.O.S.D.R. (b), il s'exprime en détail sur cette question, et explique précisément sur quel point il est nécessaire d'abandonner le « vieux » bolchevisme : « Le Soviet des députés ouvriers et soldats, c'est la dictature du prolétariat

et des soldats ; ces derniers sont en majorité des paysans. Il s'agit donc bien de la dictature du prolétariat et de la paysannerie. Mais cette « dictature » a passé un accord avec la bourgeoisie. *C'est sur ce point* (c'est nous qui soulignons, n.d.l.r.) qu'il faut réviser le vieux bolchevisme. La situation qui s'est créée nous montre la dictature du prolétariat et des paysans et le pouvoir de la bourgeoisie étroitement enlacés ». C'est donc sur ce point, et sur ce point précis, que Lénine juge utile de « réviser » l'ancien bolchevisme. (« Personne autrefois ne songeait, et ne pouvait songer, à la dualité de pouvoir. ») Mais la « révision » que Lénine opère sur ce point n'est pas le moins du monde un abandon de ses conceptions antérieures.

En effet, quelle est la tâche qu'il fixe alors au parti bolchevique ? Tout d'abord celle de comprendre que les Soviets ont remis le pouvoir pacifiquement au gouvernement bourgeois, alors qu'ils constituaient eux-mêmes un organe de pouvoir : l'appareil de l'Etat tsariste ayant été en grande partie démantelé, les Soviets pourraient s'emparer du pouvoir presque sans coup férir à condition de ne pas attendre que la bourgeoisie regroupe ses forces ; il fallait donc « simplement » convaincre les Soviets de renoncer à leur politique de collaboration avec la bourgeoisie impérialiste, et faire en sorte qu'ils prennent tout le pouvoir. Or, comment définit-il les Soviets ? *Comme la dictature démocratique du prolétariat et de la paysannerie*. Conclusion : loin de marquer le passage de Lénine dans le camp de la révolution permanente, les Thèses d'avril signifient : il faut que se réalise pleinement la dictature démocratique des ouvriers et des paysans !

... Ou les bolcheviks menchéviques ?

Citant Raskolnikov dans son « *Histoire de la révolution russe* », Trotsky raconte l'arrivée de Lénine à la gare de Finlande : « A peine entré dans le compartiment et assis sur la banquette, Vladimir Ilitch se jeta sur Kamenev : « Qu'écrivez-vous dans *La Pravda* ? Nous en avons vu quelques numéros et nous vous avons fameusement engueulés. » La colère de Lénine s'explique : il était furieux de constater que les bolcheviks, ou du moins une grande partie d'entre eux, avaient commencé à... « apporter leur soutien » au gouvernement provisoire. Dans son rapport du 29 mars 1917, « *Le problème du gouvernement provisoire* », Staline s'était laissé aller à affirmer : « Le Soviet a pris en fait l'initiative des transformations révolutionnaires, le Soviet est le chef révolutionnaire du peuple insurgé, l'organe qui contrôle le gouvernement provisoire. Le gouvernement révolutionnaire provisoire a pris en fait le rôle de consolidateur des conquêtes du peuple révolutionnaire ». Au lendemain de l'insurrection, on avait pu lire dans un manifeste du comité central des bolcheviks : « Les ouvriers des fabriques et des usines, ainsi que toutes les troupes soulevées doivent immédiatement élire leurs représentants au gouvernement révolutionnaire provisoire ». *La Pravda* du 15 mars avait écrit que les bolcheviks soutiendraient résolument le gouvernement provisoire « dans la mesure où il lutte contre la réaction ou la contre-révolution ». Raskolnikov raconte que Lénine « railla avec causticité la fameuse formule de soutien au gouvernement provi-

soire « dans la mesure où »... » Au moment de défendre les fameuses « *Thèses d'avril* », Lénine se retrouvera seul dans son parti, car les vieux bolcheviks, ayant longtemps défendu — de façon juste — la participation ou le soutien au futur gouvernement révolutionnaire, l'appliquaient maintenant de façon fautive, parce qu'ils ne comprenaient pas que ce qu'ils appelaient « gouvernement révolutionnaire provisoire » n'était rien d'autre qu'un pur et simple gouvernement impérialiste. Lénine affirme : la « dictature démocratique » n'est pas le gouvernement, mais le Soviet, et elle ne se réalisera vraiment que contre le gouvernement provisoire.

Le 8 avril, en dépit de ces éclaircissements, Kamenev contre-attaqua. Sous sa direction, *La Pravda* avait écrit que la tâche essentielle était « d'instituer un régime républicain démocratique ». Maintenant, contre Lénine, il argumentait : « Pour ce qui est du schéma général du camarade Lénine, il nous paraît inacceptable dans la mesure où il présente comme achevée la révolution démocratique bourgeoise et compte sur une transformation immédiate de cette révolution en révolution socialiste ». Trotsky commente dans son « *Histoire de la révolution russe* » : « L'organe central du parti déclarait ainsi, ouvertement, devant la classe ouvrière et ses ennemis, son désaccord avec le leader unanimement reconnu du parti sur la question cruciale de la révolution à laquelle les cadres bolcheviques s'étaient préparés de longues années ». Il sous-entend : eux étaient restés sur la vieille ligne, et Lénine avait changé la sienne. De même, Kamenev reproche à Lénine « de compter sur une transformation immédiate de cette révolution en révolution socialiste », c'est-à-dire d'adopter la théorie de la révolution permanente. Si les affirmations de Trotsky et Kamenev sont exactes, on doit s'attendre à voir Lénine répondre : « Oui, je suis devenu partisan du passage à la révolution socialiste ».

... et Lénine bolchevik ?

Lénine déclare le 4 avril : « La particularité du moment actuel en Russie est de marquer une transition entre la première étape de la révolution qui a donné le pouvoir à la bourgeoisie par suite de l'insuffisance de pensée consciente et d'organisation du prolétariat, et sa deuxième étape qui doit apporter le pouvoir aux mains du prolétariat et des couches les plus pauvres de la paysannerie ». C'est donc toujours la politique de « dictature démocratique ». De plus, Lénine réfute de façon précise l'accusation de Kamenev : « Je me suis entièrement prémuni, dans mes Thèses, contre toute tentative de sauter par-dessus le mouvement paysan, qui n'a pas encore épuisé ses possibilités, contre toute tentative de jouer à la « prise du pouvoir » par un gouvernement ouvrier, contre toute l'aventure blanquiste, car j'ai formellement évoqué l'expérience de la Commune de Paris ». Lénine est au moins en désaccord avec la formule de « gouvernement ouvrier », autrefois lancée par Trotsky ; mais le marxiste, qui sait dans quelle phase historique il est permis au prolétariat de s'allier à la paysannerie, et dans quelle phase cela lui est interdit, a déjà compris que pour Lénine, il ne s'agit pas le moins du monde de « passer à la révolution socialiste ». Mais laissons-le poursuivre : « Dans mes Thèses,

j'ai tout ramené, d'une façon parfaitement explicite, à la lutte pour la prépondérance au sein des Soviets de députés des ouvriers, des salariés agricoles, des paysans et des soldats... Des ignorants, ou des renégats du marxisme tels que M. Plékhanov et ses pareils, peuvent crier à l'anarchisme, au blanquisme, etc. Qui veut penser et apprendre ne peut manquer de comprendre que le blanquisme est la prise du pouvoir par une minorité tandis que les Soviets des députés ouvriers, etc., sont notoirement l'organisation directe et immédiate de la majorité du *peuple*. » Que le lecteur, en entendant sonner ce mot de *peuple*, se rappelle le commentaire que donnait Lénine de son emploi chez Marx, dans la « *Nouvelle Gazette Rhénane* ».

Kamenev, contre Lénine, affirmait que « la révolution démocratique bourgeoise n'était pas achevée ». Lénine lui répond qu'elle est achevée. Ignore-t-il que les paysans n'ont pas eu la terre, et que l'explosion dans les campagnes est encore à venir ? Certes non. Il veut dire, contre Kamenev, partisan du « soutien dans la mesure où... » au gouvernement provisoire, que ce gouvernement *bourgeois, impérialiste* n'ira pas plus loin, ira même en arrière. Seuls les Soviets iront de l'avant. Et il précise les tâches des bolcheviks : « Quiconque s'emploie dès aujourd'hui à séparer immédiatement et sans retour les éléments prolétariens des Soviets (c'est-à-dire le parti prolétarien communiste) d'avec les éléments petits-bourgeois, sert les intérêts bien compris du mouvement pour les deux cas possibles : et pour le cas où la Russie connaîtrait encore une dictature du prolétariat et de la paysannerie, revêtant une forme particulière indépendante, non subordonnée à la bourgeoisie, et pour le cas où la petite-bourgeoisie ne parviendrait pas à se détacher de la bourgeoisie et demeurerait éternellement (c'est-à-dire jusqu'au socialisme) hésitante entre elle et nous ».

C'est la première hypothèse, la plus heureuse, qui se réalisera en octobre. On aurait tort de croire que Lénine parle ici d'une « dictature démocratique » située entre février et octobre, comme le croient les théoriciens de la « révolution bourgeoise en février » et de la « révolution socialiste en octobre ». On se tromperait également en croyant que l'exigence de l'absolue indépendance du prolétariat, le refus de toute concession aux illusions petites-bourgeoises signifie que l'on va « passer à la révolution socialiste » : si Lénine les considère comme indispensables, c'est *toujours* pour la victoire de la dictature démocratique. Et la meilleure preuve qu'il n'envisage nullement le « passage au socialisme », il la donne lui-même. « Et j'en arrive à la seconde erreur du raisonnement déjà cité du camarade Kamenev. Il me reproche de « tabler » dans mon schéma sur une transformation immédiate de cette révolution (démocratique bourgeoise) en révolution socialiste. *C'est faux*. Loin de tabler sur une transformation immédiate de notre révolution en révolution socialiste, je mets expressément en garde contre cette manière de voir, je déclare expressément dans la Thèse N° 8, « Notre tâche immédiate est non pas d'introduire le socialisme, etc... ». N'est-il pas évident qu'un homme qui table sur une transformation immédiate de notre révolution en révolution socialiste ne saurait s'élever contre l'introduction du socialisme considéré comme une tâche immédiate ? »

Dans « *Les tâches du prolétariat dans notre révolution* », Lénine répète la même chose : « Il faut absolument exiger, et autant que possible réaliser par la voie révolutionnaire, des mesures comme la nationalisation du sol, de toutes les banques, de tous les syndicats capitalistes, ou à tout le moins, un contrôle immédiat des Soviets des députés ouvriers et autres sur ces établissements, *mesures qui n'ont rien à voir avec l'introduction du socialisme* », après avoir déclaré catégoriquement : « La dualité de pouvoir ne reflète qu'une période de transition du développement de la révolution, la période où cette dernière est allée au-delà d'une révolution démocratique ordinaire, mais n'a pas encore abouti à une dictature du prolétariat et de la paysannerie à l'état pur » (point 6).

C'est là que l'on comprend à quel point l'expression « réarmement du parti » qu'utilise Trotsky dans son « *Histoire de la révolution russe* », est involontairement juste : le parti avait déjà été « armé » de la ligne de la dictature démocratique. C'est en le remettant sur cette ligne, abandonnée par ceux qui appuyaient le gouvernement impérialiste, que Lénine le ré-arme : « Les Soviets des députés, ouvriers, paysans, soldats doivent prendre le pouvoir, non pour créer une république bourgeoise et pas davantage pour passer au socialisme, mais... » Pour Lénine, la ligne générale n'a pas bougé : pleine concordance avec la doctrine.

L'épreuve des faits

De 1905 à 1917, il s'était évidemment passé beaucoup de choses en politique. En Russie, essentiellement la rupture définitive entre bolchevisme et menchévisme. Au niveau international, la guerre et la faillite de la II^e Internationale. Et c'est au milieu du cataclysme impérialiste que la révolution éclata. Cependant, la solidité d'une théorie se mesure à sa capacité de traverser intacte les grandes tempêtes historiques, jusqu'à sa réalisation ; en avril 1917, la théorie bolchevique ne rompit pas : elle avait supporté l'épreuve. Qu'étaient devenus, à ce moment-là, les différents groupes ?

Les menchéviks s'étaient proposé de soutenir la bourgeoisie dans la révolution démocratique bourgeoise, et de rester le « parti d'extrême opposition », au nom de leur idéal socialiste. Qu'ont-ils fait ? Ils ont commencé par trahir le socialisme dans la guerre impérialiste en se prononçant, comme tous les traîtres de la II^e Internationale, pour la défense de « leur » patrie. Au lieu de « pousser en avant » la bourgeoisie dans la révolution démocratique, comme ils se l'étaient promis, ils la soutiennent dans une guerre de pillage impérialiste. Autrefois ennemis de la participation social-démocrate à un gouvernement révolutionnaire, ils sont prêts à entrer dans un gouvernement impérialiste. Aussi Lénine les accuse-t-il de trahir non seulement le socialisme, mais encore la révolution démocratique bourgeoise. Les rédacteurs populistes et menchéviks des *Izvestia*, dit-il, « veulent être tenus pour socialistes, mais ils ne savent même pas être des démocrates ».

Les bolcheviks auxquels s'opposera Lénine dans ses « Thèses d'avril », s'étaient promis de lutter pour arracher à la bourgeoisie la direction du mouvement paysan, et de conduire la révolution démocratique jusqu'au bout, en participant, si nécessaire, au gouvernement. Face à la guerre, ils sont restés internationalistes, mais après la révolution de février, en tentant de rester un parti d'opposition au gouvernement provisoire et de le soutenir « dans la mesure où » il « fait avancer la révolution », ils sont victimes des phrases petites-bourgeoises de ce gouvernement, et de ce fait, tombent dans de graves flottements « défensistes ». Ce faisant, ils n'abandonnent pas seulement l'esprit de la « dictature démocratique », qui consiste à pousser la révolution à son terme, pour n'en retenir qu'une apparence, le soutien ou la participation au gouvernement révolutionnaire, ils font aussi une entorse à l'internationalisme socialiste.

Lénine est resté pratiquement seul sur la ligne définie dans « Deux tactiques ». En tant que socialiste, il est internationaliste et partisan du défaitisme révolutionnaire. En tant que membre du Parti ouvrier social-démocrate de Russie, il veut pousser la révolution démocratique bourgeoise à son terme. Il reconnaît et dénonce dans le « gouvernement révolutionnaire provisoire » de Lvov-Milioukov le gouvernement de la grande bourgeoisie impérialiste. Il reconnaît et encourage dans les Soviets l'alliance des ouvriers et des paysans, et lutte pour que se réalise, sous cette forme, la dictature démocratique. Il exige donc : 1) de rompre avec la bourgeoisie impérialiste en lui opposant le défaitisme révolutionnaire ; 2) de rompre avec les partis petits-bourgeois qui incitent les Soviets à la conciliation avec la bourgeoisie, d'organiser séparément les prolétaires, afin de contraindre la petite-bourgeoisie à rompre avec la grande pour que puisse s'accomplir la révolution démocratique ; 3) de s'opposer à la reconstitution de l'Etat bourgeois, car la dictature démocratique se réalisera sous la forme des Soviets.

Trotsky est resté sur la ligne de la révolution permanente, ce qui ne l'a pas empêché d'être un quasi-centriste dans la question de la guerre (comme le démontrent Lénine et Zinoviev dans « Contre le courant »), même s'il s'est opposé au soutien au gouvernement provisoire de février. Auteur d'une théorie originale, il estime avoir formulé un pronostic plus précis que celui de Lénine. Il croit qu'en luttant contre le gouvernement provisoire, celui-ci est passé sur ses positions. Il est donc prêt à lutter pour « tout le pouvoir aux Soviets » et pour un « gouvernement ouvrier » qui prendra immédiatement des mesures socialistes.

Lénine ne s'est pas rallié à la théorie de la révolution permanente. Au lecteur qui n'est pas convaincu par l'historique des faits, nous devons encore les démonstrations théoriques. Il importe cependant de rappeler tout de suite que, si nous défendons les positions de Lénine avec acharnement, ce n'est pas pour le « plaisir » d'affirmer que « Lénine a toujours eu raison », mais pour défendre la ligne traditionnelle du marxisme (dont nous avons encore besoin) dans les révolutions démocratiques, et pour combattre la théorie de la révolution permanente, dont on peut mesurer aujourd'hui toutes les conséquences catastrophiques.

Lénine lui-même ne prétend pas avoir prévu avec précision le cours des événements des années à l'avance : il reconnaît en avril que les choses se sont présentées autrement qu'on pouvait les attendre. Si Trotsky, sur la base d'une théorie juste, avait formulé un pronostic plus exact que celui de Lénine, il n'y aurait pas là matière à polémique. La conjecture est permise aux marxistes, et il est tout à fait possible que, parmi des « prévisions » différentes, les unes soient plus proches de la réalité que les autres. Mais dans la question de la révolution permanente, il ne s'agissait pas seulement de pronostic, mais de définition des tâches de la révolution. Sur ce dernier plan, la théorie de Trotsky était fautive de A à Z, tandis que celle de Lénine était juste. Sur cette base, il fit dans des situations diverses, des pronostics différents. En 1905, pensant à un assaut direct à l'Etat autocratique, Lénine estimait, en toute vraisemblance, que le gouvernement provisoire serait sans doute composé de représentants de la démocratie bourgeoise révolutionnaire en majorité, et de social-démocrates en minorité. Quand, par contre, à la même date, Parvus et Trotsky pronostiquaient un gouvernement ouvrier, celui-ci était au plus haut point invraisemblable. Plus tard, lorsque par sa réforme agraire, Stolypine tenta d'engager la Russie dans la voie de la révolution « par en haut », voie de développement toujours possible du capitalisme, comme en témoigne l'histoire d'un grand nombre de pays, et qui exclut jusqu'à la moindre probabilité d'un « gouvernement ouvrier », ces prévisions se réduisaient à des absurdités. Lénine, qui ne s'était lié par aucune théorie métaphysique et qui étudiait scientifiquement les faits, considéra certes sans plaisir, mais tout à fait à juste titre, que les chances de la « dictature démocratique » s'amenuisaient de plus en plus. L'échec de la tentative de Stolypine, puis la guerre impérialiste permirent de les envisager à nouveau.

En 1917 apparurent des phénomènes imprévus : le double pouvoir et l'Etat-Commune. Dans ces circonstances, la force du prolétariat — seule classe internationaliste et donc capable de pratiquer jusqu'au bout le défaitisme révolutionnaire — était décuplée, et cette classe prenait un poids nouveau en Russie. De plus, les convulsions de la guerre firent apparaître l'Etat-Commune. Et la grande force de Lénine fut de reconnaître que celui-ci pouvait être la dictature démocratique. Les conditions avaient changé, mais la ligne resta la même.

Lénine ne prévoyait pas ce qui ne pouvait être prévu, et toute « prévision » de la révolution russe datant des années 1905 doit être rejetée parce qu'elle ne *pouvait pas* s'appuyer sur les conditions que seule la guerre impérialiste créa, douze ans après ; mais il savait retrouver la ligne permanente du marxisme dans des événements imprévisibles.

Radek, Trotsky, Lénine

Lorsqu'il écrivit la « *Révolution permanente* », Trotsky était engagé dans une polémique avec des contre-révolutionnaires, dont il ne comprit d'ailleurs jamais le rôle historique. Dans le camp adverse, Radek polémiquait avec lui

en vrai mercenaire, mais il arrive au pire menteur de dire des choses justes. Au début de son livre, Trotsky lui répliquait : « Radek dit avec beaucoup de présomption, sinon de légèreté, que « seuls ceux qui n'ont pas réfléchi à la complexité de la méthode marxiste et léniniste » peuvent poser la question de la dictature démocratique comme expression relative à des partis politiques, tandis que Lénine aurait ramené tout le problème à la collaboration de deux classes, dans le dessein de réaliser des tâches historiques objectives ». Malheureusement pour Trotsky, Radek avait dit vrai sur ce point. Tentant de réduire son désaccord avec Lénine à une question de « précision dans le pronostic », Trotsky affirmait que Lénine avait donné de la révolution russe une formule algébrique à une inconnue, tandis que lui-même en avait donné la formule mathématique, précisant à l'avance les rapports entre le prolétariat et la paysannerie : « ...le régime de la dictature démocratique du prolétariat et de la paysannerie n'a jamais existé en réalité. En 1905, Lénine s'en servait comme d'une hypothèse stratégique qui demandait à être vérifiée par le cours réel de la lutte de classes. La formule de dictature démocratique du prolétariat et de la paysannerie avait surtout, à dessein, un caractère algébrique. Lénine ne résolvait pas par avance le problème des rapports politiques entre les deux participants de la dictature démocratique éventuelle (...). Mais je m'opposais à la formule « dictature démocratique du prolétariat et de la paysannerie » car elle avait, selon moi, le défaut de laisser en suspens la question : à laquelle de ces deux classes appartiendra la dictature réelle ? »

Le raisonnement de Trotsky était simple : la paysannerie n'est pas capable de constituer un parti indépendant. Le parti social-démocrate aura la majorité au gouvernement provisoire. Et là, s'il refuse de « s'auto-limiter », il prendra nécessairement des mesures socialistes. Dans la « *Révolution permanente* », sur la foi de l'expérience d'Octobre, il affirme avoir eu raison : la révolution démocratique s'est transformée en révolution socialiste. Or, dès 1909, Lénine avait déjà réfuté ce même raisonnement de Trotsky : « La coalition du prolétariat et des paysans présuppose qu'un des partis bourgeois actuels prenne la direction des paysans ou que les paysans créent un grand parti autonome. Evidemment, cette thèse est fautive, tant d'un point de vue théorique général que de celui de l'expérience de la révolution russe (...). Si l'on considère l'expérience de la révolution russe, il est également clair que la coalition de la paysannerie et du prolétariat s'est réalisée des dizaines et des centaines de fois, sous les formes les plus diverses, alors qu'il n'existait aucun parti autonome puissant de la paysannerie (...). Il est indubitable qu'une coalition de classes se réalisait à chaque fois qu'elles menaient une action commune ». Et Lénine continue un peu plus loin : « Il n'est pas vrai que « tout le problème est de savoir qui déterminera le contenu de la politique gouvernementale, et qui constituera une majorité homogène » (...). Mais *il est absolument impossible de ramener la question de la dictature des classes révolutionnaires au problème de la « majorité » au sein de tel ou tel gouvernement révolutionnaire* et à la question de savoir dans quelles conditions la social-démocratie peut participer au gouvernement ». De ces longs extraits tirés de « *La lutte du prolétariat dans notre révolution* » (1909), tout homme de bon sens déduira que Lénine connaissait la théorie de Trotsky et la repoussait,

et tout marxiste comprendra la différence fondamentale entre celui qui voulait « prévoir » d'après la composition de la majorité gouvernementale « à qui appartiendrait la dictature réelle » et démontrer que l'on pourrait ainsi commencer à entrer dans le socialisme économique, et celui qui distinguait nettement le problème de la majorité gouvernementale de celui de la dictature des classes révolutionnaires dans la révolution démocratique.

Pour Trotsky, une majorité social-démocrate (qu'il escomptait, vu l'incapacité des paysans) suffisait à faire basculer la révolution de la « démocratie » au « socialisme », parce que le prolétariat serait alors contraint de prendre des mesures économiques « objectivement socialistes ». Si l'on avait dit à l'époque à Lénine que le prolétariat pourrait, au cours de la révolution démocratique, constituer un gouvernement social-démocrate homogène et si on lui avait ensuite demandé si, à son avis, la révolution deviendrait par là « socialiste », il aurait répondu sans hésiter : non. Le socialisme économique, Lénine ne l'attendait pas en Russie ; pour lui, il ne pouvait y être introduit que par la victoire du prolétariat dans les pays avancés.

« Ou bien... ou bien », camarade Trotsky

La théorie de Trotsky est hétérogène et contradictoire, car il veut tout à la fois le passage au socialisme économique et l'alliance avec les paysans révolutionnaires. Radek et Staline l'ayant accusé d'avoir saboté la révolution démocratique en prônant le passage direct à la révolution socialiste, Trotsky, sans renier sa théorie, sort toutes les citations qu'il peut pour démontrer qu'il avait compris l'importance des tâches démocratiques. Or, c'est cela qui est faux. Il ne pouvait pas avoir raison sur les deux tableaux.

Ou bien, dans certaines circonstances historiques, les marxistes doivent s'allier avec la paysannerie révolutionnaire, et dans ce cas ils ne peuvent envisager de passer au socialisme économique. Ou bien, ils peuvent l'envisager, et dans ce cas il est inconséquent de leur part de prétendre s'allier à la paysannerie, qui ne peut plus alors être autre chose qu'un frein. *Ou l'un, ou l'autre.*

L'existence même d'une masse de paysans sans terre, révolutionnaires qui aspirent à se partager les domaines des propriétaires fonciers, est la preuve que, dans un pays donné, le capitalisme ne s'est pas encore pleinement développé, n'a pas tout entraîné dans le tourbillon du mercantilisme. S'il l'avait fait, cette masse de paysans, cultivant avec des outils rudimentaires, ne pourrait plus exister. A la campagne, l'antagonisme ne serait plus celui qui oppose des petits exploitants et une classe de propriétaires fonciers absents, mais celui qui oppose des salariés agricoles aspirant à la socialisation de la production et les capitalistes de l'agriculture.

Même dirigée par le prolétariat, la révolution démocratique bourgeoise ne peut pas sauter par-dessus le processus qui conduit à ce résultat, mais seulement l'accélérer. Ce processus, quel est-il ? Des marchés se créent dans tous les petits villages, des bourgs importants se constituent. La division du travail

s'approfondit et se modifie sans cesse, tandis qu'apparaissent face à face, plus ou moins rapidement, ceux qui concentrent les moyens de production et ceux qui deviennent vendeurs de la marchandise force de travail. L'accroissement de la productivité du travail agricole, conséquence du développement du capitalisme, permet que les grandes villes drainent en permanence ce qui apparaît maintenant comme une surpopulation campagnarde.

Les grandes unités de production des villes, qui fonctionnent depuis longtemps comme entreprises capitalistes, sont alors nécessairement liées à la production agricole, puisqu'elles lui fournissent maintenant son outillage, tandis que l'agriculture fournit en échange la nourriture nécessaire à la reconstitution de la force de travail. Ce perpétuel échange de marchandises entre l'industrie et l'agriculture, où l'industrie se développe pour se développer, où la plus-value est produite pour la plus-value, et où l'agriculture est subordonnée à l'industrie est propre au capitalisme ; et l'industrie alors ne peut pas ne pas se développer plus vite que l'agriculture dans son ensemble.

Lorsque vient de s'accomplir une révolution démocratique bourgeoise, il est impossible que l'immense masse des nouveaux petits propriétaires ne produise pas des marchandises sur ses exploitations homogènes, indifférenciées. Il est impossible que cette masse n'échange pas des marchandises avec la grande industrie, et que la grande industrie ne se développe pas en fonction du marché agricole, en lui fournissant des engrais, des charrues, vendus sur le marché à ceux qui peuvent les acheter, tandis que les autres végètent et deviennent des salariés. Mais, pour des marxistes, il est clair que le sommet de la société (la grande industrie à travail associé) ne peut pas commencer à prendre les « premières mesures socialistes » alors qu'à la base de celle-ci, parmi des millions de petits producteurs, l'incendie de la production marchande et des échanges gagne de plus en plus de terrain. Seule l'intervention extérieure, directe et massive, d'une économie non mercantile, grâce à la victoire prolétarienne dans un pays avancé, peut entraîner l'apparition d'un tel phénomène, qui d'ailleurs ne permettrait pas de mettre immédiatement un terme au progrès bourgeois dans les campagnes, mais seulement d'abrégé considérablement cette phase.

C'est seulement bien plus tard, c'est-à-dire quand il peut s'appuyer sur une large diffusion du travail associé dans les campagnes, quand la science s'applique déjà en masse à la production agricole, que le prolétariat — à supposer qu'il ait pu conserver le pouvoir politique — peut, aussi bien dans les villes que dans les campagnes et d'un mouvement concerté, s'attaquer à la tâche de la socialisation, c'est-à-dire à la destruction de la production marchande.

Entre les deux phases, celle où les nécessités du développement de la production marchande à la campagne empêchent l'avènement de formes socialistes dans l'industrie elle-même, et celle où plus rien ne s'oppose à leur naissance et leur généralisation dans les deux secteurs, il y a une différence de direction historique. C'est seulement lors du passage de la première à la seconde que se vérifie cette transcendance de la révolution démocratique bour-

geoise en révolution communiste que Trotsky plaçait inconsidérément au moment de la prise politique du pouvoir par le prolétariat.

Lénine : auto-limitateur ?

Là est le cœur du problème. Là est la « petite erreur » qui, avec la question du parti, le tint longtemps éloigné des bolcheviks jusqu'en 1917. A partir de ce point s'éclaire tout le trotskysme comme corps de doctrine distinct, auquel Trotsky resta remarquablement fidèle depuis sa polémique de « *Nos différends* » contre Lénine. « *Lénine établit une distinction de principe entre la dictature socialiste du prolétariat et la dictature démocratique (c'est-à-dire bourgeoise démocratique) du prolétariat et des paysans.* Cette opération de logicien purement formelle écarte, lui semble-t-il, les difficultés avec lesquelles on devrait compter si l'on envisageait d'une part le peu d'importance des forces productives, et d'autre part la domination de la classe ouvrière. » Dans cette réfutation que nous avons entreprise des thèses de Trotsky, nous sommes restés fidèles à la méthode du commentateur de texte : cette méthode a ses faiblesses ; elle ne permet pas à l'esprit, parfois, de s'élever au-dessus des circonstances particulières, de faire une synthèse, tandis qu'elle a toujours le mérite de la précision. Ici, pourtant, elle a les deux avantages, puisque nous sommes en présence d'une affirmation qui est régulièrement reprise dans les textes de Trotsky, et qui constitue le noyau de sa théorie. Nous relisons : « *Lénine établit une distinction de principe entre la dictature socialiste du prolétariat et la dictature démocratique (c'est-à-dire bourgeoise démocratique) du prolétariat et des paysans. Cette opération de logicien purement formelle...* » Ainsi, la distinction entre la sortie du féodalisme, grâce à une révolution démocratique des ouvriers et de la masse des paysans, et la sortie du capitalisme, grâce à la révolution du prolétariat socialiste, apparaît à Trotsky comme une distinction « purement formelle » ! Pour Lénine, la distinction de principe entre ces deux dictatures est si importante, qu'il établit, dans « *Deux tactiques* », que dans la première, l'alliance avec les paysans en tant que tels, est *admissible*, souhaitable et nécessaire, alors que dans la seconde elle est *exclue*. « *Le prolétariat doit faire jusqu'au bout la révolution démocratique, en s'adjoignant la masse paysanne, pour écraser par la force la résistance de l'autocratie et paralyser l'instabilité de la bourgeoisie. Le prolétariat doit faire la révolution socialiste, en s'adjoignant la masse des éléments semi-prolétariens de la population, pour briser par la force la résistance de la bourgeoisie et paralyser l'instabilité de la paysannerie et de la petite-bourgeoisie.* Sa conclusion est claire : si l'on en est à la phase où l'on sort du féodalisme, s'il est encore nécessaire de s'allier aux paysans, c'est que, par principe, il n'est pas possible de commencer à prendre des mesures socialistes. Mais Trotsky ne fait pas preuve de la même rigueur sur ce point : « *Puisque les conditions sociales en Russie ne permettent pas encore une révolution socialiste, le pouvoir politique serait le plus grand des malheurs. Ainsi parlent les menchéviks. Ce serait juste, réplique Lénine, si le prolétariat ne comprenait pas qu'il s'agit seulement d'une révolution « démocratique ».* En d'autres termes, constatant la contradiction qui existe entre les intérêts de classe du prolétariat et les condi-

tions objectives, Lénine ne voit d'autre issue que dans une limitation volontaire du rôle politique assumé par le prolétariat ; et cette limitation se justifie par l'idée théorique que la révolution, dans laquelle la classe ouvrière joue un rôle dirigeant, est une révolution bourgeoise. Lénine impose cette difficulté objective à la conscience du prolétariat et résout la question par un ascétisme de classe qui prend son origine non dans une foi mystique, mais dans un schéma « scientifique ». Il suffit de se représenter clairement cette construction théorique pour comprendre de quel idéalisme elle procède et combien elle est peu solide » (« *Nos différends* »).

Trotsky ne voit pas pourquoi le prolétariat ne prendrait pas des mesures socialistes, s'il réussit à avoir la réalité du pouvoir. Mieux, il affirme qu'il doit le faire, et qu'il y sera contraint : « J'ai montré ailleurs, avec détails à l'appui, que, dès le lendemain de l'établissement de la « dictature démocratique », toutes ces rêveries d'ascétisme quasi-marxistes seront réduites à néant. Quelle que soit la théorie admise au moment où le prolétariat prendra le pouvoir, il ne pourra éviter dès le premier jour le problème qui s'imposera aussitôt : celui du chômage. Il ne lui servira guère alors de comprendre la différence qu'on établit entre la dictature socialiste et la dictature démocratique. Le prolétariat au pouvoir devra immédiatement assurer du travail aux chômeurs, aux frais de l'État, par tels ou tels moyens (organisation de travaux publics, etc...). Ces mesures appelleront nécessairement une grande lutte économique, et une longue suite de grèves grandioses : nous avons vu tout cela, dans une faible mesure, à la fin de 1905. Et les capitalistes répondront alors (comme ils ont déjà répondu quand on exigeait la journée de huit heures) par le lock-out. Ils mettront de gros cadenas à leur porte et ils se diront : notre propriété n'est pas menacée puisqu'il est décidé qu'actuellement le prolétariat s'occupe d'une dictature démocratique et non socialiste. Que pourra faire le gouvernement ouvrier quand il verra qu'on ferme les usines et les fabriques ? Il devra les rouvrir et reprendre la production pour le compte de l'État. Mais alors, c'est le chemin du socialisme ? Bien sûr ! Quelle autre voie pouvez-vous proposer ? ». Trotsky est ici si peu soucieux de précision que, par maladresse, ou plutôt par inadvertance, alors que le fond de sa pensée est clair, il emploie une expression, « le chemin du socialisme », qui est acceptable pour des marxistes, et, dans le contexte, parfaitement orthodoxe. Le passage des industries dans les mains de l'État prolétarien est bien le « chemin du socialisme ». Mais le fond de sa pensée, est qu'il s'agit là de *socialisme*. Le passage suivant le prouve sans la moindre équivoque : « Quand elle se trouvera au pouvoir, la social-démocratie devra compter avec une très grande difficulté, qu'il sera impossible d'écarter en prenant pour doctrine cette formule naïve : « Une dictature exclusivement démocratique ». Une « auto-limitation » du gouvernement ouvrier n'aurait d'autre effet que de trahir les intérêts des sans-travail, des grévistes et, enfin, de tout le prolétariat, pour réaliser la république. Le pouvoir révolutionnaire devra résoudre *des problèmes socialistes absolument objectifs*, et dans cette tâche, à un certain moment, il se heurtera à une grande difficulté : l'état arriéré des conditions économiques du pays ».

Trotsky, 1905 : « Lénine établit une distinction de logicien purement

formelle entre la dictature socialiste et la dictature démocratique du prolétariat et de la paysannerie ». Lénine, 1909 : « L'erreur fondamentale de Trotsky réside dans la méconnaissance du caractère bourgeois de la révolution, dans le manque d'idées claires sur le passage de cette révolution à la révolution socialiste ». Qui « a raison » ? Ou, plus justement, qui est marxiste ? Lénine, mille fois. Qui défend une « formule naïve » ? C'est Trotsky lorsqu'il affirme que la prise en charge des chômeurs par l'Etat, l'expropriation des capitalistes, la direction de l'économie par l'Etat constituent des « problèmes socialistes absolument objectifs ». Il suffit de se représenter clairement cette construction théorique pour comprendre de quel idéalisme elle procède et combien elle est peu solide !

Idéalisme, parce que la politique gouvernementale, la volonté d'une poignée de dirigeants communistes suffit à faire changer de nature la révolution, qui de démocratique, rigoureusement nécessaire pour ouvrir la voie au mercantilisme, devient « socialiste », c'est-à-dire destinée à détruire le mercantilisme. Il suffit d'examiner les mesures qu'il cite, en se défiant des « formules naïves », pour « se représenter clairement » qu'aucune d'entre elles n'a le moindre caractère socialiste, et que l'argumentation manque de solidité. « Socialisme », l'assistance aux chômeurs ? Mais aucun marxiste ne pourrait le prétendre sérieusement. Il s'agit tout au plus d'une mesure d'assistance, comme celles que prend le « socialisme bourgeois », comme celles qui apparaissent dans toute leur splendeur avec le « Welfare State ». Certes, prendre le pouvoir d'Etat et supprimer les souffrances causées par le chômage n'était pas peu de chose pour le prolétariat russe, mais qualifier de mesure « objectivement socialiste » cette mesure d'assistance, c'est créer une confusion théorique mortelle. « Socialisme », l'élimination des propriétaires privés dans la grande industrie ? Mais toute la doctrine marxiste, le Livre III du « *Capital* » entre autres, montre que c'est le capitalisme lui-même qui conduit à l'étatisation des forces productives et qu'il n'y a pas, dans la disparition des propriétaires privés prise en elle-même, une once de socialisme. Et cela reste vrai même lorsque l'agent de cette transformation est le prolétariat victorieux. Une *étatisation* du capital est et reste une étatisation de *capital*. Le socialisme économique commence avec la *destruction* du capital.

On pourra retourner le problème dans tous les sens : pour un partisan du communisme tel qu'il fut défendu par Marx, une seule conclusion s'impose : *les mesures que Trotsky présente comme socialistes ne sont pas socialistes*. Trotsky croyait que, par doctrinarisme, Lénine s'« interdisait » le socialisme, et que la volonté des social-démocrates de prendre les mesures les plus radicales suffirait à leur permettre d'accomplir des tâches « objectivement socialistes ». Lénine, lui, savait (et les textes de l'année 1917 le prouvent suffisamment, en particulier « *La catastrophe imminente et les moyens de la conjurer* ») que, tout en proposant la prise du pouvoir par les Soviets, il n'avait nullement la possibilité d'« introduire le socialisme ».

Après la révolution d'Octobre, il ne s'interdira aucune des mesures envisagées par Trotsky, et s'il se laissa parfois aller à les qualifier de « socialistes » dans un sens politique (abus de langage qui contribua grandement à la confu-

sion ultérieure), il savait fort bien qu'elles ne sortaient pas du cadre de la production marchande. Qui donc, des deux, faisait de la « logique formelle » ? Trotsky, et au sens propre du terme. Il assimilait l'élimination des capitalistes privés à une première mesure socialiste « absolument objective ». La logique formelle consiste ici en ceci : le capitalisme d'Etat et le socialisme se ressemblent en ce qu'ils éliminent la propriété privée des moyens de production dans la grande industrie étatique ; ils diffèrent en ce que l'un exacerbe la production mercantile, alors que l'autre la supprime ; l'un étend le salariat, alors que l'autre le détruit ; l'un est incontrôlable, alors que l'autre est planifié. Trotsky fait abstraction des rapports de production, du sens du développement économique et considère l'étatisation comme une tâche socialiste « absolument objective ». Voilà la « logique formelle ».

Pour résumer, on peut dire que tout ce que Trotsky avait dit de juste avait déjà été dit par Lénine. Tout ce qu'il avait dit d'original était faux. En réalité, Lénine n'avait jamais eu l'intention d' « auto-limiter » le pouvoir du prolétariat. Il avait toujours été partisan des mesures démocratiques bourgeoises les plus radicales, mais était conscient de leur caractère bourgeois, tout en se promettant, dans les programmes de la social-démocratie, de ne pas perdre de vue le but final, le socialisme.

D'insupportables bavards (après Trotsky qui croyait la même chose, mais qui avait une autre stature) répètent aujourd'hui que la théorie de la révolution permanente était plus « radicale » que celle de la dictature démocratique du prolétariat et de la paysannerie, ce qui leur permet bien entendu de se livrer *a posteriori* à un grotesque jugement de Salomon : « Sur la question du Parti, c'est Lénine qui avait raison ; sur la perspective de la révolution, Trotsky ». En réalité, si Trotsky défendit sa théorie, ce n'est pas parce qu'il était plus « radical » que Lénine, mais bien parce qu'il se contentait de baptiser socialistes de simples mesures d'interventionnisme économique. *Prétendument plus « audacieux » que Lénine, il était en définitive infiniment plus... modeste que lui dans la définition du but final, le socialisme.*

L'esprit et la lettre

Nous considérons donc comme radicalement fausse la huitième des « Thèses » sur la révolution permanente, qui fonde tout l'édifice : « La dictature du prolétariat, qui a pris le pouvoir comme force dirigeante de la révolution démocratique, est inévitablement et très rapidement placée devant des tâches qui la forceront à faire des incursions dans le droit de propriété bourgeois. La révolution démocratique, au cours de son développement, se transforme directement en révolution socialiste, et devient ainsi une révolution permanente ».

C'est un fait que, d'une part, l'exaspération de la lutte du prolétariat russe, provoquée par la guerre impérialiste et la catastrophe économique qui s'ensuivit, poussa la révolution double de Russie aux « mesures les plus radicales ». Seuls le prolétariat et les paysans semi-prolétariés pouvaient, en tant

que classes qui n'étaient limitées par la défense d'aucun privilège, prendre de telles mesures. C'est pourquoi elles devaient susciter, outre la fureur de la grande bourgeoisie, la réprobation unanime de tous les partis bourgeois et petits-bourgeois qui les flétrirent comme une brutale manifestation de « communisme » et que le parti communiste de Russie, relevant le défi, les revendiqua comme telles *au sens politique*, lui qui, formé à l'école de Lénine, savait depuis 1905 qu'il n'était pas question d'introduire le « socialisme » par décrets dans la Russie arriérée.

C'est un fait également qu'en dépit de sa claire conscience des objectifs économiques limités de la révolution double, le parti bolchevique, sous la pression de cette lutte, entérina des mesures qu'il n'aurait même pas rêvé de prendre en 1905 lorsque Lénine traçait le programme minimum de la révolution démocratique en Russie.

C'est un fait enfin que le rôle international dirigeant échu au parti bolchevique du fait de la faillite de la II^e Internationale et des réactions de minorités de gauche, et du fait de sa propre victoire insurrectionnelle, eut une conséquence, dont il n'y a pas lieu, cinquante ans après, de se féliciter, puisqu'elle a contribué à l'obscurcissement de la limpide doctrine marxiste de Lénine, mais qui était historiquement inévitable : mettre au premier plan de la lutte et de la propagande du parti bolchevique non pas les restrictions scientifiques sur le caractère limité du programme économique de la révolution démocratique bourgeoise, mais les *finalités* socialistes du parti prolétarien qui la dirigeait ; non pas la nature incontestablement « bourgeoise » des transformations accomplies ou à accomplir en attendant l'aide de la révolution européenne, mais leur signification de « pas en avant vers le socialisme » dans une voie historique que des victoires prolétariennes rapides en Europe auraient *réellement* pu rendre sinon *brève*, du moins *directe*, et que seule la contre-révolution a pu couper il y a plus de quarante ans.

Rien de tout cela n'empêche que, comme Lénine le dit clairement dans « *La catastrophe imminente et les moyens de la conjurer* » (1917), aucune des mesures prises en 1917 ne sortait du cadre des rapports de production capitalistes et donc, *au point de vue économique*, du cadre de la révolution démocratique bourgeoise. Débordant les mesures prévues par le vieux programme minimum de 1905, elles restaient néanmoins dans le cadre d'un programme minimum, car elles visaient essentiellement, d'une part à favoriser le passage de l'économie petite-bourgeoise au capitalisme et, d'autre part, dans la mesure du possible, à concentrer le capital reconstitué dans les mains de l'État et, en tout cas, de le soumettre à son contrôle, afin d'abord d'assurer à la dictature prolétarienne une assise matérielle qui lui faisait cruellement défaut au sortir de la guerre civile, au plus bas de la chute des forces productives, et ensuite de créer les conditions économique-sociales sans lesquelles, *même* en cas de victoire prolétarienne dans les pays avancés et d'aide massive de leur part, *même* le passage au stade inférieur du socialisme fût resté impossible.

Et sur le plan politique, est-on passé à la dictature « socialiste » du prolétariat ? Oui et non. Oui si l'on veut dire qu'est apparu un seul parti politique,

monolithique, centralisé, fondé sur le programme communiste. Oui si l'on rappelle le droit électoral soviétique qui ne respecte pas l'égalité formelle et accorde par principe plus de poids aux voix ouvrières qu'aux voix paysannes. Oui si l'on veut dire que le parti bolchevique finit par être le seul parti politique au pouvoir dans la dictature démocratique. Oui si l'on en tire la conclusion que la puissance de la dictature n'était pas renforcée par l'arriération du pays, mais diminuée par la présence de l'énorme masse paysanne.

Non si l'on emploie le terme de dictature socialiste pour faire abstraction des caractères imprimés au gouvernement soviétique par l'immense masse paysanne. Non si c'est pour faire oublier le terme de « république ». Non si c'est pour présenter le socialisme en général comme le « gouvernement des ouvriers et des paysans ».

La méthode du oui et du non est le plus souvent une méthode éclectique. Mais nous ne sommes pas des éclectiques. Les explications précédentes étaient rendues nécessaires précisément parce que le trotskysme a voulu faire passer la formule de la « dictature démocratique des ouvriers et des paysans » pour une « renonciation » du prolétariat. En réalité, la dictature démocratique n'est rien d'autre que le pouvoir politique du prolétariat dans un pays arriéré, où existe une énorme masse révolutionnaire démocratique bourgeoise, et où le pouvoir politique communiste *ne peut* faire abstraction de la masse paysanne.

Ceci dit, il est certain que celui qui lit les textes sans solides points de repère théoriques et sans l'intelligence des conditions de la lutte politique d'alors, peut fort bien croire que la thèse de Trotsky sur la « transformation directe de la révolution démocratique en révolution socialiste au cours de son développement » a été historiquement confirmée. Non seulement des centaines de pages dues à des bolcheviks et des dizaines de pages de Lénine lui-même, mais aussi des mesures pratiques telles que le « communisme de guerre » et toutes celles qui, même après que Lénine eut dénoncé les illusions suscitées par ce dernier, et qui visaient à contrôler le développement du capitalisme (comme l'interdiction de l'emploi de la main-d'œuvre salariée à la campagne), le renforceront dans son erreur. Pour s'en tenir aux textes, sur le plan économique, il verra par exemple les « incursions » du pouvoir bolchévique « dans le droit de propriété bourgeois » et en premier lieu l'étatisation de la grande industrie présentées comme « socialistes » et la lutte qui en attendant la révolution mondiale était nécessaire et qui opposait « l'industrie d'Etat » à « l'industrie privée », définie comme une lutte entre le « socialisme » et le « capitalisme ». Sur le plan politique, il verra dénoncées les naïves illusions de la « démocratie révolutionnaire soviétique », de l'Etat-commune des premiers mois, et énergiquement rappelées les caractéristiques générales de la dictature du prolétariat comme pouvoir centralisé, non-parlementaire, animé par un parti unique, nécessité absolue dans la lutte contre l'infâme social-démocratie européenne passée à la défense de la « démocratie pure » même dans les pays de révolution socialiste directe.

Et de tout cela, notre lecteur théoriquement désarmé et, de ce fait, plus attentif à la *lettre* qu'à l'*esprit*, conclura que « dans son développement »,

même confiné dans les frontières nationales de la Russie par le repli de la révolution prolétarienne en Europe et par sa défaite finale, « la révolution démocratique » s'est « transformée directement en révolution socialiste ». Or, il se trouve qu'après avoir été la thèse « originale » du révolutionnaire Trotsky qui ne sut pas se soumettre à l'autorité du programme invariant du prolétariat dans la révolution démocratique bourgeoise, cette thèse est devenue (sur ce point et pour la Russie) la thèse officielle de l'Etat stalinien. De ce fait, elle est devenue le mensonge d'Etat le plus colossal de l'histoire, un mensonge appuyé sur toutes les violences infligées au malheureux « peuple » russe au cours de la seconde « accumulation de capital » qu'ait connue la Russie et, d'autre part, sur toutes les falsifications doctrinales grossières et les laborieuses volte-face politiques que le parti stalinisé de Russie effectua avec un cynisme inégalable et qu'il tenta d'imposer à l'élite communiste de l'Europe et du monde.

Ce n'est donc pas un souci pédant de « purisme doctrinal », mais de formidables événements et la nécessité pour le parti prolétarien de déchiffrer non tant des « textes », que l'histoire elle-même qui ont conduit notre courant à opposer à la doctrine trotskyste de la révolution permanente la caractéristique suivante de la révolution double de Russie, « socialisme en politique, capitalisme en économie ». Pour comprendre ce qui *doit* être compris, il faut lire les textes en gardant toujours à l'esprit à la fois la *distinction théorique* entre révolution « double » et révolution pure, à laquelle Lénine resta indéfectiblement attaché, et la *vision du but final*, la destruction du mercantilisme, trop oubliée dans la lutte pratique, alors qu'elle avait été inscrite en toutes lettres dans le programme maximum de 1905, dont la réalisation ne pouvait même pas être *abordée* dans les cadres nationaux de la Russie. Quant à ceux qui, ne comprenant pas cette exigence, se livrent à une stupide interprétation littérale des textes, ils restent désespérément éloignés du communisme.

Ultérieure confirmation

Lorsqu'au cours de l'année 1921, Trotsky réclama la militarisation des syndicats afin que l'œuvre pressante d'édification économique soit accomplie avec le maximum de discipline et de rapidité, Lénine lui répondit comme suit : « ...le camarade Trotsky commet lui-même aussitôt une erreur. Il prétend que, dans un Etat ouvrier, le rôle des syndicats n'est pas de défendre les intérêts matériels et moraux de la classe ouvrière. C'est une erreur. Le camarade Trotsky parle d'un « Etat ouvrier ». Mais c'est une abstraction ! Lorsque nous parlions de l'Etat ouvrier en 1917, c'était normal ; mais aujourd'hui, lorsque l'on vient nous dire : « Pourquoi défendre la classe ouvrière, et contre qui, puisqu'il n'y a plus de bourgeoisie, puisque l'Etat est un Etat ouvrier », on se trompe manifestement car cet Etat n'est pas tout à fait ouvrier, voilà le hic. C'est l'une des principales erreurs du camarade Trotsky. Des principes généraux, nous sommes passés aujourd'hui à la discussion pratique et aux décrets, et l'on veut nous détourner de ce travail pratique et concret pour

nous tirer en arrière. C'est inadmissible. En fait, notre Etat n'est pas un Etat ouvrier, mais un Etat ouvrier-paysan. C'est une première chose. De nombreuses conséquences en découlent ».

Bien que, pressé lui-même par les exigences de la reconstruction (condition du maintien du parti bolchevique au pouvoir), Lénine ait admis qu'en tant que participants au pouvoir, les syndicats ne pouvaient se cantonner dans un rôle de défense pure et simple des ouvriers, il rejette ici ouvertement la conception de l' « Etat socialiste » qui n'aurait eu de légitimité que dans une révolution socialiste pure. Lénine fait en particulier une distinction nette entre l'Etat-Commune né de l'insurrection de 1917 et celui de 1921 qui, *sur la base de la production marchande*, ne peut être, comme Lénine l'a maintes fois répété, qu'un « Etat ouvrier à déformations bureaucratiques », c'est-à-dire privé de la principale caractéristique de l'Etat-Commune, *qui est la tendance au dépérissement*. Et Lénine indique pourquoi dans sa résolution écrite à l'occasion du congrès des syndicats de 1921 : « En particulier, nous admettons maintenant la liberté du commerce et le capitalisme qui se développent sous la réglementation et le contrôle de l'Etat. D'autre part, les entreprises socialisées sont transférées sur la base commerciale, ce qui, étant donné l'état arriéré et l'épuisement du pays, amènera fatalement les masses à opposer mentalement l'administration de ces entreprises aux ouvriers qui y travaillent ». Mis à part le fait qu'en bonne doctrine des entreprises étatisées « transférées sur la base commerciale » au terme de la phase du communisme de guerre, ne peuvent être dites « socialisées », cette citation de Lénine prouve qu'il était parfaitement conscient de la persistance des antagonismes de classe engendrés par la persistance du salariat dans la société soviétique de 1921, et de la nécessité pour les salariés de se défendre contre leurs employeurs, l'Etat y compris. D'où la position suivante, en apparence paradoxale : « Notre Etat est tel aujourd'hui que le prolétariat totalement organisé doit se défendre, et nous devons utiliser les organisations ouvrières pour défendre les ouvriers contre leur Etat, et pour que les ouvriers défendent notre Etat ». Paradoxe seulement apparent, parce qu'en réalité, cette formulation est en pleine continuité avec la ligne de la révolution double : l'économie est capitaliste et l'Etat est dirigé par le parti communiste ; les ouvriers se défendent contre les empiétements du capital, tout en soutenant leur pouvoir politique, réalisé par le parti bolchevique qui lutte pour la révolution mondiale.

La théorie de la révolution permanente, pour laquelle le prolétariat, dès la conquête du pouvoir, prend des mesures économiques « objectivement socialistes », serait bien en peine d'expliquer cela.

Le socialisme automatique

Alors que la position de Lénine dans la question syndicale, qui constituait une reconnaissance implicite du caractère économiquement capitaliste de la grande industrie étatisée, est *objectivement* en contradiction avec les affirmations sur le passage au « socialisme » auxquelles il se laissa

aller pour toutes les raisons dites plus haut, Trotsky n'en tira pas moins de l'ensemble de l'expérience russe, la conclusion que sa théorie avait été pleinement vérifiée. Il en fit donc une théorie universelle, valable pour tous les pays. Dans « *Qu'est-ce que la révolution permanente ?* », ensemble de thèses publiées en 1931 comme résumé de ses conceptions, on peut lire au point 3 : « Sans une alliance entre le prolétariat et la paysannerie, les tâches de la révolution démocratique ne peuvent être résolues, elles ne peuvent pas même être sérieusement posées. Mais l'alliance de ces deux classes ne se réalisera pas autrement que par une lutte implacable contre l'influence de la bourgeoisie libérale nationale. »

La deuxième partie de cette thèse est absolument juste. Mais la première est formulée de façon métaphysique. Il semble ici que, tout comme le gouvernement prolétarien dans un pays arriéré ne pouvait que se trouver « contraint » de prendre des mesures « objectivement » socialistes, une nécessité aveugle fasse que seule l'alliance du prolétariat et de la paysannerie puisse accomplir les tâches de la révolution démocratique. Or, il n'y a là aucune fatalité ; la théorie marxiste n'est pas une philosophie quelconque de l'histoire mais l'intelligence des conditions réelles de la lutte aux différents stades et dans les différentes aires. Dans la mesure où le développement du mercantilisme est irrésistible, il arrive tous les jours qu'en l'absence d'une alliance révolutionnaire du prolétariat et de la paysannerie dans les pays arriérés, les tâches de la révolution démocratique soient peu à peu non seulement « posées », mais finissent même par être à la longue, d'une manière ou d'une autre, entièrement résolues. Il fallait dire : le devoir, la perspective du prolétariat dans les pays arriérés est de lutter pour conduire, avec les masses paysannes, la révolution démocratique à son terme. Mais il ne fallait pas exclure *a priori* qu'en l'absence du prolétariat comme classe, cette révolution démocratique bourgeoise puisse être accomplie, avec plus ou moins d'énergie, par des partis tout autres que ceux du prolétariat. Telle qu'elle est formulée, donc, la thèse de Trotsky a conduit aux conséquences burlesques que ses disciples contemporains, ou du moins la plupart d'entre eux, en ont allègrement tirées. Le raisonnement est simple : en Chine et à Cuba, les tâches essentielles de la révolution démocratique ont été accomplies. Or Trotsky dit que seul le prolétariat peut accomplir dans les pays arriérés une véritable révolution démocratique. Donc, en Chine et à Cuba, c'est le prolétariat qui a pris le pouvoir pour fonder un Etat ouvrier. La perspective de combat des marxistes devient ainsi une stupide singerie fataliste. Au mépris de toute décence théorique et de toute vraisemblance historique, les théoriciens trotskystes découvrent de cette façon des développements toujours nouveaux de la « révolution permanente » et saluent avec enthousiasme la constitution plus ou moins énergique de quelques nouveaux Etats bourgeois comme autant de victoires du socialisme. Renversant la juste méthode, ils superposent à l'histoire réelle une histoire fictive déduite de leur « théorie », et somment la première de s'effacer devant la seconde, alors que c'est à l'histoire réelle et à elle seule que le marxisme digne de ce nom a toujours confié la confirmation de toutes ses prévisions théoriques.

Conclusion

Aujourd'hui plus que jamais, le prolétariat a besoin d'un parti politique qui ait une vision claire du but final, des étapes qui y conduisent, et qui soit dépourvu d'illusions. Or la théorie de la révolution permanente sème la plus funeste confusion.

Premièrement, elle fait oublier que dans les pays où la révolution démocratique bourgeoise n'a pas été encore entièrement accomplie, dans la mesure où il existe des masses de paysans révolutionnaires visant à une révolution démocratique de la propriété foncière, la seule perspective programmatique des communistes reste celle de « *Deux Tactiques* » : lutte du prolétariat pour l'alliance avec cette paysannerie révolutionnaire contre la bourgeoisie plus ou moins inconséquente afin de détruire de fond en comble les structures pré-capitalistes ; lutte pour le pouvoir politique et, dans l'attente de la révolution internationale, concentration du capital dans les mains de l'Etat. Ce qui ne signifie pas qu'en l'état actuel du mouvement prolétarien international dispersé et battu par la contre-révolution, on puisse s'attendre à l'apparition d'un parti prolétarien capable de défendre ce programme, là où il s'impose.

Deuxièmement. En s'acharnant à définir comme « socialistes » (non pas au sens politique, comme le fit souvent Lénine, mais au sens économique) des mesures dirigistes, visant uniquement, dans le contexte russe, au capitalisme d'Etat, Trotsky, quoique combattant avec une fureur justifiée le nationalisme stalinien, a été conduit à admettre l'existence d'un peu de « socialisme dans un seul pays », en Russie, et à défendre en politique (y compris dans la guerre) l'« Etat ouvrier dégénéré ». C'est sur cette question que nous reviendrons dans l'article suivant.

Troisièmement. En contribuant à répandre l'idée mortelle pour le prolétariat que le socialisme économique peut prendre le visage hideux du salaire et des primes, de la course à la productivité et aux médailles du travail et de toute la fanfare grinçante et douloureuse de l'accumulation du capital, il a anéanti pour son parti la possibilité de formuler de façon objective le programme maximum de la révolution socialiste pure, le confinant dans le cadre d'un prétendu « *programme de transition* » perpétuant et aggravant la vieille opposition social-démocrate funeste entre « programme minimum » et « programme maximum ». Et c'est cette question que nous traiterons dans notre dernier article.

CRITIQUE DE LA THEORIE DE L'ETAT OUVRIER DEGENERE

Le trotskysme, qui passe en cette époque de profonde contre-révolution pour un mouvement extrémiste, n'est que le flanc-garde de l'impérialisme russe, sur le plan de la politique quotidienne, et théoriquement, rien d'autre qu'une variante démocratique de la pensée bourgeoise. Revendiquant à cor et à cri les noms de Lénine et de Trotsky, il ne cesse de fouler aux pieds l'invariante doctrine révolutionnaire dont les deux dirigeants de la révolution d'Octobre ne se voulaient que les réalisateurs, le marxisme.

Nous n'avons pas l'intention, dans cette brève étude, de réfuter les prises de position tactiques des différents groupes, qui en font des confusionnistes impénitents, des activistes incorrigibles et des alliés involontaires du « stalinisme » qu'ils prétendent combattre, mais qu'ils couvrent en fait sur sa gauche, en s'obstinant à considérer la Russie comme un « Etat ouvrier dégénéré », et les partis qui dépendent de Moscou comme des « partis ouvriers ».

Nous nous limiterons ici à passer au crible de la critique marxiste la théorie de l'Etat ouvrier dégénéré. Il n'est pas possible d'expliquer la tactique communiste à qui ne connaît pas les premiers rudiments du matérialisme historique. Confrontés au problème de savoir si la bureaucratie est une caste ou une classe (deux positions absurdes), les militants trotskystes répètent fidèlement les billevesées catastrophiques de la « *Révolution trahie* », en se disant qu'après tout, bourgeoisie et bureaucratie, la différence n'est pas si grande, et que l'essentiel est de militer.

En fait, selon la réponse que l'on donne à la question de « la nature de l'URSS », on est marxiste ou antimarxiste. Que les trotskystes sont les ennemis démocratiques de la doctrine marxiste, c'est ce que nous prouverons dans les pages qui suivent. En attendant, nous offrons à la méditation des disciples du Trotsky du déclin une maxime lapidaire du Trotsky communiste de la guerre civile : « La réalité ne pardonne pas une seule erreur théorique ».

LA REVOLUTION DOUBLE DE RUSSIE :

CAPITALISME EN ECONOMIE

COMMUNISME EN POLITIQUE

Pour comprendre la signification des luttes dans le parti bolchévique dans les années qui suivirent la mort de Lénine, il est absolument nécessaire d'avoir une conscience exacte de ce que fut la révolution russe et d'avoir compris quel était et quel devait être son contenu économique-social. Les trotskystes actuels, dans leur enthousiasme irraisonné pour la théorie de la révolution permanente, qui est fautive en elle-même et dont certains ont fait une authentique métaphysique, ont l'habitude de qualifier la révolution d'Octobre de socialiste, sans se poser davantage de questions sur ce sujet. Là commence leur erreur. En effet, s'il est juste de rappeler que le parti bolchévique était un parti marxiste et avait pour but, en tant que tel, la destruction du capitalisme, rien n'est plus ridicule que de qualifier de « socialistes » les « rapports de production issus de la révolution d'Octobre » ou de prétendre que cette révolution a « détruit le capitalisme ». Cette assertion ne pourrait que provoquer un rire homérique de Lénine s'il avait la possibilité de l'entendre dans la bouche des trotskystes qui se réclament de son nom.

Dans les premières années du XX^e siècle en Russie, toutes les tendances se référant à Marx, que l'on falsifiait alors avec moins d'impudence qu'aujourd'hui, s'accordaient à reconnaître que la révolution à venir serait une révolution bourgeoise. Trotsky lui-même qui, dans un article intitulé « *Trois conceptions de la révolution russe* », a exposé les vues respectives des menchéviks, de Lénine et les siennes propres le reconnaît expressément. Une des faiblesses les plus graves de Trotsky sera précisément d'oublier par la suite que dans le domaine économique, la révolution d'Octobre avait été une révolution bourgeoise, même si politiquement c'était le prolétariat qui en avait pris la tête et avait su en profiter pour imposer, par l'intermédiaire du Parti Bolchévique, sa propre dictature. Avant la révolution d'Octobre, en tout cas, il n'y avait aucun doute ; les tâches économiques de la révolution étaient claires : les propriétaires fonciers devaient perdre leurs privilèges, le féodalisme devait être abattu, la grande industrie moderne devait se développer et les lois du marché se mettre à l'œuvre sur tout le territoire de la vieille Russie. Les mesures économique-sociales que prendrait le pouvoir révolutionnaire devaient être des mesures bourgeoises, c'est-à-dire des mesures visant uniquement à briser les obstacles au développement capitaliste des forces productives.

Cependant, le prolétariat ne pouvait absolument pas rester neutre entre la bourgeoisie et le tsarisme. Ses intérêts étaient du côté de la révolution démocratique bourgeoise, et de la révolution démocratique bourgeoise la plus radicale possible. Que de fois Lénine, strict disciple de Marx, n'a-t-il pas opposé la révolution démocratique bourgeoise « à la française » à la révolution démocratique bourgeoise « à la prussienne », la révolution « par en bas » et la

révolution « par en haut ». L'inéluctable développement du capitalisme en Russie pouvait s'opérer soit par l'insurrection des larges masses paysannes guidées par le prolétariat, soit par un compromis entre la bourgeoisie et les propriétaires fonciers. Cette dernière voie, parfaitement possible, du développement capitaliste fut celle où s'engagea Stolypine, qui voulait, grâce à une réforme agraire modérée, constituer une paysannerie moyenne qui aurait pu servir de tampon entre les masses paysannes privées de terre et le pouvoir des nobles. Si cette manœuvre avait réussi, l'insurrection paysanne aurait été désamorcée, et les propriétaires fonciers auraient pu se transformer pacifiquement en capitalistes. Le capitalisme russe eût pris la figure d'un avorton, et la classe ouvrière se serait constituée péniblement, toute empêtrée dans des conditions moyenâgeuses.

Lénine était pour l'insurrection. Celui que les partis moscovites présentent aujourd'hui comme un véritable Gandhi de la terre russe et — dérision ! — comme un partisan du passage pacifique au socialisme ne cessa toute sa vie, au nom du Parti ouvrier, d'exhorter les masses paysannes à l'insurrection. Pur de tout pacifisme, il connaissait la fécondité de la violence révolutionnaire. Il savait qu'elle seule était capable d'emporter dans son torrent purificateur toutes les immondices de la civilisation des popes, des barines et des pogromes, et de laisser le terrain libre à l'affrontement direct entre le prolétariat et le capital. La perspective du parti bolchévique était donc celle d'une révolution bourgeoise radicale. Mais cette thèse serait tout à fait fautive si on ne lui adjoignait aussitôt des précisions d'importance fondamentale. D'abord, le parti bolchévique était le parti du prolétariat et avait en tant que tel une conscience claire des intérêts de celui-ci dans la révolution démocratique. Ensuite le parti bolchévique luttait pour prendre la tête de la démocratie *insurrectionnelle*, contre la bourgeoisie *libérale*. Lénine le rappelle en 1915 dans « *Quelques Thèses* » : « A la question : le prolétariat peut-il prendre la tête de la révolution bourgeoise en Russie, nous répondons : oui, ce rôle sera possible si, dans les moments décisifs, la petite bourgeoisie penche à gauche ».

Or, en défendant cette thèse, Lénine n'innovait absolument pas. Il restait strictement fidèle à la position des marxistes dans les révolutions démocratiques bourgeoises et il en était parfaitement conscient. Dans une lettre à Skvortsov-Stepanov, il écrit : « La dictature démocratique des ouvriers et de la paysannerie : manière classique d'envisager la question ». Dans « *Deux tactiques de la social-démocratie dans la révolution démocratique* », il fait constamment référence à l'expérience de 1848 en Europe et à la perspective de Marx et d'Engels : révolutions pures contre le capitalisme, révolutions doubles contre le féodalisme. Ainsi la perspective politique des bolchéviks n'était ni plus originale ni plus paradoxale que celle des membres de la Ligue des communistes dans l'Allemagne de 1848 : prendre le pouvoir dans un pays où l'on ne peut absolument pas encore *socialiser*, c'est-à-dire détruire la production par entreprises, mais où il faut au contraire passer par toute une série de transformations capitalistes. En fait, cette théorie serait absurde et nierait radicalement toutes les thèses essentielles du matérialisme historique si les marxistes n'étaient pas avant tout des internationalistes, et s'ils considéraient la révolution communiste comme un phénomène national. Mais

comme ils ont toujours considéré la classe ouvrière (dissolution de toutes les nationalités) comme une seule et même classe internationale, leur vision demeure cohérente et immuable : dans tous les pays de la planète, la classe ouvrière lutte pour le pouvoir. Dans les pays de vieux capitalisme, elle lutte seule contre toutes les autres classes. Dans les pays qui n'ont pas encore accompli leur révolution démocratique bourgeoise, elle lutte pour éviter une transformation pacifique toujours désastreuse, et pour prendre la tête des forces prêtes à l'insurrection, c'est-à-dire principalement la grande masse des paysans sans terre et la petite bourgeoisie urbaine.

Dans les pays avancés, la dictature du prolétariat pourra tenter d'instaurer immédiatement un plan de production en quantités physiques. Dans les autres, en attendant l'extension de la révolution, elle gèrera le capitalisme tout en concentrant le plus possible les forces productives dans les mains de l'Etat, tout en adoptant des mesures de protection de la classe salariée impossibles dans les mêmes circonstances pour un parti bourgeois. Dans tous les cas, la prise du pouvoir par le prolétariat n'est rien d'autre que la première vague de la révolution mondiale, qui doit vaincre ou être vaincue, soit qu'elle déclenche d'autres révolutions et s'étende par la guerre révolutionnaire, soit qu'elle périsse dans la guerre civile ou qu'elle dégénère en pouvoir bourgeois, dans le cas où elle doit gérer un jeune capitalisme.

A cette perspective, Lénine est resté fidèle tout au long de la révolution russe, du moins en ce qui concerne les tâches *politiques* internationales du parti et du pouvoir révolutionnaires de Russie, même si les formulations relatives à la « construction du socialisme en Russie » en contraste avec la logique de ses positions ont créé une équivoque catastrophique exploitée plus tard par le stalinisme.

Dans « *La catastrophe imminente et les moyens de la conjurer* », il expose les mesures que prendraient les bolchéviks s'ils arrivaient au pouvoir. De toutes ces mesures, il dit clairement qu'elles ont toutes été prises par tous les Etats en guerre et qu'elles n'ont absolument *aucun caractère socialiste*. Dans son texte fondamental sur la structure économique de la Russie post-révolutionnaire, rédigé au moment de la NEP, « *Sur l'impôt en nature* », qui reprend un long passage de sa brochure de 1918 « *Contre l'infantilisme de gauche* », il examine en détail les différents secteurs de l'économie. Il appelle « socialiste » la grande industrie étatique parce que le pouvoir politique est celui du prolétariat et parce que la victoire de la révolution communiste en Europe permettra d'arriver au socialisme qui n'est encore au moment où il écrit, qu'une « simple possibilité juridique ». En 1921 en Russie, la lutte qui se déroule dans l'économie n'oppose pas le capitalisme et le socialisme, mais le « socialisme » et le capitalisme d'Etat d'un côté et la mer de la petite production marchande de l'autre. L'objectif du parti bolchévique est de diriger, de canaliser le développement économique vers le capitalisme d'Etat et le « socialisme » c'est-à-dire vers la grande industrie étatisée. Il ne s'agissait donc pas le moins du monde de détruire l'économie mercantile en lui substituant un plan de production de valeurs d'usage, mais tout simplement de remettre sur pied l'économie et en particulier d'assurer le ravitaillement des villes.

Pour qui connaît la doctrine marxiste, aucun doute n'est possible sur la nature des entreprises étatisées, dont Lénine explique dans « *Le rôle et les tâches des syndicats* », qu'elles doivent avoir une gestion équilibrée et qu'elles doivent réaliser un bénéfice. Préobrajensky indique lui aussi dans « *De la NEP au socialisme* » ⁽¹⁾ que ces entreprises fonctionnent suivant le principe de l'équilibre financier. Et le gouvernement bolchévique qui fut contraint de procéder en 1922 à une dévaluation du rouble, devait bien savoir par expérience qu'on était encore en pleine anarchie mercantile.

Mais comme nous vivons aujourd'hui la plus profonde contre-révolution de l'histoire du mouvement communiste et comme rien n'est plus méconnu que la doctrine marxiste, comme l'école trotskyste en particulier a contribué à répandre l'idée que la planification russe (œuvre de Staline), la nationalisation de la grande industrie et le monopole du commerce extérieur démontrent la « supériorité » de la « socialisation des forces productives », il est nécessaire d'expliquer à quelles conditions on aurait pu qualifier l'industrie russe de « socialiste », avec toutes les réserves que doit comporter l'emploi rigoureux de ce terme.

Imaginons un instant qu'au lieu d'entreprises étatisées vendant et achetant des marchandises, nous ayons eu un groupe d'entreprises produisant d'après un plan unique des valeurs d'usage ; imaginons que les producteurs employés dans ces entreprises aient reçu des bons de travail en échange de leur travail, et qu'avec ces bons, ils aient pu retirer des magasins sociaux davantage d'objets de consommation que n'auraient pu en acheter, sur le marché, avec leurs salaires, leurs camarades employés dans le secteur mercantile ; imaginons enfin que tout cela ait pu se produire simultanément à une réduction de moitié des heures de travail dans le secteur non mercantile : dans ce cas, il aurait été possible de dire non pas : « La Russie est socialiste », mais « La dictature du prolétariat commence à détruire en partant des hauteurs dominantes de l'économie, les mécanismes mercantiles pour aboutir, à la fin du processus dont la poursuite est conditionnée par la victoire de la révolution internationale, à la réglementation totale de la production et de la consommation ».

Dans un pays arriéré comme la Russie, il était bien sûr impossible d'orienter le développement économique dans cette direction : seule la victoire de la révolution internationale aurait pu le permettre, à plus ou moins long terme : dans les conditions d'isolement de la révolution, la seule solution pour les bolchéviks était de contrôler l'irrésistible développement du capitalisme, et de tenter de maintenir l'alliance politique avec la paysannerie. De « construire » le socialisme, il ne pouvait pas être question. Il s'agissait de contrôler le capitalisme grâce à l'Etat prolétarien.

(1) Recueil de conférences de Préobrajensky publié chez E.D.I.

Causes de la « dégénérescence ».

Telle avait été la révolution d'Octobre : la dictature du prolétariat sur une économie qui devait devenir de plus en plus capitaliste. Les défaites de la révolution en Europe isolèrent le parti bolchévique au sommet d'un appareil d'Etat qui ne pouvait rien faire d'autre qu'organiser le développement de l'économie mercantile et saper par conséquent les bases de la dictature prolétarienne. Dans sa lutte contre le stalinisme, l'Opposition de gauche au sein du Parti bolchévique, de 1923 à 1927, fit preuve de beaucoup de courage, mais manqua de clairvoyance, ce qui est une façon de dire qu'elle fut elle aussi en grande partie subjuguée par l'essor du jeune capitalisme russe. On peut même affirmer que Trotsky ne comprit jamais véritablement la signification exacte de la contre-révolution stalinienne. Les hésitations de l'Opposition de gauche, puis de l'Opposition unifiée à reconnaître en Staline le véritable ennemi le prouvent assez. L'Opposition ne vit longtemps dans le secrétaire général que le fourrier de la contre-révolution représentée par la droite de Boukharine qui était censée traduire la pression des masses paysannes au sein du parti. Trotsky envisagea même de s'allier avec Staline contre Boukharine, repoussant absolument toute idée de lutte en commun avec ce dernier contre le centriste Staline qui devait être pourtant un jour leur assassin.

Depuis sa dénonciation de la prolongation de la NEP et sa polémique sur les ciseaux, Trotsky n'avait qu'une crainte : que se rompît la fragile alliance des ouvriers et des paysans. Angoissé par l'apparition d'une forte différenciation sociale à la campagne et tout occupé à guetter l'offensive des koulaks, il ne vit pas la contre-révolution dans son dos. S'étant fait l'avocat d'un développement planifié et rapide de l'industrie pour empêcher la rupture de l'alliance entre la paysannerie et la classe ouvrière, il en vint à oublier que l'industrie étatique ne se bornait pas à « employer les méthodes de comptabilité capitalistes », mais qu'elle *était* effectivement capitaliste. Et sa politique d'industrialisation plus rapide et de lutte contre le koulak, si elle avait sur celle de Boukharine l'avantage d'affaiblir l'accumulation privée dans les campagnes, présentait paradoxalement l'énorme inconvénient de renforcer la « bureaucratie » du secteur étatisé.

Là est véritablement le nœud du problème : la contre-révolution capitaliste, ou pour parler avec Lénine, « oustrialoviste » était présente au sein même du secteur que Trotsky continuait par habitude à appeler « socialiste ». Elle se confondait avec le développement de la production de marchandises, production absolument nécessaire à la survie du parti bolchévique et qui minait pourtant quotidiennement les bases de sa domination.

Les militants affectés à la direction des entreprises ne pouvaient pas en même temps « appliquer » les critères de la rentabilité capitaliste, c'est-à-dire se faire les rouages de l'accumulation du capital, et garder éternellement inchangées leurs convictions communistes. Contraint de gérer l'économie contre sa volonté, parce que les capitalistes avaient refusé de le faire, le Parti fut englouti par cette activité : il se renforça comme parti, mais perdit du même coup son caractère marxiste. Les livres de l'opposition trotskyste ont suffisam-

ment souligné (et tout à fait à juste titre) les extraordinaires changements de composition sociale de l'appareil d'Etat et du parti pour que nous n'ayons pas besoin d'y revenir.

La contre-révolution fut accomplie lorsque les militants qui avaient été placés à la tête des industries étatisées proclamèrent ouvertement par la voix de Staline qu'ils cessaient de considérer la révolution mondiale comme leur objectif, préférant à l'œuvre gigantesque et périlleuse de subversion internationale du Capital l'application minutieuse et fonctionnarisée de ses lois sur le territoire de la vieille Russie.

Telle est l'explication marxiste de la « dégénérescence de l'URSS » : la révolution d'Octobre, à la faveur de laquelle le prolétariat communiste s'empara du pouvoir, ne pouvait que briser les entraves féodales au développement capitaliste des forces productives. Dictature du prolétariat en politique, capitalisme en économie, telle est la formule de la Russie de la NEP. Avec le secours de la révolution mondiale, le parti bolchévique aurait pu maîtriser l'économie mercantile et introduire par la suite le socialisme. Isolé au sommet d'une formidable machine capitaliste, livré à lui-même, il fut dénaturé par les mécanismes mercantiles qui en firent un rouage de l'accumulation capitaliste. La vieille phalange, qui résista, fut exterminée.

II

LA « THEORIE » TROTSKYSTE

Jusqu'en 1933, Trotsky condamna sévèrement toute tentative de combattre le stalinisme avec des armes autres que celles de la réforme intérieure. A Staline, dur combattant de la classe des accumulateurs de capital, qui répondait fièrement aux attaques de Trotsky contre la bureaucratie : « Ces cadres, vous ne les récusez que par la guerre civile », l'Opposition de gauche répondait par un désastreux appel à l'unité ; la contre-révolution était consommée, mais l'Opposition ne l'avait pas compris, qui répliquait avec une désastreuse humilité : « C'est notre tâche de maintenir l'unité du parti à tout prix, de repousser toute tentative de scission, de mutilation, d'expulsion, etc., et en même temps de donner au parti la possibilité d'examiner et de résoudre librement les questions controversées dans le cadre d'un seul et même Parti ».

L'appréciation de l'Etat soviétique par Trotsky en 1931 est très bien résumée dans le jugement suivant : « La reconnaissance de l'Etat Soviétique actuel comme Etat ouvrier ne signifie pas seulement que la bourgeoisie ne peut reconquérir le pouvoir que par un soulèvement armé, mais aussi que le prolétariat de l'URSS n'a pas perdu la possibilité de se soumettre la bureaucratie, ou de faire revivre le Parti et de corriger le régime de dictature sans une nouvelle révolution, avec les méthodes et par la voie de la réforme ». Avant de se décider à franchir le pas de la « révolution politique », Trotsky dut assister à la prise du pouvoir par Hitler, événement qu'il considéra comme le

4 août de la Troisième Internationale. C'est cet événement qui le décida à envisager la création d'une « Quatrième Internationale ».

Pourtant, les deux positions successives de Trotsky, « réformiste soviétique » et partisan de la « révolution politique » contre la « bureaucratie » reposaient sur une seule et même théorie, qui définissait l'URSS comme un « Etat ouvrier dégénéré ». Cette théorie, invention originale du Trotsky de la défaite et de l'exil, est une pure et simple destruction du marxisme comme critique de l'économie politique.

Elle se formule comme suit : « La nationalisation de la terre, des moyens de production industriels, du transport, de l'échange ensemble avec le monopole du commerce extérieur constitue la base de la structure sociale soviétique. A travers ces rapports établis par la révolution prolétarienne, la nature de l'URSS comme Etat prolétarien est par nous fondamentalement définie ».

En pleine tourmente contre-révolutionnaire, Trotsky lutta avec acharnement contre Staline, accusé de représenter la caste bonapartiste et de mettre en danger, par sa politique, les « fondements prolétariens de l'Etat » : la bureaucratie consommait trop et freinait ainsi le développement économique, elle s'opposait à la démocratie ouvrière et « déformait » ainsi la planification. Sur le plan international, s'alliant avec des Etats bourgeois, elle affaiblissait l'URSS. Jusqu'à son dernier souffle, l'ancien chef de l'Armée rouge mit toujours en avant pour justifier sa politique de révolution politique et de défense de l'URSS, la nécessité de préserver les « fondements prolétariens de l'Etat ».

Malheureusement, ces fondements prolétariens de l'Etat n'étaient ni fondements, ni prolétariens.

Les bases de l'URSS

L'Etat (c'est un théorème de base du marxisme) n'est pas la société. Mais l'Etat a ses fondements dans la société, et toute société où existe un Etat est une société de classe. Les classes à leur tour reposent sur la division du travail, conséquence de l'évolution de la technique et par son entremise, de la domination de l'homme sur la nature. Considérer par conséquent que des mesures juridiques, des mesures de politique économique constituent la base de l'Etat, c'est tomber dans le camp de l'idéalisme historique. Cette critique relève d'un marxisme élémentaire. Si élémentaire même qu'un simple professeur de droit à la faculté de droit et de sciences économiques de Bordeaux, M. J. Lajugie, peut se permettre de damer tout tranquillement le pion à Trotsky en matière d'analyse des sociétés. Dans son « *Que sais-je ?* » consacré à l'étude des « *Systèmes économiques* », il commence ainsi son exposé sur l'« économie collectiviste » dont il voit la réalisation en Russie : « L'économie collectiviste conserve du système capitaliste ses caractéristiques techniques. Elle s'en différencie seulement du point de vue juridique et psychologique ».

Partageant avec tous ses savants confrères les illusions bourgeoises sur le caractère socialiste de la Russie contemporaine, M. Lajugie n'en a pas moins le mérite de tenter de distinguer les différents niveaux d'analyse, tout en oubliant d'ailleurs le principal, le niveau « économique », et nous le laissons volontiers s'imaginer que le droit et la psychologie chez Brejnev sont très différents de ce qu'ils sont dans les pays « occidentaux ». Ce qui nous importe ici est que le professeur a commencé par la technique. Malgré les réserves que l'on peut faire sur ce terme, adoptons-le, en lui faisant subir une indispensable transformation. Au lieu de technique (mot qui désigne les différents types de procédés employés par l'homme dans sa lutte contre la nature, et non l'utilisation effective et dans des proportions déterminées de ces procédés) nous écrirons : forces productives.

Si nous fallait maintenant définir les « bases de l'URSS » de façon matérialiste, nous n'irions pas écrire étourdiment, dans la deuxième colonne, celle du droit : « nationalisation de la terre, nationalisation de la grande industrie, monopole du commerce extérieur ». Nous garderions notre calme à l'égard de toutes les illusions politiques et nous commencerions par écrire dans la colonne réservée aux forces productives : industrie moderne en développement, produisant en série et pratiquant le travail associé dans des entreprises qui vendent et achètent des marchandises. Si nous ajoutions : culture de la terre pratiquée pour une part dans des entreprises d'Etat et pour la plus grande part dans des entreprises coopératives qui vendent leur produit à l'Etat et dans lesquelles le producteur individuel a la jouissance illimitée d'un lopin de terre personnel, nous aurions correctement défini les « bases » de l'Etat russe. Cela nous aurait permis de tracer le tableau d'un prolétariat en accroissement constant et d'un exode rural inexorable. Et si nous n'avions pas su dans quelle catégorie historique placer la « propriété de l'Etat », nous aurions dû analyser la politique du parti au pouvoir : lutte pour la révolution mondiale ou lutte pour le développement de l'économie nationale ? La réponse à cette question nous aurait permis de conclure définitivement : pouvoir politique du prolétariat sur un pays en voie de développement capitaliste, ou pouvoir politique des accumulateurs de capital.

Mais ce n'est pas ainsi que procède Trotsky. Ce qui lui semble déterminant en Russie, c'est un ensemble de mesures juridiques et de politique économique qui constituent les « fondements prolétariens de l'Etat » : tant qu'on ne retournait pas à la propriété privée des grands moyens de production, tant que la planification était maintenue, il était impossible, pensait Trotsky, de « retourner » au capitalisme.

Le malheur, c'est qu'on n'en était jamais « sorti » dans le cadre de la seule Russie, et qu'aussi bien les mesures économiques adoptées par les bolchéviks, que plus tard la planification stalinienne, saluée comme une victoire par Trotsky, étaient parfaitement compatibles avec le capitalisme. A l'époque, il est vrai, ces mesures n'avaient encore jamais été adoptées par aucun pays. Aujourd'hui (et bien que ce ne soit absolument pas l'expérience mais bien la doctrine que l'on puisse considérer comme maîtresse de vérité dans ce domaine), elles ont pratiquement toutes (à l'exception de la nationalisation du sol)

été adoptées par l'un ou l'autre des Etats nés à la fin de la deuxième guerre mondiale des suites de l'occupation soviétique ou d'un mouvement de lutte pour l'indépendance nationale. En soi, elles sont des mesures de régulation de l'économie par l'Etat dans la mesure où cette régulation est compatible avec la loi de la valeur.

Le monopole du commerce extérieur a pour but d'interdire aux capitaux individuels d'entrer directement en contact avec l'étranger. Tous les échanges doivent passer par les mains de l'Etat, qui tend ainsi à devenir échangiste universel. Dans sa « *Nouvelle Economique* », Préobrajensky explique avec force détails comment il est possible de cette façon de prélever un tribut, aux fins d'accumulation dans le secteur étatique, sur le dos de la paysannerie exportatrice de blé. Dans ce cas, cette mesure sanctionne la lutte du petit capital contre le capital d'Etat, et la victoire de ce dernier. De plus, interdisant à chaque entreprise d'Etat d'entrer en relation avec l'étranger pour son propre compte, cette mesure protège et favorise, de concert avec la planification qui n'est pas concevable sans elle, l'apparition d'une division nationale du travail et d'une industrie complète et développée. Un observateur occidental aussi autorisé que M. Samuel Pizar, ancien conseiller du président Kennedy, ne se fait aucune illusion sur le caractère « ouvrier » ou « socialiste » du monopole du commerce extérieur. Examinant tous les inconvénients que présente cette mesure pour le développement du commerce américain et déplorant toute la lourdeur bureaucratique de ce système, il ne voit pourtant là aucun « socialisme », mais bien une mesure de protection de l'industrie russe contre les concurrents yankees. Il écrit, sans aucun respect pour les subtilités trotskystes : « Le commerce d'Etat n'est pas une invention soviétique. Ses origines remontent aux cités de l'Italie médiévale. Il n'est pas davantage l'apanage du monde communiste » (« *Les armes de la Paix* »). Le socialisme est l'abolition du commerce, et l'on ne peut avancer vers le socialisme qu'en limitant le commerce. Dans la persistance du monopole du commerce extérieur en Russie, dans la chute duquel le trotskysme verrait une tentative de « retourner » au capitalisme, nous ne voyons que le maintien d'une énergique politique d'accumulation du capital dans les mains de l'Etat.

Les nationalisations, second pilier de l'Etat ouvrier, sont aussi des mesures parfaitement compatibles avec la domination du capital, parfois même absolument nécessaires à sa conservation, et qui ne comportent pas en elles-mêmes une once de socialisme. Cela est clair depuis toujours pour le marxisme. L'expropriation des capitalistes privés et des sociétés anonymes au profit de l'Etat est une mesure à laquelle conduit tout le développement du capitalisme moderne et qui s'impose dans tous les grands pays, particulièrement au moment des guerres. Le socialisme qui est la destruction par la dictature prolétarienne de tous les rapports mercantiles grâce à l'institution d'un plan en quantités physiques est l'exact opposé de cette politique économique qui tente de surmonter l'anarchie mercantile grâce au poing de fer de l'Etat, mais qui la conserve. Dans la Russie de la NEP, c'était le parti bolchévique qui tentait de contrôler les mécanismes mercantiles, et d'organiser dans la mesure du possible le développement économique du capitalisme, sans perdre et pour ne pas perdre le pouvoir politique, parce que la poursuite de la politique de réquisitions

ou la simple stagnation économique aurait conduit à la contre-révolution paysanne immédiate. La nationalisation des grandes entreprises n'avait nullement supprimé leur caractère de capital, parce qu'une mesure d'expropriation des capitalistes, même si elle est effectuée par la dictature du prolétariat, ne peut pas du jour au lendemain bouleverser intégralement les rapports de production, mais seulement commencer à détruire ceux qui ont été hérités du capitalisme : or en Russie, si la nationalisation avait éliminé les propriétaires privés, elle n'en devait pas moins servir non pas à détruire les rapports de production capitalistes (ce qui n'aurait été envisageable qu'en cas de révolution victorieuse en Europe), mais à les développer.

D'une façon tout à fait générale, ce n'est pas l'expropriation des capitalistes privés qui est au centre de la doctrine communiste, pour laquelle les classes sont la conséquence de l'existence de modes de production déterminés, mais la destruction du mécanisme économique qui donne naissance à ces classes. Marx a répété cela toute sa vie, même si les contre-révolutionnaires triomphants d'aujourd'hui mettent au rancart la revendication de l'abolition du salariat pour lui substituer celle, parfaitement capitaliste, de nationalisation des grands moyens de production et d'échange. Et Engels a parfaitement démontré que la centralisation du capital dans les mains de l'Etat est la tendance à laquelle aboutit le capitalisme, et que cette centralisation est totalement étrangère au socialisme, même si elle en constitue l'antichambre immédiate : « Mais ni la transformation en sociétés par actions, ni la transformation en propriété d'Etat n'enlèvent aux forces productives leur caractère de capital. L'Etat moderne, quelle qu'en soit la forme, est une machine essentiellement capitaliste, le capitaliste collectif idéal. Plus il s'approprie de forces productives, plus il exploite de citoyens. Les travailleurs restent des salariés, des prolétaires. Le capitalisme n'est pas supprimé, il est au contraire poussé à l'extrême. »

Quant à la nationalisation du sol, elle est certes une mesure radicale, mais une mesure radicale bourgeoise déjà revendiquée par Ricardo, et qui a pour but de détruire entièrement le monopole des propriétaires fonciers. En mai 1917, Lénine le rappela encore une fois : « La majorité des paysans en Russie peut-elle exiger et instituer la nationalisation du sol ? Oui, sans nul doute. Serait-ce là une révolution socialiste ? Non, ce ne serait encore qu'une révolution bourgeoise, car la nationalisation du sol est une mesure compatible avec le capitalisme ».

La « planification » constitue le troisième pilier de l'Etat ouvrier dans la théorie trotskyste, pilier gardé avec un soin jaloux par de lamentables cerbères qui poussent les hauts cris contre la « bureaucratie stalinienne » chaque fois qu'elle fait mine de vouloir « démanteler la planification ». Il faut noter que Trotsky eut besoin de beaucoup d'héroïsme pour accepter de faire entrer la planification (réalisée sous le gouvernement de Staline en 1929 après l'écrasement de tout ce qui pouvait rester d'internationaliste dans les restes du parti bolchévique), parmi les « conquêtes fondamentales d'Octobre ». Beaucoup d'héroïsme n'est d'ailleurs pas le terme précis : il faudrait dire beaucoup d'aveuglement. En croyant défendre ce qui restait en URSS de prolétarien en

dépit de la dictature de la bureaucratie, il entonnait en fait le péan de victoire de la contre-révolution oustrialoviste. Dans le chapitre de la « *Révolution trahie* » significativement intitulé « *L'Acquis* », il écrivit : « Il n'y a plus lieu de discuter avec MM. les économistes bourgeois : le socialisme a démontré son droit à la victoire, non dans les pages du Capital, mais dans une arène économique qui couvre le sixième de la surface du globe ; non dans le langage de la dialectique, mais dans celui du fer, du ciment et de l'électricité ». La contre-révolution vainquit aussi de cette façon : le courant trotskyste, qui croyait la combattre, fut en fait subjugué par elle et se mit lui aussi à chanter la planification, considérée comme socialiste. En vérité, il n'y eut jamais en Russie autre chose qu'une pure et simple planification capitaliste.

Les taux de croissance élevés au cours des premiers plans quinquennaux n'étaient pas dus à la merveilleuse (?) recette de la planification qui aurait eu la vertu de faire sortir par miracle les usines du sol, mais au « démarrage » d'un jeune capitalisme, parti de très bas. D'ailleurs, le rythme de développement de l'économie fut plus rapide de 22 à 26, sans planification, qu'au cours du premier plan quinquennal. Ensuite, comme dans toutes les économies capitalistes, le taux de croissance, indépendamment de toute volonté planificatrice, se mit à décroître régulièrement jusqu'à la deuxième guerre mondiale. Après être sortie rajeunie, comme tous les pays capitalistes, dans des mesures diverses, de ce bain de jouvence, la Russie a encore ralenti sa marche à l'expansion, peu à peu, pour connaître aujourd'hui des taux de croissance bien inférieurs à ceux du Japon et de l'Allemagne, mystère qui laisse sans voix les défenseurs attardés de l'Etat ouvrier dégénéré. La « supériorité » de la formation sociale soviétique disparaît du communiqué.

Il importe cependant au plus haut point de noter qu'une croissance plus rapide sur une plus longue durée de l'économie russe n'aurait rien prouvé d'autre à nos yeux que le caractère plus vigoureux du jeune rejeton russe du capitalisme.

Aujourd'hui (1972), on ne peut que sourire aux misérables astuces de la propagande de l'impérialisme russe. Dans le numéro de janvier d'« *Etudes Soviétiques* », on trouve la triomphale affirmation suivante : « Les cadences de l'essor industriel du pays des Soviets sont de beaucoup supérieures à celles des pays capitalistes évolués tels que les Etats-Unis ou la Grande-Bretagne ». Nos savants russes sont tout simplement obligés d'« oublier » l'Allemagne et le Japon pour vendre leur boniment « scientifique ».

Nul ne sait mieux que les « bureaucrates » russes eux-mêmes qu'ils ne dirigent pas la production : le plan quinquennal des premières années de l'industrialisation (on est passé depuis au plan septennal et au plan indéterminé) se divisait en cinq plans annuels eux-mêmes divisés en plans trimestriels, régionaux, etc... afin que le plan puisse être à tout moment révisé. Et pourquoi le plan devait-il être révisé ? Parce que la machine économique, travaillée par les contradictions capitalistes (le capital, c'est-à-dire le mouvement des différends capitaux, dit Marx dans le Livre II) n'obéissait pas à l'Etat. Parce que la planification n'était pas le moyen de la destruction de l'argent et des classes, mais une simple politique économique.

Le gouvernement de Staline lui-même donna (encore fallait-il savoir entendre !) le plus formidable démenti de ses prétentions socialistes lorsqu'il lança ce cri du cœur, plein d'une belle fougue volontariste : le plan quinquennal en quatre ans ! La raison d'être du plan communiste (tant dans la phase du communisme inférieur que dans celle du communisme supérieur) est de supprimer la contradiction entre le caractère social de la production, et le caractère privé (par entreprises) de l'appropriation. Par conséquent, son but est de produire *exactement* pour les besoins. Les producteurs n'étant plus exploités, aucune « loi économique » ne s'interposant plus entre la société et la nature, entre son corps organique et son corps inorganique, la production se déroule sans à-coups, sans hâte et avec la régularité d'un jardinier qui bêche ses carrés et qui abat sa tâche sans effort. Or, dans le pays du Maréchalissime, les plans de production, pourtant constamment corrigés, ne furent jamais réalisés exactement. Les « économistes » (cette sale engéance disparaîtra dès les premiers pas de la société socialiste) se livrèrent au rite éloquent de la rédaction des « indices de réalisation du plan ». Le seul fait de l'oscillation permanente de ces indices aurait suffi à nous convaincre du caractère capitaliste d'une économie dont les mécanismes incontrôlés sont en permanence aux prises avec les décisions de l'autorité politique, et dont tout prouve à l'évidence qu'elle n'est pas l'activité consciente de la force de travail commune des producteurs.

Mais une autre constatation encore plus troublante nous conduit à la même conclusion : si les indices de réalisation du plan varient perpétuellement, une seule de ces variations recueille la faveur du pouvoir politique : la variation « en hausse ». Pourtant, du point de vue communiste, qui est celui de la production pour les besoins, une telle variation est sans doute plus regrettable qu'une variation en baisse : dans le second cas, il suffit de restreindre un peu la consommation, alors que dans le premier, on s'aperçoit que les producteurs se sont infligés un effort trop violent. Ainsi, il ne nous reste plus qu'une naïve question à poser pour savoir à quoi nous en tenir sur le caractère de la production en Russie : une fois que le plan a été atteint, s'arrête-t-on de travailler ?

En réalité, le seul fait que les planifications russes aient été simultanément formulées en valeurs d'usage et en termes financiers devait déjà nous fournir la réponse : les produits du travail revêtaient à la fois la forme de valeurs d'usage et de valeurs d'échange, ils étaient donc des marchandises, et la production était une production capitaliste. Dans les plans russes, la valeur d'usage et la valeur d'échange prétendaient coexister : en fait, comme partout où les produits du travail revêtent simultanément les formes de valeur d'échange et de valeur d'usage, c'est la première qui l'emportait : la seconde ne servait que de véhicule à la première et pour reprendre l'expression de Marx, la production d'acier n'est qu'un prétexte à la production de plus-value.

Nous avons ici à nous occuper d'un problème d'une importance cruciale. Pour expliquer la persistance des catégories marchandes en URSS, les théoriciens du régime prétendent qu'elles sont simplement utilisées par les bureaux du plan afin de faciliter la comptabilité. Cette théorie trouve malheureuse-

ment sa source dans les déformations de la théorie marxiste qui accompagnèrent l'avènement de la NEP, et dont se rendirent coupables, Préobrajensky en tête, les militants de l'Opposition de Gauche.

« Utilisation » ou soumission ?

En 1922, Trotsky déclarait que dans la grande industrie étatisée, « il n'y a pas exploitation de classe et il n'y a pas capitalisme, même s'il en existe les formes ». Il voulait dire sans doute qu'il n'était pas juste de dissocier la nature du pouvoir politique de l'analyse économique, et que le pouvoir politique se trouvant entre les mains du parti du prolétariat, on ne pouvait considérer la Russie de la même façon qu'un Etat où, à la forme de production mercantile était superposé un Etat bourgeois. Cependant, une telle formule était dangereuse ; pour éviter toute équivoque, il aurait fallu dire clairement : capitalisme en économie, volonté de passer du capitalisme au communisme, en luttant pour la révolution mondiale, en politique. Une telle formule aurait permis d'éviter toutes les théorisations hybrides (que fondamentalement la contre-révolution matérielle a fait prospérer, mais qui ont utilisé avec une adresse diabolique de simples approximations dans les formulations théoriques de l'opposition de gauche) sur le caractère « post-capitaliste » des entreprises d'Etat en Russie. Ainsi aurait été conservée dans toute sa clarté la perspective marxiste de la succession des modes de production, pour laquelle le capitalisme est d'abord renversé par la prise du pouvoir par le parti communiste, et ensuite détruit comme mode de production par des mesures spécifiques d'intervention despotique dans les rapports de production, telles que la destruction de la comptabilité par entreprises, la réduction radicale de la journée de travail, etc... Au lieu de cela, la construction trotskyste laissa croire qu'on pouvait dissocier le capitalisme de ses « méthodes », et qu'en Russie, on se bornait à appliquer ces dernières pour des raisons de commodité.

Or cette affirmation d'un pouvoir politique prolétarien qui prétend « utiliser » les « méthodes capitalistes » est tout aussi ridicule que le serait la prétention de notre bonne vieille terre si elle s'avisait de déclarer qu'elle se borne à « utiliser » le soleil pour s'éclairer. Il est vrai qu'une telle opinion, conforme aux apparences, fut longtemps celle de l'humanité tout entière. Mais elle n'en correspondait pas davantage à la vérité pour autant. Il s'agissait simplement d'« apparences ». Or, de même qu'il est impossible à la terre de s'éclairer grâce au soleil sans tourner autour de lui, sans lui être soumise en obéissant à toute une série de déterminations rigoureuses, de même, il est impossible à l'Etat de se servir des méthodes de comptabilité capitalistes, sans être soumis aux nécessités de l'accumulation du capital, tout en obéissant à une série de lois tout aussi inexorables que les lois de la physique. Les méthodes de comptabilité capitalistes ne peuvent exister sans la circulation des marchandises, l'échange, la valeur, l'exploitation, de même que l'illumination de la terre ne peut pas exister sans le système solaire tout entier. Et lorsque disparaîtront dans la révolution communiste l'exploitation, la valeur et l'échange, les « méthodes de comptabilité capitalistes » disparaîtront du même coup.

En Russie, chaque entreprise a sa comptabilité propre, son équilibre financier ; chaque entreprise est un capital, ou plutôt, le moment, la phase d'un capital individuel qui s'incarne en elle après avoir été capital argent et avant de redevenir capital marchandise. On pourrait nous objecter qu'en Russie il n'existe plus de concurrence puisque toutes les entreprises industrielles d'importance appartiennent à l'État. Cette thèse serait parfaitement acceptable si nous acceptions cette idée saugrenue que la concurrence s'identifie à l'émulation pour produire tel ou tel objet de la meilleure façon possible, pour réaliser la meilleure valeur d'usage. Dans ce cas, la concentration de la production d'un objet déterminé fait disparaître l'émulation et tout le monde produit la même chose. Mais les marxistes n'ont jamais fait leur une telle idée de la concurrence : pour eux la concurrence est une lutte pour l'argent, et non une rivalité morale. De plus, ils n'ont jamais considéré l'argent (dollar, rouble ou yuan) comme une chose, comme la perle d'un boullier servant à effectuer des opérations comptables pour « le bien-être du peuple », mais toujours comme l'expression d'un *rapport social*. Et l'argent qui circule dans tous les trusts, dans toutes les entreprises d'un même trust est là pour nous rappeler qu'il représente du temps de travail social moyen, qu'il est la mesure de toutes choses et que toutes choses ne sont que son apparence. Tous les produits qu'il brasse et qui ne sont rien d'autre que des marchandises sont de simples signes du capital. La concurrence des différents capitaux (c'est-à-dire le Capital lui-même) n'est pas abolie par la transformation en trust d'État d'une branche d'industrie. Elle persiste entre les différentes branches, entre les différentes unités de la même branche qui entrent en relation les unes avec les autres par l'intermédiaire de l'argent. C'est dans l'entreprise, cellule fondamentale de la société capitaliste, que se joue le drame ; car la concurrence des différents capitaux, qui doivent produire finalement de la plus-value est une lutte acharnée de chaque usine, de chaque branche pour pressurer le plus possible le prolétariat, pour extraire le suc de ses muscles et de son cerveau. Le capital ne peut pas être détruit par de simples mesures juridiques, mais seulement par le démantèlement de son réseau d'entreprises et l'abolition de la phase argent de ses métamorphoses. Quelles que soient les illusions de l'argent, là est la vérité essentielle : c'est dans l'entreprise que le prolétariat passe au pressoir, c'est dans cet antre obscur que, suivant l'expression de Marx, il suit l'homme aux écus pour aller se faire tanner.

De tout ce qui précède, nous concluons que l'affirmation suivant laquelle il existe en Russie en même temps que le salariat une planification socialiste (ou, plus modestement, bien que la formule n'ait guère de sens, qui ne soit plus capitaliste) est un faux et une trahison du prolétariat. Nous proclamons solennellement cette thèse qui contient à la fois nos certitudes doctrinales et nos espérances révolutionnaires : *le capital ne se planifie pas, il se détruit.*

En Russie, il n'y a jamais eu (sauf pendant la période du communisme de guerre et comme moyen pour tenir dans une « forteresse assiégée ») de production planifiée uniquement en valeurs d'usage. Jamais le capital ne fut détruit, car il ne pouvait pas l'être : il fut simplement un instant contrôlé par la dictature du parti bolchévique, puis il détruisit ce parti. Depuis la

proclamation de la thèse contre-révolutionnaire du « socialisme dans un seul pays », ceux qui défendent la planification russe sont des ennemis : ils défendent l'exploitation planifiée du prolétariat russe. Contrairement à ce que prétendent ces gens-là (au premier rang desquels il nous faut malheureusement placer Trotsky lui-même), ce ne sont pas les bureaucrates russes qui tendent à « démanteler la planification » ; le gaspillage si souvent décrit dans la littérature trotskyste n'est nullement le résultat de « l'avidité des bureaucrates » (qui devrait alors être elle-même expliquée), mais le résultat de l'anarchie capitaliste, de l'existence même des rapports mercantiles. Les véritables agents du démantèlement de la planification russe, ce sont les prolétaires lorsqu'ils résistent à l'exploitation, lorsqu'ils refusent de suer le « profit planifié », sans aucun égard pour les adorateurs imbéciles du « progrès économique ».

En Russie comme ailleurs, les courbes zigzagantes que l'on peut lire sur les graphiques de production reflètent deux types de contradictions, qui sont deux aspects d'un même et unique système, celles qui correspondent à des pénuries et à des engorgements de marchandises, et celles qui correspondent aux grèves ou à la résistance obstinée et sourde à l'exploitation du prolétariat russe, ennemi du capital et glorieux saboteur du Plan.

Socialisme et salaire

Ayant commencé par éviter d'affirmer clairement que l'industrie d'Etat de l'époque de la NEP ne se contentait pas d' « utiliser » des méthodes de comptabilité capitalistes, mais était capitaliste en fait, et croyant de cette façon trouver dans l'économie russe un germe de socialisme, après 1929, Trotsky, créant une théorie nouvelle, affirmera qu'en Russie les moyens de consommation sont marchandises pour cause de pénurie, mais que les moyens de production ne le sont pas. Seule la dictature du parti bolchévique, tant qu'elle se maintint en dépit des mécanismes mercantiles, pouvait garantir le développement ultérieur vers le socialisme, mais le chef de l'Opposition de gauche en vint à un ultime reniement de la théorie marxiste dans « *La révolution trahie* » en déclarant le salariat compatible avec le socialisme. Voici le passage où Trotsky jette tout le marxisme d'un seul coup par-dessus bord : « Les citoyens, cependant, participent à l'entreprise nationale comme producteurs. Dans la phase inférieure du communisme, la rémunération du travail se fait encore selon des normes bourgeoises, c'est-à-dire selon la qualification du travail, son intensité, etc... ». Ainsi le passage où Marx rappelle que tout droit, en tant qu'application d'une règle unique à des gens inégaux, est forcément injuste, que la « justice » consiste précisément dans la suppression du droit, et que l'application d'une norme unique de consommation à des gens différents sous le communisme inférieur sera en quelque sorte une survivance du droit bourgeois, ce merveilleux passage qui combat tout utopisme idéaliste est tristement utilisé par Trotsky pour introduire en contrebande le salariat dans le socialisme. Le texte de Trotsky ne prête pas à la moindre équivoque : « La société communiste ne peut pourtant pas succéder immédiatement à la société bourgeoise. A ses débuts, l'Etat ouvrier ne peut encore permettre à chacun de travailler selon ses capacités, en d'autres termes tant qu'il voudra et pourra,

ni récompenser chacun « selon ses besoins » indépendamment du travail fourni. L'intérêt de l'accroissement des forces productives oblige à recourir aux normes habituelles du salaire, c'est-à-dire à la répartition des biens d'après la quantité et la qualité du travail individuel. Marx appelait cette première phase de la société nouvelle le stade inférieur du communisme, le distinguant du stade supérieur où disparaît, en même temps que le dernier spectre du besoin, l'inégalité matérielle ». (« *La Révolution trahie* », p. 474. Ed. Minuit.)

Peu nous importe que par la suite Trotsky refuse de considérer, comme Staline, que la Russie est socialiste : le pire est déjà accompli, le caractère non mercantile du socialisme est nié ; et cette négation, le courant trotskyste la partage avec le courant stalinien. Contrairement à ce que disent Staline et Trotsky, Marx n'a jamais admis que le salariat puisse coexister avec le socialisme. Le socialisme commence quand le salariat est détruit. La séquence historique est la suivante : I) Capitalisme. II) Période de transition ou dictature révolutionnaire du prolétariat. Destruction des mécanismes mercantiles. III) Socialisme. La production n'est plus mercantile, la consommation est réglementée. IV) Communisme : la consommation n'est plus réglementée.

En affirmant que l'on a recours en Russie aux « normes habituelles du salaire », Trotsky est fidèle à sa théorie suivant laquelle l'Etat ouvrier de 1922 se bornait à « utiliser » les méthodes de comptabilité capitaliste. En fait, pas plus qu'on ne peut « utiliser » les méthodes de comptabilité capitalistes sans qu'il y ait capitalisme, on ne peut « utiliser » les normes habituelles du salaire sans qu'il y ait salariat. La seule ressource (à vrai dire lamentable) qui reste à Trotsky est de suggérer qu'on « utilise » le salariat en URSS... pour construire le socialisme ! A vrai dire, on retrouve là l'essentiel du raisonnement de Trotsky : la Russie est un Etat ouvrier, donc elle n'est plus capitaliste. Or, le développement des forces productives est insuffisant « pour donner à la propriété d'Etat un caractère socialiste ». On a donc affaire à un régime non prévu par Marx et intermédiaire entre le capitalisme et le communisme.

A partir de là, Trotsky construisit toute une dialectique ridicule suivant laquelle les moyens de production n'étaient plus des marchandises parce que l'Etat en « planifiait » l'emploi, alors que les moyens de consommation n'étaient des marchandises qu'en raison... de leur pénurie. A la théorie marxiste suivant laquelle sont marchandises les produits du travail associé qui s'échangent contre de l'argent, Trotsky substituait une théorie originale qui faisait de la « pénurie » la raison de l'existence des marchandises.

Le caractère des moyens de production dans la Russie de 1938 était celui de tous les autres pays capitalistes : même emploi des machines, même division du travail, mais la nationalisation, le monopole du commerce extérieur et la planification avaient le caractère de « conquêtes d'Octobre ». Entre le développement « insuffisant » des forces productives et les rapports de propriété « nouveaux » résultant de l'expropriation des capitalistes, Trotsky n'hésita pas : il considéra les « nouveaux rapports de propriété » comme l'essentiel, qui était simplement altéré et déformé par le développement insuffisant des forces productives. L'idée que la nationalisation ou la planification ne détruisaient absolument pas le capital, qui n'est pas la « propriété des

capitalistes », mais une puissance sociale, ne lui vint absolument pas à l'esprit.

Là est le véritable secret de la théorie de l'Etat ouvrier dégénéré ; celui qui avait été le grand militant d'Octobre, le Carnot soviétique, redevint un « marxiste vulgaire » lorsqu'il déclara que le capitalisme n'existait plus en Russie parce que les capitalistes avaient été expropriés et qu'il n'existerait à nouveau que si les bureaucrates réussissaient à réintroduire la propriété privée des moyens de production.

Revenons un instant aux problèmes théoriques fondamentaux. Chez Marx, chez Engels, chez Lénine, on ne trouvera pas un seul passage affirmant que l'on « a recours » aux normes habituelles du salaire sous le communisme inférieur. Au contraire, les classiques ont toujours fait explicitement mention de la disparition de l'argent et de l'utilisation de bons de travail au cours de la première phase de la société communiste. Marx écrit : « Le cas échéant, les producteurs pourraient recevoir des bons leur permettant de prélever sur les réserves de consommation de la société des quantités correspondant à leur temps de travail. Ces bons ne sont pas de l'argent. Ils ne circulent pas ». Et Lénine, commentant les textes de Marx, est tout aussi clair : « Les moyens de production ne sont déjà plus la propriété privée d'individus. Ils appartiennent à la société tout entière. Chaque membre de la société, accomplissant une certaine part du travail socialement nécessaire, reçoit de la société un certificat constatant la quantité de travail qu'il a fournie. Avec ce certificat, il reçoit dans les magasins publics d'objets de consommation une quantité correspondante de produits ». Pas la moindre marchandise ici non plus, pas le moindre tintement de pièce dans la poche du producteur. Jamais les classiques n'ont admis la coexistence du socialisme et du salariat. Dogmatiques et simplistes, ils ont toujours posé cette équation limpide : salariat égale capital ; socialisme égale destruction du salariat et du capital, ou selon une formule plus connue (récemment jetée aux orties par les larbins de la bourgeoisie française et de l'impérialisme russe) *socialisme égale abolition du salariat*.

Pour le marxisme, là où il y a salariat généralisé, là où les travailleurs sont rétribués en monnaie, il y a capitalisme. Pour Staline, la Russie de 1936, où les travailleurs sont rétribués en monnaie, est un « pays socialiste ». Trotsky, révisionniste moins hardi, et de ce fait même plus dangereux peut-être, définit en 1936 le régime russe « avec toutes ses contradictions, non point socialiste, mais préparatoire, transitoire entre le capitalisme et socialisme, ou préparatoire au socialisme ». Bref, le salariat généralisé a cessé d'impliquer pour lui nécessairement le capitalisme. Plus, l'« utilisation » des « normes habituelles du salaire » sert... à la construction du socialisme. Ne sachant plus ce qu'était le communisme, Trotsky déclara « en transition vers le socialisme » un pays dont toutes les caractéristiques, qui se renforçaient sans cesse, étaient celles du classique et unique capitalisme.

Le mystère de Thermidor

Au cours de sa lutte contre la fraction « centriste » représentée par le sinistre secrétaire général, Trotsky compara le phénomène stalinien à la période

de réaction qui suivit la grande révolution française : sans remettre en cause les conquêtes économiques de la révolution, la réaction anéantit ses conquêtes politiques. Mais Trotsky lui-même devait reconnaître plus tard que cette analogie « n'avait fait qu'embrouiller les choses ». En effet, les révolutions démocratiques bourgeoises ont pu connaître des périodes de recul : le vieux personnel politique, chassé par la vague de fond, revenait en partie au pouvoir, remplaçant un roi sur le trône et se vengeait des démocrates révolutionnaires en supprimant les libertés. Mais toutes les piétés royales ne pouvaient recréer l'âge d'or des corvées et du droit de cuissage : les conditions matérielles de ce rêve ayant disparu, le nouveau monarque ne pouvait plus, en hochant sous sa couronne son auguste poire, que jouer le rôle que lui assignait le développement historique : celui de plat serviteur des intérêts bourgeois. Aucune force au monde ne pouvait plus contrecarrer le développement de l'économie mercantile suivant inflexiblement sa propre logique comme résultat spontané de l'échange entre producteurs privés.

Or, pour le socialisme (et c'est ce dont s'avisa Trotsky dans « *Etat ouvrier, Thermidor et Bonapartisme* ») il ne peut exister aucun phénomène semblable parce qu'aucune loi économique ne garantit au socialisme un développement automatique. Le socialisme ne peut résulter que de l'action consciente de la dictature prolétarienne, concentrant toutes les unités économiques dans son poing de fer, brisant leurs limites et les transformant en un seul outil de production, en un organisme économique unique, travaillant à satisfaire les besoins sociaux. Si le prolétariat n'exerce pas constamment, par l'intermédiaire de son parti de classe, sa dictature sur la société tout entière, il ne peut y avoir destruction du capitalisme et transformation communiste de la société. Le prolétariat perd tout s'il perd le pouvoir politique. Et toute économie sur laquelle le prolétariat n'exerce pas sa dictature est une économie qui exerce sa dictature sur le prolétariat. Comme disait Lénine, « sans dictature du prolétariat, pas de transformation socialiste, c'est là l'ABC ».

Par un mystère dont ses disciples modernes n'ont sans doute pas encore mesuré la profondeur, Trotsky dut affirmer à la fois que la « bureaucratie avait exproprié la classe ouvrière du pouvoir politique », et qu'elle demeurait en même temps « l'instrument de la dictature du prolétariat ». Evidemment, la thèse selon laquelle la dictature du prolétariat avait disparu en Russie aurait contraint Trotsky à nier toute perspective de transformation socialiste : il lui fallait à la fois ne pas affirmer que la classe ouvrière détenait le pouvoir, et ne pas affirmer qu'elle l'avait perdu : il résolut le problème en affirmant qu'elle avait été expropriée (les termes de propriété sont d'ailleurs très mal venus ici) du pouvoir politique, mais que la dictature de la bureaucratie, tant que celle-ci n'aurait pas réintroduit la propriété privée des moyens de production et qu'elle défendrait à sa manière la planification, exprimait en dernière analyse la dictature du prolétariat.

Pour ne pas être contraint d'affirmer que l'on avait dépassé le capitalisme et que l'on transitait vers le socialisme sans dictature du prolétariat, Trotsky créa une nouvelle théorie de l'Etat. Pour la doctrine classique, un Etat est, dans les pays où le féodalisme a été abattu, où la révolution démocratique

bourgeoise est accomplie depuis longtemps, ou bourgeois, ou prolétarien. Ou tout l'un, ou tout l'autre. S'il est une partie du marxisme qui n'admet pas la moindre équivoque, où la question est posée sur le tranchant du couteau, c'est bien la théorie de l'Etat. Trotsky, qui avait apporté les modifications que l'on sait à la critique marxiste de l'économie politique, inventa aussi une nouvelle théorie de l'Etat : il découvrit une dictature qui n'était ni celle de la bourgeoisie, ni celle du prolétariat. Ou plutôt, il découvrit que la dictature du prolétariat pouvait s'exercer par l'intermédiaire d'une « couche sociale » exerçant sa propre dictature sur la classe ouvrière. L'Etat russe était donc censé avoir deux aspects : d'un côté, il était prolétarien parce qu'il défendait les conquêtes d'Octobre, de l'autre, il était bourgeois dans la mesure où il permettait à la bureaucratie de défendre ses privilèges.

Il suffit de savoir ce qu'est le socialisme dans la doctrine de Marx pour comprendre qu'un Etat n'a nullement besoin d'être un « Etat ouvrier » (nous n'aimons pas ce terme par trop sociologique, et qui se prête à tous les accommodements que l'on sait ; nous préférons dire « dictature du prolétariat ») pour défendre des mesures de politique économique qui sont parfaitement compatibles avec le développement du capitalisme, et qui sont même, dans un pays comme la Russie, la condition de son développement indépendant. Mais la doctrine de Trotsky, qui affirme que la bureaucratie s'est emparée du pouvoir, fait à cette misérable couche sociale à la fois trop d'honneur et trop de honte, et lui accorde une considération qu'elle ne mérite certainement pas aux yeux de la doctrine classique.

La « bureaucratie », caste parasitaire

Pour expliquer l'apparition de cette « monstrueuse excroissance » qu'était la bureaucratie, le chef de l'Opposition de gauche se mit en devoir de rechercher toute une série de raisons matérialistes : il parla du caractère paysan de la Russie, de son encerclement, de son manque de culture, raisons dont la multiplicité et le caractère empirique prouvaient qu'elles n'étaient suffisantes ni les unes ni les autres. Et comme le mauvais écolier qui échafaude toute une série d'opérations compliquées pour arriver finalement à un résultat faux parce qu'il ne sait pas utiliser la méthode simple et correcte, il construisit une théorie nouvelle, d'essence démocratique, alors que la solution marxiste était toute simple.

Commentant la « *Critique de la philosophie de l'Etat* » de Hegel, Marx note : La bureaucratie n'est que « le formalisme d'un contenu situé hors d'elle ». Elle est « le formalisme de l'Etat ». C'est dans ces phrases apparemment « philosophiques » que se trouve déjà la solution du problème, bien avant les développements célèbres des textes classiques sur la théorie de l'Etat. Tout est déjà dit ici. Marx a vaincu l'illusion politique : la bureaucratie est bien un phénomène réel certes, mais un phénomène dérivé. L'Etat n'est pas indépendant, et c'est dans le sous-sol social, dans le domaine de la production qu'il faut chercher le secret de l'évolution de cet organisme qu'Engels a magni-

fiquement défini comme une trique. En effet, on n'a jamais produit de biens matériels avec un stylo et des plumes. Ni avec des stylets et du papyrus. La bureaucratie apparaît historiquement comme conséquence directe des nécessités de la production : il faut administrer. Mais l'administration de la production ne nécessita l'existence d'un corps spécial de fonctionnaires que lorsqu'eut été atteint ce seuil de la productivité sociale du travail qui permet et qui nécessite qu'un groupe social particulier soit délivré des tâches immédiates de production pour surveiller et régulariser l'ensemble du travail productif ; ce phénomène apparaît avec les sociétés de classe et la formation de l'Etat qui en est la conséquence nécessaire. Mais l'existence des bureaucrates et de l'Etat, pour indépendante qu'elle puisse apparaître, n'en reste pas moins étroitement liée aux nécessités de la production. L'illusion politique qu'a démasquée précisément le matérialisme historique veut que le bureaucrate, « abusant » de ses fonctions, se rende en quelque sorte autonome et décide suivant son bon plaisir (et l'esprit démocratique, avec son idéalisme dérisoire, oppose volontiers à la « sclérose » des bureaucrates la vertu des consultations populaires...). Le vieux texte égyptien ne déclare-t-il pas : « Vois, il n'est pas de profession où l'on ne soit commandé, si ce n'est celle de fonctionnaire : c'est lui qui commande ».

Cependant, l'existence des scribes dépend des crues du Nil comme celle des administrateurs russes des caprices du Capital. Quelle que soit l'indignation des anarchistes contre les « tyrans », le pouvoir du politique ne nous semble pas si grand : le scribe du Pharaon s'empare de blé, et le bureaucrate russe de liasses de roubles. Ainsi les gestionnaires reconnaissent-ils leur dépendance par rapport à la production, dans leur consommation comme dans leur mode même de travail : le scribe du Pharaon utilise des papyrus qui lui sont fournis par son maître, pour lequel les roseaux ont été coupés sur le bord du fleuve avant d'être séchés. Le bureaucrate russe, lui, utilise le téléphone, produit du travail associé, et dont le fonctionnement exige l'existence d'un mode de production déterminé. Toute bureaucratie est la bureaucratie d'un mode de production particulier. Ce qui doit intéresser les marxistes, par conséquent, ce n'est pas de mesurer des abus ou des privilèges, des mensonges et des « atteintes à la démocratie », mais d'identifier le mode de production qui nécessite l'existence de l'Etat dont la bureaucratie n'est que le formalisme.

Pour la Russie, la question se pose et se résout en ces termes : il y a un Etat et une bureaucratie, qui loin de disparaître, se développent et se renforcent : nous sommes donc en présence d'une société de classes. La bureaucratie russe avec ses revenus n'accumule pas des vases, des soieries ou des terres. Elle achète des marchandises produites en série, ou pour reprendre un mot universellement connu qui a consacré la suprématie du capital anglo-saxon, « standardisées ». Elle obtient ces marchandises en échange de morceaux de papiers rectangulaires qu'elle serre en liasses contre son cœur dans de minuscules sachets de cuir, les portefeuilles. Ces rectangles de papier sont de l'argent, en traduction russe, des roubles : c'est donc la bureaucratie d'un mode de production capitaliste.

La bureaucratie n'est rien de mystérieux ni qui mérite une « nouvelle » appréciation au XX^e siècle, pour expliquer les « monstruosités » russes, de la part de la théorie marxiste. Elle est une conséquence et un aspect de la division sociale du travail. Elle dépend de l'Etat, et par « Etat », « on entend en réalité la machine gouvernementale, autrement dit l'Etat en tant qu'il forme, par suite de la division du travail, un organisme spécial, séparé de la société ». Apparue avec les sociétés de classe, la bureaucratie disparaîtra avec elles. Le communisme inférieur, ou socialisme, ne connaîtra pas de bureaucratie. Qui n'est pas un contre-révolutionnaire conscient ou un indécorable imbécile républicain, pour qui l'histoire oscille de toute éternité entre « démocratie » et « dictature », ne peut pas parler de « socialisme bureaucratifié » ; l'expression elle-même est absurde, puisque le socialisme est la destruction de la bureaucratie. Il est vrai que certain ancien trotskyste actuellement social-démocrate notoire propose aujourd'hui pour déchiffrer la mystérieuse histoire russe, la grille théorique du « socialisme... d'Etat ! », et que ses caprices théoriques ne sont pas encore parmi les plus fous !

Le communisme, qui ne vaincra que comme regroupement de la classe ouvrière autour de son parti communiste, aura nécessairement, au cours des affrontements avec le capital, puisé sa force dans une lutte énergique contre la hiérarchie des salaires. Aussitôt après la prise du pouvoir, le parti promulguera à nouveau la glorieuse mesure de la Commune et d'Octobre : le maximum communiste, la limitation de la rétribution de tous les fonctionnaires à celle d'un ouvrier qualifié. Mais rapidement, c'est le rôle même du fonctionnaire qui disparaîtra, et celui de l'ouvrier qualifié. Et le salaire. L'extrême simplicité du plan de production permettra aux ménagères elles-mêmes (comme en dépit des imbéciles Lénine l'affirme dans un texte qui ne contient pas le moindre grain d'utopie lui non plus) de se saisir du timon de l'Etat. Puis les ménagères disparaîtront, et l'Etat, et la division du travail. D'abord du fait de la rotation des tâches, puis du fait de la suppression de la nécessité sociale de ces tâches, la bureaucratie se sera évanouie.

En affirmant que la « dégénérescence bureaucratique de l'Etat ouvrier » n'excluait pas la marche vers le socialisme qui était l'heureuse conséquence des « conquêtes d'Octobre » et qui se poursuivrait aussi longtemps que lesdites « conquêtes » ne seraient pas détruites, Trotsky révisait la doctrine marxiste ; la seule solution aurait été pour lui de dire clairement que le régime russe « préparatoire au socialisme » suivant son expression, était capitaliste. Car c'est le rôle historique du capitalisme que de créer les bases de la société nouvelle. Or cela, Trotsky ne pouvait pas le dire, convaincu qu'il était que la Russie, parce que la propriété privée des moyens de production dans la grande industrie n'y était plus admise, avait dépassé le capitalisme.

Dans « *Encore et à nouveau sur la nature de l'URSS* », où Trotsky se débat contre plus sot que lui, on trouve cette phrase étonnante, et digne de la plus subjective des sociologies : « La force motrice de la bureaucratie de Moscou est indubitablement la tendance à accroître son pouvoir, son prestige,

ses revenus » (1). Nous n'avons pas peur de nous répéter et nos conclusions sont toujours les mêmes ; à moins de faire de leur volonté de puissance ou de leur désir de richesse la cause dernière de l'existence de certains groupes sociaux, c'est-à-dire à moins de tomber dans l'idéalisme bourgeois le plus éculé, nous ne pouvons que raisonner en ces termes : une société où l'on s'enrichit (la « richesse » n'existant que par la « pauvreté ») est une société de classe. Si la richesse consiste non pas en bestiaux, en esclaves ou en domaines, mais en petits chiffons de papier et en écritures dans les grands livres d'établissements appelés « banques », nous sommes en présence du mode de production capitaliste.

Classes et modes de production

Nous en arrivons à l'instant crucial, celui où toutes les apparences vont se tourner contre nous, où tous les idéalistes, les ouvriéristes, les indéterministes, les défenseurs de l'individu vont jeter le masque en nous criant d'une seule voix l'argument qu'ils ont sur le cœur depuis le début, que la contre-révolution a enraciné dans des millions de cerveaux et qu'ils vont expectorer avec des trémolos : « Mais en Russie, mon bon Monsieur, il n'y a plus de capitalistes ! ». Toute la construction trotskyste repose sur cette évidence aveuglante et fautive : en Russie, depuis la révolution d'Octobre 1917, il n'y a plus de « bourgeois ». Cette lamentable rengaine est reprise sur tous les tons depuis quarante ans par l'opportunisme dominant, et semble ne pas avoir encore épuisé ses effets. C'est l'argument des réunions publiques et des livres d'académiciens, la transfiguration et l'apothéose progressiste de l'impérialisme russe. « Chez nous en Union Soviétique où il n'existe plus de capitalistes », « chez nous, où l'exploitation de l'homme par l'homme a été supprimée », telle est la sempiternelle litanie de la contre-révolution. Cette évidence, qu'il n'y a plus en Russie de propriétaires

(1) Depuis que Trotsky s'est posé (dans « *Encore et à nouveau sur la nature de l'URSS* ») la question de savoir si la Russie était impérialiste, et y a naturellement répondu par la négative, c'est une tradition des demi-savants trotskystes de traiter de façon condescendante les marxistes qui dénoncent l'impérialisme russe. Ceux-ci s'attirent immédiatement la réplique suivante : « L'impérialisme est la politique expansionniste du capital financier. Or en Russie il n'y a pas de capital financier. Donc la Russie n'est pas impérialiste ». Beau raisonnement, digne de gens qui considèrent les banques d'Etat, « populaires » ou non, qui accordent des prêts en milliards de roubles, comme des institutions dont le caractère « non-capitaliste » est au-dessus de tout soupçon. Quiconque sait lire un journal apprendra pourtant que la Russie exporte des capitaux, qu'elle a envisagé d'exploiter, de concert avec le capital français, les futurs ouvriers de Fos-sur-Mer, ou qu'elle a financé la construction d'aciéries en Inde. Et si la presse quotidienne ne semble pas une référence suffisante, il est encore possible de consulter les manuels officiels du régime. Dans ses « *Principes d'économie politique* » (Marx a écrit une « *Critique de l'Economie politique* ») publiés à Moscou en 1966, Monsieur Nikitine écrit au chapitre intitulé « octroi de crédits » (p. 461) : « L'Union Soviétique, par exemple, après la deuxième guerre mondiale a consenti aux pays socialistes des crédits et des prêts se montant à plus de 8 milliards de roubles, crédit comportant le maximum de facilités. Tandis que les pays capitalistes percevoient pour les crédits qu'ils accordent un taux d'intérêt très élevé (de 3,5 à 6 % l'an), entourent l'octroi de crédits de toute une série de conditions économiques et politiques, les crédits consentis dans la communauté socialiste s'établissent d'ordinaire au taux de 1 à 2 % l'an ».

privés des grands moyens de production dans l'industrie sert d'inépuisable base à une infinité de spéculations toutes plus anti-marxistes les unes que les autres, qui reposent toutes sur de simples superstitions idéalistes, et qui sont à l'opposé de l'inébranlable doctrine matérialiste.

Dans « *Le Capital* », Marx a fait justice de toutes les critiques vulgaires adressées au capitalisme par ceux qui ne sont pas ses ennemis irréconciliables, et qui protègent bien souvent son existence en prétendant le critiquer. Au nombre de ces critiques vulgaires, il faut ranger celle qui reproche au capitaliste de consommer trop et celle qui lui reproche d'imposer « anti-démocratiquement » sa volonté aux travailleurs.

Tout d'abord, en tant que personne de chair, le capitaliste vit aux dépens de son capital. « Sa volonté et sa conscience ne réfléchissent que les besoins du capital qu'il représente ; dans sa consommation personnelle, il ne saurait voir qu'une sorte de vol, d'emprunt au moins fait à l'accumulation, et en effet, la tenue des livres de comptes en parties doubles met les dépenses privées au passif, comme sommes dues par le capitaliste au capital » (Marx). Le capitaliste n'est pas l'homme au gros ventre et au cigare, et ceux qui chercheraient à prouver l'existence du capitalisme en Russie en faisant état des dépenses somptuaires des directeurs démontreraient uniquement leur totale ignorance du marxisme. La doctrine de classe dit sèchement : plus un capitaliste consomme, moins il est capitaliste. Plus il est capitaliste, moins il consomme. Que les théoriciens chinois qui prétendent prouver leur pureté marxiste en opposant la frugalité des directeurs d'entreprise de leur pays à la bombance des nouveaux tsars soviétiques soient donc remerciés de leur ingénuité.

C'est une évidence du marxisme : le capitaliste n'est que l'agent d'un mécanisme social. Non seulement le capitaliste n'est vraiment capitaliste que lorsqu'il accumule, mais encore il ne mène à bien son œuvre qu'en réprimant ses lubies personnelles et en essayant de connaître et de respecter le mieux possible les lois qui résultent de la concurrence des divers capitaux. « Le capitaliste n'a aucune valeur historique, aucun droit historique à la vie qu'autant qu'il fonctionne comme capital personnifié » (Marx). La liberté du capitaliste n'est que la conscience qu'il a des nécessités de l'accumulation du Capital. « Le développement de la production capitaliste nécessite un agrandissement continu du capital placé dans une entreprise, et la concurrence impose les lois immanentes de la production capitaliste comme lois coercitives externes à chaque capitaliste individuel. Elle ne lui permet pas de conserver son capital sans l'accroître, et il ne peut continuer de l'accroître à moins d'une accumulation progressive » (Marx). Le capitaliste n'est donc pas le jouisseur et l'oppressé qui se représentent les petits-bourgeois, ou s'il l'est, c'est en vertu d'un mécanisme social déterminé. Le capitaliste n'est nullement défini par la possession de titres de propriété. Suivant les prémisses matérialistes de sa doctrine, Marx montre que ce n'est pas la conscience des capitalistes qui crée les lois de la société, mais les lois de l'économie mercantile qui créent les capitalistes, et leur conscience.

L'amateur néophyte de tirades « de gauche » contre « les gros » et les « féodalités financières » est toujours très surpris lorsqu'il lui arrive de feuilleter

« *Le Capital* ». Il s'attendait à voir les protagonistes dès les premières pages : d'un côté l'ouvrier en sabots, tournant humblement son béret entre ses doigts, et de l'autre le ventripotent capitaliste, plein de morgue et cigare au bec. Il s'attendait peut-être à voir les classes prendre position et se ranger en ordre de bataille. Rien de tout cela. « *Le Capital* » est un livre bien abstrait dont la première section s'appelle « Marchandise et monnaie », et qu'on peut lire jusqu'au bout sans y trouver la définition des classes, comme groupes d'individus.

Marx ne commence pas par poser d'abord les groupes d'individus, et à examiner ensuite leur lutte pour la répartition du produit social. En matérialiste, il sait que les individus ne précèdent pas leurs conditions d'existence matérielles, mais sont au contraire étroitement déterminés par ces dernières. Il étudie donc d'abord les conditions matérielles d'existence des individus ; il définit des rapports de production. Suivant leur degré d'évolution, les sociétés fonctionnent d'une façon déterminée, indépendamment de la conscience qu'en ont (ou que n'en ont pas) les individus. Et ce fonctionnement s'impose comme une nécessité non seulement aux exploités, mais aux exploiters, non seulement aux individus, mais aux générations successives des classes en présence. C'est précisément cela que Marx appelle un mode de production.

Le matérialisme historique ne fait pas beaucoup de place à la « volonté » des capitalistes ou à l'esprit « anti-démocratique » des bureaucrates. Il montre comment s'engendrent et se succèdent historiquement divers modes de production régis par des lois déterminées, qu'il étudie avec une grande minutie. Il ne se contente pas de dire que le capitalisme est l'exploitation de l'homme par l'homme, bien que ce soit une formule d'agitation excellente, car cette caractéristique est commune aux différents modes de production qui se sont succédé depuis la dissolution du communisme primitif et ne permet donc d'en distinguer aucun. Marx montre précisément comment cette exploitation s'effectue dans le mode de production capitaliste dont il identifie et démonte les principaux rouages : capital, salariat, plus-value, intérêt, rente foncière. Il ne dit pas seulement que le communisme est la suppression de la propriété privée des moyens de production (formule impudemment exploitée par la contre-révolution), il précise aussi que le communisme est l'ABOLITION DU SALARIAT.

Les rapports de propriété évoluent avec les rapports de production. Nous distinguerons quatre types de propriété compatibles avec le capitalisme : la propriété individuelle, coopérative, anonyme, étatique. Le Capital se concentrant sans cesse au cours de l'histoire du capitalisme, il est tout logique que les grands moyens de production modernes provoquent la naissance d'associations de capitalistes et finissent par nécessiter l'intervention de l'Etat. Ceci ne fait aucun mystère pour Engels qui a souvent précisé que l'étatisation des moyens de production n'avait en elle-même rien de socialiste : « Reconnaissance partielle du caractère social des forces productives, reconnaissance à laquelle est contraint le capitaliste lui-même. Appropriation des grands moyens de production et d'échange d'abord par les sociétés anonymes, ensuite par les trusts, enfin par l'Etat ». Engels poursuit, à l'adresse des futurs perfectionneurs du marxisme : « La bourgeoisie prouve qu'elle est une classe superflue. Toutes ses fonctions sont maintenant remplies par des ouvriers salariés ».

Dans « *Le Capital* », Marx raconte l'histoire de ces capitalistes faillis qui retournent dans leurs anciennes fabriques cotonnières pour le compte d'une société, et qui touchent alors un salaire de direction. De ce fait, il tire même un argument d'importance, pour montrer que la plus-value, ou plutôt le profit réalisé par un capital individuel, n'est nullement la rétribution d'on ne sait trop quelles « qualités exceptionnelles » du capitaliste, puisque ces mêmes « qualités exceptionnelles » s'échangent dans certaines conditions contre un salaire de direction, somme toute assez modeste. Le capital n'est pas le capitaliste ; c'est ce que prouve au XIX^e siècle le développement de l'industrie, qui fait apparaître le divorce entre propriété et fonctions de direction, ce qu'avait auparavant annoncé le « *Manifeste des communistes* » de 1847, et ce que les trotskystes n'ont toujours pas compris.

Revenons donc, après ce salutaire retour aux classiques, à l'argument vulgaire : « En Russie, il n'existe plus de capitalistes, puisque la propriété privée des moyens de production a disparu ». Notre contradicteur nous permettra tout d'abord de ne pas concéder plus qu'il n'est nécessaire et de rappeler que les kolkhoziens, qui représentent une partie non négligeable de la population, possèdent leur parcelle individuelle, dont ils consomment en partie les produits, ce qui constitue une forme de production précapitaliste. Dans la mesure où les kolkhoziens apportent leurs produits sur le marché, ils sont aussi de petits producteurs marchands individuels, alors que du fait qu'ils travaillent aussi dans la coopérative agricole qu'est le kolkhoze, ils sont encore une fois des producteurs de marchandises, quoique pratiquant cette fois le travail associé. De plus, la propriété privée des moyens de production existe dans l'artisanat et le petit commerce. Enfin, il faut rappeler l'existence d'adjudications d'Etat à des sociétés éphémères, en particulier dans le domaine de la construction. Maintenant il est vrai que nous devons reconnaître qu'il n'existe pas dans la grande industrie de propriété privée des moyens de production. C'est un fait. En déduire qu'il n'existe plus de capitalisme ni de classes est une théorie contre-révolutionnaire.

Ce n'est pas la *suppression du capital* qui fait apparaître les directeurs salariés à la place des capitalistes, c'est le *développement du capital*. Même si l'industrie russe était beaucoup plus développée qu'elle ne l'est aujourd'hui, même si le secteur coopératif avait disparu et s'il n'y avait aucune propriété privée des moyens de production, le capitalisme n'aurait pas disparu pour autant. Même si tous les directeurs d'entreprise étaient des salariés, le capital n'aurait pas pour autant disparu. Une société composée de purs salariés est une société purement capitaliste. Une telle société est sans doute une fiction, mais une fiction scientifique et si peu originale qu'elle est apparue en 1844, sur les manuscrits du futur auteur du « *Capital* ». « L'égalité du salaire elle-même, telle que la revendique Proudhon, ne fait que transformer le rapport de l'ouvrier actuel à son travail en rapport de tous les hommes à leur travail ». Par conséquent, ni la transformation des patrons en salariés (constatable en Russie), ni même l'égalisation des salaires (ou son équivalent trotskyste, « la liquidation des privilèges de la bureaucratie soviétique ») ne signifie (ou signifierait) la *disparition du capital*.

A tous ceux qui s'imaginent le contraire, même dans un tout autre contexte que les conceptions proudhoniennes, s'applique la critique de Marx : « *La société est alors conçue comme un capitalisme abstrait* ». Dans une communauté réelle, c'est-à-dire dans une société ayant dépassé la *division sociale du travail* caractéristique de la société bourgeoise (quelle que soit la structure de classe particulière à un moment donné de son développement), les conditions matérielles d'où résultent l'échange, la valeur, le salariat, etc., ayant disparu, échange, valeur, salariat, etc., eux-mêmes deviennent impossibles. Supposer qu'une société dans laquelle, comme en Russie, ils subsistent bel et bien peut avoir dépassé la division bourgeoise du travail (ou, ce qui revient au même, mais Messieurs les trotskystes l'ignorent, que la disparition de la classe des « propriétaires privés des moyens de production » a la signification d'une modification décisive de la division sociale du travail) cela revient à confondre un « *capitalisme abstrait* » avec le socialisme. « *Capitalisme* » parce que telle est nécessairement la société où les *rapports de production bourgeois* subsistent (valeur, salaire, profit sont des *rapports de production*, non des « outils » dont on pourrait « se servir » à de louables fins « socialistes », mais cela, Messieurs les trotskystes l'ignorent également !) Mais capitalisme « *abstrait* » parce que la *condition matérielle* de ces rapports y manque.

La doctrine non « nouvelle » que le marxisme a établie définitivement au XIX^e siècle est que, dans le capitalisme réel, « la nécessité de transformer le produit ou l'activité des individus en *valeur d'échange, en argent* » (1) résulte du fait que « la production n'est pas immédiatement sociale, n'est pas l'œuvre d'une communauté répartissant le travail en son propre sein » (Marx), en d'autres termes résulte de la *division de la société en classes*, ce qui n'est jamais qu'une autre façon de dire de la *division bourgeoise du travail* (laquelle inclut les oppositions entre travail manuel et intellectuel ainsi qu'entre ville et campagne). Quiconque, constatant l'existence de l'échange, de la monnaie, du salaire, etc., en Russie, scrute opiniâtement les conceptions juridiques qui y ont cours, ou encore la *pyramide des revenus*, pour se rassurer sur le danger éventuel d'un « retour au capitalisme » dû au fait que « la bureaucratie » aurait réussi à « créer des bases sociales à sa domination » (!) procède exactement de la même façon que ces illettrés qui, voyant l'alternance majestueuse des jours et des nuits, s'interrogent néanmoins anxieusement sur le bien-fondé de la croyance à la rotation de la terre des gens qui sont allés à l'école. A la théorie trotskyste qui voit dans le « rétablissement de la propriété privée des moyens de production » la seule possibilité d'un « retour au capitalisme », nous opposons la thèse que le capitalisme n'a jamais disparu (ni ne pouvait disparaître) de ce pays, et que le capitalisme se définit par des rapports de production, non par des règles de droit.

(1) La transformation de l'« activité des individus en valeur d'échange, en argent » ne doit pas déconcerter le lecteur qui a appris que ce n'est pas « le travail » qui a une valeur, mais « la force de travail ». La formule est elliptique, mais n'est pas fautive si l'on songe que si le capital s'échange — en effet — non contre « la valeur du travail » (notion non scientifique), mais contre la force de travail, ce qu'il achète à l'ouvrier est une *valeur d'usage* (son travail) qui, comme chacun sait, a la propriété de produire de la plus-value dans les conditions capitalistes.

La définition du capitalisme comme « la propriété privée des moyens de production » est le complément dialectique de la définition du socialisme comme la généralisation du salariat dont nous venons de voir comment Marx la repoussait. La raison n'en est pas seulement que le salaire se généralise précisément dans la mesure où les propriétaires privés disparaissent. Elle réside dans le fait que cette définition et cette conception relèvent de la même conception non matérialiste et non dialectique de l'économie et de l'histoire dont Marx a si bien montré qu'elle consistait d'une part à « personnifier les choses » et de l'autre à « chosifier les rapports entre les hommes ».

« Personnification des choses ». Dans la conception marxiste, le « capitaliste privé » n'est que l'agent, l'instrument (*historiquement* périssable, comme toute l'évolution contemporaine le montre) du capital : dans la conception renversée de l'idéologie en général et de l'idéologie trotskyste en particulier, c'est au contraire le capital qui est réduit au simple rôle d'instrument dont le capitaliste se sert pour assouvir sa soif de gain et son appétit de domination ; le moteur du capitalisme serait la psychologie particulière à la classe bourgeoise (qui, dans la réalité et dans le marxisme, doit au contraire être elle-même expliquée, et ne peut l'être qu'en se référant au développement des forces productives et aux rapport de production qui en résultent et qui se sont établis *en dehors* de la « volonté » non seulement des hommes en général, mais de la classe dominante en particulier) ; la classe bourgeoise disparue en tant que « classe des détenteurs privés des moyens de production », le moteur aurait cessé de fonctionner ! Et si l'économie continue néanmoins à courir, c'est que le moteur ancien aurait été remplacé par un tout nouveau !

« Chosification des rapports entre les hommes ». Dans la réalité et dans le marxisme, la marchandise et l'argent résultent de rapports déterminés entre les hommes dans la production « qui s'établissent par l'intermédiaire des choses » (des « choses » telles que les moyens de production — hommes y compris — disponibles à une époque donnée). Dans la vision renversée de l'idéologie, *marchandise* et *argent* sont eux-mêmes des « choses » répondant à des nécessités naturelles immuables ; alors *salaire* et *profit* apparaissent non pour ce qu'ils sont — des rapports de production qui devront disparaître — mais comme des catégories immuables de *tout* mode de production.

C'est un fait que les conditions *sociales* qui ont permis le développement d'une économie nouvelle — le capitalisme — à partir de la production marchande simple ont été historiquement la constitution d'une classe de sans réserves d'une part et d'autre part d'une classe de détenteurs privés d'argent et de marchandises. Mais c'est un fait tout aussi indéniable que le développement de cette économie nouvelle s'est accompagné d'une large *déprivatisation* de la propriété (sociétés anonymes, entreprises nationalisées) qui fut un simple reflet *juridique* de la concentration et de ce que Marx lui-même n'hésitait pas à appeler la « socialisation » — au sens économique — des forces productives. Il eût été étrange que le « mouvement réel de la société » (que Marx s'est précisément fixé pour but de décrire dans « *Le Capital* » et qui voit non seulement la destruction des économies non mercantiles, mais la ruine des petits producteurs, la restructuration des catégories du prolétariat industriel, la nais-

sance de nouvelles couches de la classe salariée liées aux fonctions nouvelles de l'Etat dans le capitalisme avancé) restât sans effet sur le *droit*, que la « propriété étatique » n'apparût pas finalement comme la forme juridique répondant le mieux soit au développement de forces de production trop grandes pour l'initiative privée dans les pays capitalistes développés, soit aux conditions particulières d'un pays où, comme en Russie, la bourgeoisie s'était enfuie à la suite de la révolution et où le parti marxiste ne pouvait pas tolérer les velléités « socialistes d'entreprise » des ouvriers russes, mais se devait d'affronter avec les moyens de l'Etat centralisé les terribles problèmes de la reconstruction de l'économie dévastée à l'échelle d'un immense territoire, tâche qui n'a pu être définie par Lénine lui-même comme « socialiste » qu'au sens *politique* du terme (et parce que c'était un parti qui se voulait prolétarien qui l'affrontait dans la perspective — plus tard reniée par les fossoyeurs du bolchevisme — de la lutte pour la révolution mondiale), mais qui ne l'était ni ne pouvait l'être au sens *économique*, comme, parmi des flottements de terminologie inévitables et regrettables, toute l'œuvre de Lénine en témoigne avec éclat.

Pour résoudre la question de la « nature de l'URSS » sur laquelle plusieurs générations de trotskystes ont pâli sans parvenir à lui donner une solution satisfaisante non seulement aux yeux de la « haute théorie », mais même simplement de la réalité politique et de l'instinct prolétarien élémentaire, nous n'avons nul besoin de résoudre les questions insolubles soulevées par des savants sociologues qui oublient non seulement que la réalité sociale est plus vaste que leurs livres, mais qu'elle ne daigne pas s'immobiliser parce qu'ils sont en mal de photographie. Il nous suffit (après avoir constaté l'existence dans le prétendu bloc socialiste des *rapports de production capitalistes*) de constater qu'il y existe aussi une *lutte de classes*. Donnons à ces Messieurs qui ne comprennent pas que la suppression du capitalisme ne peut être l'œuvre d'un Etat « populaire » parlant le langage de la paix et du « bon » commerce, mais seulement de la dictature du prolétariat, un exemple tiré de l'histoire toute récente. En décembre 1970, en Pologne, on a vu les ouvriers des chantiers de la Baltique affronter par l'émeute l'Etat et sa police. Ils protestaient simplement contre des diminutions de salaires, mais contre eux, ils ont trouvé non seulement l'ensemble des PDG « socialistes » qui voulaient « accroître la productivité », non seulement la masse des petits paysans catholiques, mais tout le personnel politique de l'Etat, son armée permanente et sa police, et derrière tout cela (au cas où les choses seraient allées trop loin), les armées du capital mondial. Face à ces faits, le pédantisme sociologique ergote : « Distinguons ! La bureaucratie n'est pas une classe ! ». Loin de nous l'idée de vouloir prouver que la bureaucratie est une classe. Nous disons tout uniment et grossièrement que de même que la présence des « catégories » capitalistes prouve le capital, les luttes de classe prouvent la structure de classe de la société. Et tant pis pour les « militants ouvriers » (!) qui ne sont pas satisfaits de cette démonstration.

Preuve par l'absurde : retour au capitalisme

Dans « *La Révolution trahie* », Trotsky s'attache à démontrer qu'on ne peut pas définir la Russie comme un capitalisme d'Etat. Nous pensons qu'on ne

pourrait se contenter de la formule « capitalisme d'Etat » pour caractériser l'économie et la société russes que si l'Etat disposait non seulement du produit de la grande industrie, mais aussi (ce qui est de moins en moins le cas depuis les réformes khrouchtcheviennes) de la production agricole nécessaire à l'entretien des salariés puisqu'il lui faut encore aujourd'hui (et sans doute pour longtemps) l'acheter aux fermes coopératives — et à des prix croissants.

Mais ce n'est pas pour cette raison (tout à fait marxiste) que Trotsky repousse la définition de « capitalisme d'Etat ». Il la repousse parce qu'à ses yeux, la Russie *n'est plus* capitaliste. La manière dont il parvient à ce résultat prouve à quel point la contre-révolution a été dévastatrice. L'auteur de l'« *Anti-Kautsky* » est retombé au niveau du marxisme vulgaire. « Les tentatives faites pour présenter la bureaucratie soviétique comme une classe « capitaliste d'Etat » ne résistent visiblement pas à la critique. La bureaucratie n'a ni titres ni actions ». Certes, la bureaucratie ne peut jamais être une classe. Elle ne peut être que la bureaucratie d'un Etat qui, lui, est l'instrument d'une classe. S'il y a bureaucratie, il y a donc classes et il reste au marxisme à examiner le mode de production. Or ce n'est absolument pas ainsi que procède Trotsky. Comment tente-t-il de confondre son adversaire, partisan de la théorie de la bureaucratie-classe ? Est-ce en lui démontrant qu'au niveau de la production, on ne peut absolument plus parler en Russie de capitalisme ? Non. Trotsky commet une erreur encore plus grave que celui qui avait voulu prouver que la bureaucratie est une classe. Il s'attache à montrer que dans la *consommation*, la bureaucratie n'est pas l'égale de la bourgeoisie. Au lieu de posséder des titres, la bureaucratie se contente de bénéficier de salaires élevés. Nous avons déjà vu qu'une société composée uniquement de salariés serait une société purement capitaliste. L'existence de directeurs salariés dans l'industrie nationalisée est donc bien loin de prouver la disparition du capitalisme. Pour donner plus de force à son raisonnement, Trotsky ajoute : « Le fonctionnaire ne peut pas transmettre à ses héritiers son droit à l'exploitation de l'Etat ». Passons sur le fait que l'Etat ne peut pas être, pour la théorie marxiste, un *objet* d'exploitation, puisqu'il est le moyen de maintenir une exploitation qui prend sa source en dehors de lui et dont il n'est qu'une conséquence. Ainsi, l'absence de droit d'héritage viendrait pour Trotsky apporter une nouvelle force à l'argument plus tôt avancé de l'absence de propriété privée des grands moyens de production. Telle n'est pas notre position. Le droit d'héritage n'est pas une caractéristique propre du capitalisme et le capitalisme peut très bien s'en passer. On peut même dire que l'absence de droit d'héritage peut permettre au capital de mieux trier la matière vivante qu'il s'assujettit pour assurer son fonctionnement. Sous le capitalisme, des fils d'exploités peuvent devenir dirigeants d'entreprise. L'argent, et la capacité d'assurer la production de la plus-value, voilà les liens qui assurent la cohésion sociale. La suppression du droit d'héritage est pleinement compatible avec le capitalisme, même avec un capitalisme relativement arriéré comme celui de la Russie. Elle assure « l'égalité des chances » de devenir un exploiteur dans une société d'exploitation pleinement réalisée ; elle ne supprime donc pas le moins du monde l'exploitation. Qu'on juge donc de la misère de la théorie sur laquelle Trotsky prétendit fonder une Quatrième Internationale : la bureaucratie n'est pas une classe parce qu'elle n'a pas la propriété

privée des moyens de production, mais si elle réussissait à réintroduire cette propriété, elle se transformerait en classe : « Il ne suffit pas d'être directeur de trust, il faut être actionnaire. La victoire de la bureaucratie dans ce secteur décisif en ferait une nouvelle classe possédante ». Ou encore : « La bureaucratie n'a pas créé de base sociale à sa domination sous la forme de conditions particulières de propriété ». En matière d'idéalisme historique, on a rarement fait mieux. Ainsi, loin d'être le produit de conditions sociales déterminées, et de ne prendre conscience de leurs intérêts qu'après être apparues sur la base de rapports de production déterminés, les classes existent d'abord sous la forme de castes et créent ensuite une « base sociale » à leur domination. C'est de la fantasmagorie anti-bureaucratique, mais en aucun cas du matérialisme. Une classe ne deviendrait telle qu'après avoir créé les « bases sociales » de sa domination ! Qui plus est, dans le cas de la « bureaucratie », ces bases sociales seraient... des « conditions particulières de propriété » !!! Non seulement nous sommes en plein idéalisme, mais nous sommes restés en plein marxisme vulgaire. L'évolution de la société russe n'est pas vue sous l'angle des « rapports de production », mais sous celui combien plus mesquin et pour tout dire démocratique des « abus de pouvoir » et des privilèges de consommation ! Les classes prendraient naissance pour ainsi dire dans la lutte pour la consommation. Pour le Trotsky de « *La Révolution trahie* » (quantum mutatus ab illo !), la bureaucratie peut se changer en bourgeoisie si elle réussit à... réintroduire la propriété privée des moyens de production !!! Tout le matérialisme historique est renversé cul par-dessus tête !

L'examen du programme politique des trotskystes en URSS nous montrera à quel point le Trotsky de « *Terrorisme et Communisme* » eut raison contre le Trotsky de l'exil lorsqu'il écrivit laconiquement : « La réalité ne pardonne pas une seule erreur théorique ». On peut résumer la position du chef des bolchéviks-léninistes, et plus tard du fondateur de la Quatrième Internationale, de la façon suivante. En Russie, malgré la socialisation des moyens de production, demeurent en vigueur des normes de répartition bourgeoises, que la bureaucratie défend et dont elle abuse pour en tirer des privilèges. Dans ces conditions, la planification n'est plus déterminée démocratiquement, mais bureaucratiquement, ce qui cause de graves distorsions et du gaspillage. Conclusion : le développement économique, c'est bien ; la consommation parasitaire des bureaucrates qui freine le progrès de l'accumulation, c'est mal.

Cette théorie range Trotsky et les trotskystes non parmi les ennemis du capital mondial, non parmi les partisans de la destruction des formes de production capitalistes (qui reconnaissent le caractère révolutionnaire du capitalisme par rapport aux modes de production antérieurs), mais parmi les flanc-gardes démocratiques de l'accumulation du capital dans toutes les Russies. Ce qui distingue les marxistes des bourgeois, c'est justement qu'ils n'ont jamais fait l'éloge du « progrès » (et particulièrement du progrès économique) en général, mais qu'ils ont toujours distingué avec le plus grand soin les formes du « progrès économique », puisque historiquement l'accroissement de la productivité sociale du travail provoque la modification des anciennes formes de production, leur destruction révolutionnaire et l'apparition de nouvelles formes. Tout le matérialisme historique réside précisément dans la distinction des

différentes formes du « progrès économique » ou du développement des forces productives, le progrès tout court étant une pure et simple abstraction bourgeoise. Or Trotsky, avec Staline et toute la racaille progressiste des amis de l'URSS, se fit le chantre du merveilleux développement économique permis d'après lui par les conquêtes d'Octobre. La contre-révolution était si noire que Trotsky put passer pour un extrémiste, alors qu'il chantait les louanges d'une barbare et sanglante accumulation primitive sur le dos du prolétariat, et sa prise de position personnelle apporta un soutien « de gauche » aux thèses stalinistes (bourgeoises) selon lesquelles le socialisme permet d'atteindre des taux de développement économique inaccessibles au capitalisme. Les marxistes (qui ne participèrent pas à la fondation de la Quatrième Internationale) reconnurent aussi les immenses progrès que faisait la Russie sous l'énergique direction de Staline, et ne se laissèrent jamais aveugler par une haine irraisonnée du tyran. Ils le firent en restant marxistes parce qu'ils saluèrent ouvertement ce progrès comme bourgeois, et comprirent qu'il généralisait sur un territoire immense les rapports de production capitalistes. Trotsky, au contraire, confondit lamentablement « transition vers le socialisme » et accumulation primitive du capital, deux phénomènes historiques qui n'ont rien de commun puisqu'ils représentent l'un la naissance, l'autre la disparition du mode capitaliste de production. « Si l'on considère que l'objet du socialisme est de créer une société sans classes », écrit-il dans « *La Révolution trahie* », « fondée sur la solidarité et la satisfaction des besoins, il n'y a pas encore, en ce sens fondamental, le moindre socialisme en URSS ». Voilà qui est excellent. Mais la suite est désespérante : « Il est vrai que les contradictions de la société soviétique diffèrent profondément par leur nature de celles du capitalisme ». Trotsky fut véritablement, au cours de son exil, un stalinien démocrate, un partisan du développement économique de la Russie qui aurait été débarrassé de ses tares bureaucratiques. Que ce développement se soit accompli dans des formes bourgeoises le laissait totalement indifférent pour la bonne raison qu'il ne comprenait pas le phénomène. D'où ses cris de triomphe industrialistes, qui n'auraient pas été dangereux s'il avait proclamé le caractère capitaliste du progrès russe (les marxistes ont toujours considéré comme progressif le développement du capitalisme sur les continents arriérés), mais qui entretenaient une confusion doctrinale et politique catastrophique dès lors qu'il le saluait comme « socialiste ». Les cris de victoire arrachés au chef de la Quatrième Internationale par les « miracles » de la planification ne manquent pas, tel celui-ci que l'on peut lire au début de la « *Révolution trahie* » : « Il n'y a plus lieu de discuter avec messieurs les économistes bourgeois : le socialisme a démontré son droit à la victoire, non dans les pages du capital, mais dans une arène économique qui couvre le sixième de la surface du globe ; non dans le langage de la dialectique, mais dans celui du fer, du ciment et de l'électricité ». Dans « *Le Marxisme et notre temps* », on peut lire encore « que la socialisation des moyens de production soit d'un énorme profit économique est aujourd'hui démontrable, non seulement en théorie, mais encore par l'expérience de l'URSS, en dépit des limites de cette expérience ». Le « socialisme » et le « capitalisme » sont ici mesurés à la même aune, dans le même langage : celui du fer, de l'acier et de l'électricité. Le socialisme n'apparaît plus à la fois comme l'antipode et comme

le successeur du capitalisme, mais comme son concurrent heureux, qui court plus vite que lui, et dans la même direction. Et pour « excuser » en quelque sorte les « tares bureaucratiques » de la Russie, Trotsky ne trouve plus que cet argument misérable, et tout à fait indigne de l'auteur des « *Enseignements de la Commune de Paris* » : « En fait, Marx n'a jamais dit que le socialisme pourrait être parfait, appliqué dans un seul pays, et qui plus est, dans un pays arriéré ». Nous n'avons pas le cœur de nous acharner ici sur l'aigle retombé dans la basse-cour.

De quoi ont besoin les ouvriers de Russie ? De démocratie dans les Soviets ? D'une planification « démocratique » ? Les trotskystes contemporains répondent oui sans hésiter. Ils revendiquent une révolution « politique » qui, chassant la bureaucratie du pouvoir, permettra d'établir une planification élaborée par l'ensemble de la population laborieuse, et qui permettra aux ouvriers de gérer leurs propres affaires. Cette révolution n'aura pas besoin d'être une révolution sociale, puisque la production est déjà (voir plus haut la citation de Trotsky) « socialisée ». Il suffira au prolétariat d'établir son propre pouvoir politique et de supprimer la « pénurie » qui fait que les « moyens de consommation sont encore des marchandises ». Notre théorie est tout à fait différente. La lutte contre les imperfections bureaucratiques du système russe est parfaitement admissible pour les gouvernements actuels, qui, comme Gierk en Pologne, sont toujours prêts à reconnaître que le bureaucratisme est une tare et qui promettent de grand cœur aux ouvriers, lorsque ceux-ci revendiquent des augmentations de salaire, un supplément de cette denrée peu coûteuse qui s'appelle « démocratie ».

Le nœud du problème dans l'analyse de la Russie a toujours été la question de la nature de l'industrie d'Etat. Tous ceux qui ont admis qu'elle était socialiste avaient (quelles qu'aient été leurs critiques ultérieures) abandonné le terrain de la révolution communiste pour celui du perfectionnisme russe.

Si nous demandions aux trotskystes contemporains quel est l'auteur de la citation suivante : « Et cependant on ne peut dire, en général, ni que notre régime est un régime socialiste, ni qu'il est un régime capitaliste. Il représente une transition du capitalisme au socialisme... », ils répondraient certainement : Trotsky. De même ils n'hésiteraient pas à attribuer au théoricien de « *La révolution trahie* » le passage suivant : « On pourrait dire que cela n'est pas encore du socialisme, si l'on tient compte de toutes ces survivances de bureaucratisme que nous avons conservées dans les organes dirigeants de nos entreprises. Cette remarque est juste, mais elle n'est pas en contradiction avec le fait que l'industrie d'Etat représente un type de production socialiste ». Pourtant, ils se tromperaient ; l'auteur de ces lignes n'est autre que Staline, dans son « *Rapport sur l'activité politique du comité central* » du XIV^e Congrès du parti communiste de l'URSS. Ses victoires politiques ultérieures allaient bien sûr permettre au secrétaire général de déclarer la Russie pleinement socialiste, et de présenter la bureaucratie comme une invention des « saboteurs trotskystes ». Il n'empêche qu'en accordant un brevet de « socialisme » à la production du secteur étatique sous prétexte qu'on n'y avait pas rétabli la propriété privée des moyens de production, l'opposition trotskyste ne pouvait par la suite que servir de

flanc-garde à l'accumulation du capital en Russie, de même qu'elle devait servir, sous couleur de défense des conquêtes d'Octobre, d'agent de propagande de l'impérialisme russe au cours de la deuxième guerre mondiale. « La réalité ne pardonne pas une seule erreur théorique ». Aujourd'hui, un prétendu parti ouvrier qui se fixerait pour but la démocratie prolétarienne en Russie et la planification démocratique y serait un parti de conservation sociale. En Russie comme en Pologne, les ouvriers doivent lutter pour les augmentations de salaire et la diminution de la durée du travail ; la destruction des syndicats étatiques et l'union grandissante des travailleurs dans les luttes économiques, c'est-à-dire le « sabotage » de l'économie nationale et le démantèlement de la planification ; ils doivent lutter pour détruire révolutionnairement l'État existant, instaurer leur propre pouvoir par l'intermédiaire du Parti Communiste mondial, et intervenir despotiquement pour détruire les rapports de production capitalistes, tout en tentant d'étendre la révolution internationale. Les premières mesures que prendra le pouvoir communiste en Russie ne sont pas différentes de celles qui s'imposeront à lui dans les autres pays développés : désinvestissement des capitaux, paies plus fortes pour un travail moindre, instauration du travail obligatoire pour tous les éléments aptes et réduction draconienne de la journée de travail, dans la mesure où la situation internationale le permettra. Puis le pouvoir prolétarien instaurera un plan de production en quantités physiques, commencera la destruction ininterrompue des rapports de production capitalistes et supprimera l'argent. Cette révolution ne sera pas, comme le prétendait Trotsky, une révolution « politique », se bornant à remettre à nouveau dans les mains du prolétariat, la direction d'une industrie déjà « socialiste », ne serait-ce que dans le secteur où l'État produit des moyens de production, puisque telle est la théorie trotskyste. Cette révolution aura pour tâche de supprimer les relations mercantiles entre les entreprises et de les transformer en un outil de production unique dirigé par le prolétariat, et qui ne soit plus, pour reprendre encore une fois la belle expression de Lénine, qu'« un seul bureau et un seul atelier ». Cette révolution sera une révolution sociale.

Jouant de la fausse dialectique suivant laquelle le prolétariat ne pouvait perdre le pouvoir que par une contre-révolution violente (comme si l'exécution des internationalistes du parti bolchévique, de son noyau militant, dans les années 27 n'avait pas été « violente »), identifiant la destruction du capitalisme avec la disparition des propriétaires privés des moyens de production, la planification socialiste à une simple étatisation mercantile, et les avantages du socialisme à un développement économique rapide, Trotsky détruisit totalement la doctrine. En prétendant que « les contradictions de la société soviétique diffèrent profondément par leur nature de celles du capitalisme », il n'en laissa pas pierre sur pierre. Des « innovations » beaucoup plus discrètes auraient d'ailleurs suffi à la défigurer complètement, tant il est vrai que le marxisme est coulé d'un seul bloc. La « nature » des contradictions d'une société est attestée par le mouvement dans lequel elle est engagée, et c'est seulement par l'analyse théoriquement correcte de ce mouvement que l'on peut définir correctement cette nature.

Nos textes marxistes classiques indiquent avec précision les conséquences qu'entraînent pour l'organisation sociale le développement du salariat : séparation toujours plus grande de l'Etat à l'égard de la société civile (l'Etat féodal est un hochet en comparaison de celui qui se développe sous le capitalisme) ; exode rural et apparition de grandes villes en développement constant ; division du travail toujours plus poussée s'assujettissant les producteurs ; opposition croissante entre le travail manuel et le travail intellectuel ; séparation de l'école et du travail productif ; domination moderne de la femme par l'homme.

Nous avons déjà vu qu'aux trotskystes qui confient sur un ton soucieux et pathétique la crainte de voir la Russie « retourner au capitalisme », nous répondions par la simple affirmation qu'elle ne l'avait jamais quitté. Que dire maintenant aux savants imbéciles qui prétendent qu'économiquement la Russie est en transition vers le socialisme grâce à sa miraculeuse production étatique des moyens de production, qui a dépassé le capitalisme et qui fabrique déjà de simples produits ? Toute révérence gardée à ces penseurs socialistes, nous devons leur indiquer qu'ils se trompent de train. Est-ce un service que nous rendrions au savant Ernest Mandel, si, le rencontrant dans un compartiment du Paris-Bruxelles, nous nous amusions à lui faire croire qu'il se trouve dans le Bruxelles-Paris ? Non sans doute et toute personne sensée nous traiterait de chenapans. Malheureusement, c'est ce même tour pendable que les trotskystes (Mandel en tête) jouent, ou voudraient jouer au prolétariat de Russie : lui faire croire qu'il va de Bruxelles à Paris alors que son train roule dans la direction inverse, lui faire croire qu'il roule en direction — malgré tout — du socialisme, alors qu'il est entraîné vers un capitalisme toujours plus affirmé et toujours plus voyant.

La direction qui conduit au socialisme et celle qui conduit au capitalisme sont aussi opposées que celle de Paris-Bruxelles et de Bruxelles-Paris. Vers le capitalisme, le paysage est le suivant : le salariat, la circulation monétaire se développent constamment ; le mouvement qui est l'âme de toutes les transformations sociales peut alors s'écrire en une formule toute simple : A-M-A'. L'Etat se sépare toujours plus de la société civile ; les campagnes se dépeuplent et les villes se développent ; la division du travail s'accroît, l'opposition entre le travail intellectuel et le travail manuel se fait plus nette, l'école se sépare de la vie productive, la femme est dominée par l'homme. Vers le socialisme, le paysage change du tout au tout. Le mouvement que l'on a observé dans la direction du capitalisme s'inverse : la circulation monétaire s'atrophie, et disparaît ; l'Etat se dissout dans la société civile ; l'agriculture distincte de l'industrie disparaît, tandis que les grandes agglomérations capitalistes sont démantelées ; les lieux de production et l'habitat sont répartis rationnellement sur le territoire ; la division du travail régresse, l'opposition entre le travail manuel et le travail intellectuel est minée du même coup, l'éducation n'est plus séparée de la vie productive, la femme devient l'égale de l'homme.

Il n'est pas besoin d'être grand clerc, même lorsqu'on ne comprend pas comment fonctionne la locomotive, pour savoir dans quelle direction elle se dirige : il suffit de regarder le paysage. Si l'on ne comprend pas qu'il n'y a rien d'autre en Russie qu'une classique production de marchandises capita-

listes, il reste encore la possibilité de ne pas affirmer que la Russie se trouve « en transition vers le socialisme », à la condition de connaître quelques rudiments de la doctrine. Mais le trotskysme ne les connaît pas. Non seulement il se croit en direction du socialisme alors qu'il roule depuis toujours en compagnie de l' « Etat ouvrier dégénéré » dans la direction opposée, mais encore il a (au nom du socialisme !) l'audace de houspiller les mécaniciens parce qu'ils ne roulent pas assez vite.

Si la Russie est en « transition vers le socialisme » (gardons cette terminologie pour plaire aux trotskystes), c'est exactement de la même manière que tous les Etats de la planète : en accumulant le capital, en développant les grands moyens de production modernes. Ce qui l'en sépare aujourd'hui, c'est exactement la même chose que dans tous les Etats de la planète : l'Etat des accumulateurs de capital, que la révolution communiste doit détruire. Alors pourra commencer une inversion du processus historique, alors pourra commencer la transition vers le socialisme ; il faut simplement remarquer à ce propos que, les monopoles yankees étant plus développés et plus puissants, on doit dire que les Etats-Unis d'Amérique d'aujourd'hui sont bien plus proches que la Russie du communisme.

Conclusion

Les trotskystes ne savent pas ce qu'est le communisme. Alors que tous les traits principaux de la société capitaliste s'accroissent constamment en URSS, ils proclament toujours, avec une suffisance comique, « qu'il ne faut pas jeter l'enfant avec l'eau sale » et que la Russie est toujours un « Etat ouvrier dégénéré ». Dans la pratique, cela les conduit, dans leurs analyses de politique internationale, à prendre parti — en dernière analyse — pour le deuxième impérialisme de la planète contre le premier (et dans leur orientation politique, lorsqu'ils ont une certaine importance numérique, comme en France et en Italie, à considérer la tactique de front unique comme la plus géniale découverte de la Troisième Internationale).

Notre conclusion est extrêmement simple : le trotskysme doit être et sera détruit ; le parti révolutionnaire du prolétariat ne peut être fondé que sur le matérialisme historique, à l'exclusion de toute autre théorie. C'est le dogmatisme Marx qui a poussé ce cri que nous revendiquons avec fierté encore aujourd'hui : « Qui n'est pas avec nous est contre nous ».

CRITIQUE DU PROGRAMME DE TRANSITION

« La prémisses économique de la révolution prolétarienne est arrivée depuis longtemps au point le plus élevé qui puisse être atteint sous le capitalisme. Les forces productives de l'humanité ont cessé de croître ».

Telle est l'affirmation fameuse qui retentit comme un coup de tonnerre dès les premières lignes du document programmatique que Trotsky rédigea en 1938 pour la conférence de fondation de la Quatrième Internationale.

Les forces productives ont atteint le point le plus élevé qu'il leur soit donné d'atteindre sous le capitalisme ; les masses tendent à devenir de plus en plus révolutionnaires, mais sont freinées par des directions opportunistes ; le capitalisme étant en crise permanente, il ne peut plus être question d'une quelconque élévation du niveau de vie des masses. Tel est le diagnostic des trois premiers chapitres de ce programme qui aboutissent à la conclusion que désormais, pour toute l'époque du déclin du capitalisme, le rôle des marxistes est de présenter aux masses un programme de transition.

« La tâche stratégique de la prochaine période — période pré-révolutionnaire d'agitation, de propagande et d'organisation —, consiste à surmonter la contradiction entre la maturité des conditions objectives de la révolution et la non-maturité du prolétariat et de son avant-garde (désarroi et découragement de la vieille génération, manque d'expérience de la jeune.)

« Il faut aider les masses, dans le processus de leurs luttes quotidiennes, à trouver le pont entre leurs revendications actuelles et le programme de la révolution socialiste. Ce pont doit consister en un système de revendications transitoires, partant des conditions actuelles et de la conscience de larges couches de la classe ouvrière, et conduisant invariablement à une seule et même conclusion : la conquête du pouvoir par le prolétariat. »

Nul ne saurait mieux résumer la démonstration que Trotsky lui-même.

Avant d'exposer le détail des objectifs, tant économiques que politiques, qui constituent le « système de revendications transitoires » proprement dit, le chef de la Quatrième Internationale, d'une façon tout à fait conséquente, a tenu à en assurer les fondements ; c'est seulement ensuite qu'il développe point par point, le contenu de son programme : nous suivrons la même démarche, nous n'aborderons pas non plus l'étude détaillée du programme avant de

nous être assurés de la solidité des thèses qui le fondent. Et nous procéderons avec le même esprit méthodique que Trotsky, quoique dans un sens tout à fait différent. Car il convient de le dire tout de suite : du programme de transition, la critique marxiste ne laissera pas pierre sur pierre.

Le déclin des forces productives

Il faut bien comprendre le sens de l'affirmation fondamentale de Trotsky suivant laquelle « les forces productives de l'humanité ont cessé de croître » ; il ne s'agit pas pour lui de constater une crise particulière à un moment déterminé de l'histoire du capitalisme, mais de soutenir la thèse suivant laquelle ce mode de production a épuisé ses possibilités et est désormais entré dans une époque de déclin continu et irrémédiable. D'ailleurs, le titre du programme, « L'agonie du capitalisme et les tâches de la Quatrième Internationale », est suffisamment explicite.

Les programmes marxistes classiques commençaient généralement, d'une manière ou d'une autre, par définir la société capitaliste comme reposant sur le salariat, et traçaient ainsi le cadre dans lequel devaient s'affronter les protagonistes jusqu'à ce que le prolétariat, instaurant sa dictature, puisse détruire la vieille société en abolissant le salariat. Le programme laissait ouvertes toutes les situations et ne se prononçait pas sur la tactique à suivre dans chaque cas particulier. Le programme de transition, lui, commence par définir une situation : celle de la « crise sans espoir » du capitalisme ; et c'est à partir de cette théorie de la crise permanente qu'est construit le système de revendications transitoires censé conduire les masses à la révolution ; si le procédé est inhabituel, c'est précisément parce que, pour Trotsky, le capitalisme ne peut plus connaître d'autres situations : il s'enfonce peu à peu dans son agonie.

L'idée suivant laquelle le capitalisme progresse régulièrement vers un apogée pour se trouver ensuite, à partir d'une certaine limite mystérieuse de son histoire, précipité dans une période de déclin irrésistible est très répandue chez les pseudo-marxistes adorateurs du progrès économique. Elle fut d'ailleurs puissamment soutenue par le chœur des idéologues de l'Etat russe qui, comparant leurs victoires industrielles avec le spectacle offert par les économies occidentales avant la guerre, en déduisaient que la « production socialiste » connaissait une courbe ascendante, et le capitalisme une courbe descendante. Cette thèse est extrêmement simple et tout à fait compatible avec la croyance dans l'existence d'un quelconque socialisme en Russie, ce qui assura son plein succès dans une époque de contre-révolution.

Or, elle n'a rien à voir avec le marxisme. Pour cette doctrine, le capitalisme n'est ni une cité pécheresse, devant s'écrouler un beau jour au coup de trompette de l'ange, pour expier ses vices, ni une idée fonçant dans l'éther philosophique à la rencontre de sa négation dialectique, mais un mode de production déterminé, obéissant à certaines lois.

Et ces lois, Marx les a étudiées avec le plus grand soin ; dès le Manifeste de 1847, il affirme avec force que le capitalisme ne peut exister sans bouleverser sans cesse la production, et il célèbre son rôle révolutionnaire. Et il proclame cette vérité empiriquement vérifiable : le capitalisme est victime d'une malédiction extraordinaire ; il a « le diable au corps », il est condamné à *ne pas stagner*.

L'ensemble du capital social agit comme une puissance qui transcende les différents capitaux individuels, et qui leur dicte ses lois avec une nécessité de fer : ou accumuler, et accumuler dans des proportions sans cesse croissantes, ou périr ; ou avancer toujours plus vite, ou s'écrouler. C'est de cette course perpétuelle des différents capitaux entre eux et du capital social avec lui-même, véritable « fuite en avant », que naissent les crises au cours desquelles le capital se heurte à ses propres limites. L'énorme masse de marchandises dont il avait pris la forme ne peut plus opérer sa transformation en argent, la production se ralentit ou s'arrête jusqu'à ce que soit trouvé un nouvel équilibre, préparant une nouvelle expansion. Tel est le mécanisme décrit par Marx.

Et ce mécanisme continue de travailler les sociétés civilisées, même si le XX^e siècle qui a vu l'organisation de branches entières d'industrie par les capitalistes, et parfois de l'industrie tout entière par l'Etat capitaliste, a donné au phénomène des formes nouvelles : ce ne sont plus les marchandises des capitalistes individuels qui demeurent invendues, ce sont les carnets de commandes des trusts qui se vident ; au lieu de se trouver avec du capital-marchandise inutilisable, on se trouve contraint de ne pas utiliser du capital productif. Le résultat est le même : stagnation des affaires, licenciement d'une partie des travailleurs, exploitation accrue des autres, et préparation d'une expansion nouvelle. Le mouvement pendulaire de la production se perpétue : expansion, contraction ; diastole, systole.

Le capital est une valeur qui s'accroît, à la poursuite de la valeur, de la richesse sociale abstraite, et qui ne peut pas ne pas s'accroître. L'idée d'un déclin irrémédiable, ou d'une stagnation définitive, est en contradiction avec le concept même de capital, et le mouvement de la production capitaliste, au cours de laquelle la masse des valeurs produites croît prodigieusement, est un mouvement ascendant, interrompu par des crises.

L'histoire même du développement capitaliste, en conformité avec la théorie marxiste, a répondu à Trotsky : sur les ruines de la deuxième guerre mondiale, le capitalisme s'est redressé, ayant brisé les entraves à son développement qu'il avait lui-même constituées. Il s'est saisi de masses toujours plus nombreuses de travailleurs salariés, a traqué toujours davantage les activités sociales encore épargnées par le mercantilisme, et s'est répandu toujours plus à la surface de la planète. Un seul chiffre suffira à illustrer son expansion fantastique : le produit national brut des U.S.A., le plus gros mastodonte étatique contemporain, était de 300 milliards de dollars en 1952 ; vingt ans après, il avait plus que triplé : il atteint les mille milliards de dollars.

Pas plus que les forces productives capitalistes ne peuvent cesser de croître de façon définitive, la prémisse économique de la révolution proléta-

rienne ne peut être « arrivée depuis longtemps au point le plus élevé qui puisse être atteint sous le capitalisme ». Qu'entend en effet Trotsky par prémisses de la révolution prolétarienne et qui — soit dit en passant — est plutôt la prémisses du socialisme que de la révolution politique elle-même ? C'est la socialisation du travail, effectuée par le capital, qui se concentre de plus en plus et crée en face de lui une armée toujours croissante de travailleurs salariés. Or, cette socialisation du travail, faisant dépendre l'activité de chaque branche d'industrie toujours davantage de celle des autres et créant entre toutes les activités sociales des liens d'interdépendance universelle, progresse de jour en jour : l'accumulation du capital ne peut se produire à moins d'accroître la division du travail et le nombre des travailleurs salariés ; de telle sorte que, abstraction faite des périodes de crise où le capital prépare les conditions de nouveaux progrès, mais où il risque plus que jamais d'être détruit par la révolution communiste, le capitalisme n'a jamais été rien d'autre qu'un dépassement perpétuel du « point le plus haut » antérieurement atteint des prémisses de la révolution prolétarienne.

Le prolétariat et sa direction

Ayant inscrit dans son programme une thèse qui contredit l'ensemble de la conception marxiste, Trotsky est amené à se poser des problèmes en des termes qui les rendent insolubles dans le cadre du marxisme : comment se fait-il que les conditions de la révolution soient plus que mûres, et que la révolution tarde à venir ? La réponse de Trotsky est simple, et radicalement idéaliste : « La crise de l'humanité se réduit à la crise de la direction révolutionnaire. » Ou encore : « Le principal obstacle dans la voie de la transformation de la situation pré-révolutionnaire en situation révolutionnaire, c'est le caractère opportuniste de la direction du prolétariat, sa couardise petite-bourgeoise devant la grande bourgeoisie, les liens traîtres qu'elle maintient avec celle-ci, même dans son agonie. »

Trotsky comblait l'abîme entre ses désirs et la réalité de deux façons : d'une part, en attribuant aux « bureaucraties » ouvrières traditionnelles l'extraordinaire puissance de freiner l'histoire par leurs seules forces, d'autre part en imaginant que les masses, à l'échelle de la planète, étaient sur le point de prendre le chemin de la révolution : « Dans tous les pays, le prolétariat est saisi d'une profonde angoisse. Des masses de millions d'hommes prennent toujours de nouveau la voie de la révolution. »

Cette extraordinaire capacité à se bercer d'illusions révolutionnaires apparaît dans toute sa splendeur dans l'interprétation qu'il donne des grèves de juin 1936 : « En France, la puissante vague de grèves de juin 1936 montra bien que le prolétariat était complètement prêt à renverser le système capitaliste. Cependant, les organisations dirigeantes, socialistes, staliniennes et syndicalistes ont réussi, sous l'étiquette du Front Populaire, à canaliser et au moins momentanément à arrêter le torrent révolutionnaire ».

Ainsi naissait la contradiction entre la « maturité des conditions objectives de la révolution » (les forces productives en stagnation) et l'immaturité des conditions subjectives (les masses étaient potentiellement révolutionnaires, mais freinées par les bureaucraties).

La thèse proclamant la stagnation définitive des forces de production constitue le fondement de la vision politique de Trotsky qui, en 1938, croyait la révolution mondiale encore à l'ordre du jour immédiat de l'histoire. La chose est paradoxale, car non seulement le marxisme n'établit pas de lien mécanique entre marasme économique et lutte révolutionnaire, mais, de façon plus générale, il postule que c'est en révolutionnant de façon incessante et spasmodique les forces productives — parmi lesquelles on doit considérer en premier lieu les producteurs eux-mêmes et leurs besoins — que le capitalisme « crée ses propres fossoyeurs », c'est-à-dire une classe ouvrière ne considérant plus « les exigences de ce mode de production en tant que lois de la nature », mais aspirant à l'émancipation socialiste. Si donc la thèse de la stagnation est rien moins qu'une justification théorique tant soit peu convaincante de la croyance de Trotsky dans un essor révolutionnaire proche, elle la fonde dans ce sens qu'elle a complètement aveuglé son auteur sur la contre-révolution qui fit rapidement suite aux soubresauts de l'immédiat après-guerre, mais qu'il ne sut pas reconnaître. Et si, alors que tous les feux allumés par l'incendie d'Octobre étaient depuis longtemps éteints et que le capital se préparait à lancer dans une seconde guerre mondiale un prolétariat politiquement anéanti, Trotsky continuait à proclamer que la révolution était proche, c'est parce qu'il croyait non seulement à cette stagnation, mais aussi à on ne sait quelle loi transcendante de l'histoire qui aurait commandé au prolétariat non de se délivrer lui-même de l'oppression bourgeoise, mais de délivrer les forces productives *matérielles* emprisonnées dans l'étau du capitalisme pour un nouvel essor *économique*, conception du « socialisme » calquée sur la mission *bourgeoise* qui incombait à la révolution russe.

Et voilà pourquoi la révolution lui apparaissait comme une lave à peine recouverte par la clique stalinienne en Russie, dont il prévoyait la chute imminente, et par les bureaucraties ouvrières d'Occident. Un petit effort révolutionnaire suffirait à rallumer l'incendie. Et cela ne pourrait se faire qu'en « surmontant la contradiction » entre la maturité de la révolution et la crise de la direction révolutionnaire.

S'agitant désespérément en pleine contre-révolution, et victime lui-même de la contre-révolution, Trotsky contribuait à démolir encore davantage le bagage doctrinal du marxisme en suggérant qu'il pouvait exister des situations révolutionnaires, ou plutôt une situation mondiale révolutionnaire, sans que cela se traduise par le regroupement d'au moins une fraction des masses ouvrières autour du Parti. Le Parti, au lieu d'être le produit nécessaire des luttes de classe, devenait ainsi un « deus ex machina » historique qui devait par ses seules forces finalement, surmonter la crise historique de l'humanité. Une telle conception sombrait dans l'idéalisme le plus échevelé. Pour n'avoir pas compris que c'étaient les masses elles-mêmes qui avaient été irrémédiable-

ment battues avec la débandade opportuniste de la III^e Internationale, et que les partis staliniens n'étaient finalement que l'expression de leurs illusions démocratiques et nationalistes, Trotsky, défendant une conception tout à fait volontariste du parti, devenait un obstacle à la réorganisation des rares forces révolutionnaires qui avaient survécu au désastre.

Les forces productives ont cessé de croître ; les masses sont donc potentiellement révolutionnaires, et il ne s'agit que de créer un parti. Ce parti défendra un programme de transition, rendu nécessaire par le caractère particulier de la période de déclin du capitalisme. « L'Internationale communiste est entrée dans la voie de la social-démocratie à l'époque du capitalisme pourrissant, alors qu'il ne peut plus être question de réformes sociales systématiques, ni de l'élévation du niveau de vie des masses ; alors que chaque revendication sérieuse du prolétariat, et même chaque revendication progressiste de la petite bourgeoisie conduisent inévitablement au-delà des limites de la propriété capitaliste ».

Défendant les masses contre la décadence que le capitalisme leur impose, la Quatrième Internationale remplit du même coup sa tâche révolutionnaire : pour Trotsky, la simple défense résolue des masses conduit « inévitablement au-delà de la propriété capitaliste », parce que le capitalisme ne peut plus rien accorder.

Cette conception a évidemment sa logique, mais part de prémisses fausses et entre de plus tout simplement en contradiction avec les faits. Le capitalisme contemporain, loin de ne rien pouvoir accorder aux masses, est lui-même réformiste et tente, tant que la prospérité le permet, de porter remède aux maux les plus insupportables qu'il engendre. Quand donc, dans l'histoire du capitalisme, le régime s'est-il bardé d'une « législation du travail » aussi poussée en matière de prévoyance (sécurité sociale), d'assistance (chômage, logement, maternité, etc...) et de réglementation des rapports entre entrepreneurs et salariés (préavis, contrats de toutes sortes, y compris... l'échelle mobile de fait) si ce n'est, à l'époque de Trotsky, dans l'Allemagne fasciste et, après la seconde guerre mondiale, dans la plupart des pays avancés ? Il ne s'agit pas ici d'embellir toutes ces mesures de « protection sociale » qui, visant essentiellement à protéger... le capital lui-même des assauts de la classe ouvrière, portent la marque de l'irréparable mesquinerie et étroitesse bourgeoises. Il s'agit moins encore d'oublier leur caractère *contre-révolutionnaire* en tant que contreparties matérielles de la renonciation des ouvriers à leur liberté de lutte économique (pour ne rien dire de leurs aspirations révolutionnaires) et donc comme piliers de la domination bourgeoise. Il s'agit seulement d'établir que la définition du capitalisme de l'ère impérialiste comme un régime qui, après un âge d'or du réformisme coïncidant avec la phase démocratique et idyllique du cycle bourgeois, se caractériserait par l'abandon pur et simple de la classe salariée à la soif de plus-value absolue des patrons, aux caprices du marché et aux aléas de l'existence est fausse et anti-historique.

C'est donc sur la base de cette vision de l'histoire générale du capitalisme que Trotsky propose son programme de transition. Non seulement les prémisses

ses sont tout à fait fausses, mais le raisonnement lui-même n'est pas tout à fait logique, et relève plutôt du paradoxe : au moment où il affirme que le capitalisme est en train de vivre sa dernière heure, contraint d'opposer un refus catégorique aux revendications ouvrières en général, Trotsky propose un programme... intermédiaire ! Il faut croire qu'il était victime de cette impatience historique qu'il avait lui-même dénoncée comme la caractéristique de l'opportunisme, et qui le poussait alors à chercher à tout prix des succès immédiats, et donc à avancer un programme de revendications « transitoires ». Sinon, l'auteur de « Terrorisme et Communisme » ne se serait jamais laissé aller à ce manque de logique : invoquer la crise finale du capitalisme pour proposer un programme de... transition ! On se demande avec perplexité ce qu'il aurait fallu alors au chef de la Quatrième Internationale pour le décider à adopter une bonne fois le programme maximum !

La polémique des révolutionnaires contre les réformistes est bien connue : les uns luttent pour la conquête du pouvoir politique par le prolétariat comme préalable sine qua non à la transformation sociale.

Les autres proposent des réformes politiques censées faciliter l'accession au pouvoir à des partis supposés décidés à appliquer, au sein de la société capitaliste, un programme économique et social qui la conduirait en douceur au socialisme.

Le programme de transition, lui, fait preuve d'une certaine originalité : il ne propose pas au prolétariat de lutter pour des réformes constitutionnelles, mais pour établir, dans un premier temps, une situation de double pouvoir. Et son vocabulaire a peu de chose à voir avec celui du réformisme social-démocrate : il ne cesse de parler de piquets de grève, de milice ouvrière, de Soviets, etc..., et vient tout droit des congrès de la Troisième Internationale. Cependant, les marxistes savent par expérience que les mots les plus sonores peuvent cacher les pensées les plus vides, et le vocabulaire révolutionnaire les intentions les plus modérées. Il convient donc de prendre ses distances vis-à-vis des évocations révolutionnaires, et de considérer froidement le raisonnement politique.

« Il faut aider les masses, dans le processus de leurs luttes quotidiennes à trouver le pont entre leurs revendications actuelles et le programme de la révolution socialiste », dit Trotsky dans le passage que nous avons déjà cité. Et ce pont, entre les revendications actuelles et le programme de la révolution socialiste, Trotsky prétend le construire en proposant un « système de revendications transitoires ». L'image est séduisante ; mais derrière l'image, il y a ce raisonnement politique : le programme de transition se situe « entre » les revendications immédiates et le programme de la révolution socialiste. Pour qui sait lire, cela signifie : ce programme, qui doit servir de pont vers le programme de la révolution socialiste, n'est pas le programme de la révolution socialiste. Il se trouve *entre* les revendications immédiates et le but final. Si le vocabulaire poétique peut le qualifier de pont, le vocabulaire politique traditionnel du marxisme le désigne alors comme un programme *intermédiaire*. Et s'il nous faut une image pour désigner les programmes intermédiaires, plutôt que celle du pont, nous choisirons celle de la barrière. Notre critique portera

donc sur deux points : le programme de transition n'est pas le programme de la révolution socialiste : il passe sous silence les aspects fondamentaux du programme communiste, et on ne peut pas à sa lecture, se faire une idée du but final des communistes ; les revendications avancées par Trotsky pour élever la conscience des masses, loin de leur faciliter la tâche, les égarent sur des chemins de traverse, et sèment chez elles des illusions nuisibles à la révolution.

L'échelle mobile des salaires

Pour élever le niveau de conscience des masses, les trotskystes se proposent de faire continuellement de la propagande pour l' « échelle mobile des salaires ». En quoi cette revendication peut-elle aider les masses à « faire le pont » entre leurs revendications immédiates et le but final. Le moins que l'on puisse dire est que cela n'apparaît pas clairement. Veut-on expliquer aux ouvriers qu'aucune réforme de la société capitaliste ne les mettra à l'abri des perpétuelles fluctuations de salaire qui en sont la loi inéluctable ? Mais alors le moyen choisi semble peu propice ! Veut-on leur faire comprendre toujours plus clairement que ce n'est pas parce que le capitalisme tend périodiquement à faire baisser les salaires que leur situation est insoutenable, mais du fait de l'existence même du salariat ? Veut-on démontrer que le seul aboutissement logique de la lutte pour les salaires est la lutte pour l'abolition du salariat ? Mais alors la propagande semble peu adaptée ! Veut-on faire éclater à leurs yeux l'irréductible opposition entre le parti du prolétariat communiste et tous les autres partis de la société bourgeoise ? Mais alors, puisque les partis ouvriers bourgeois traditionnels, soucieux des « anomalies » qui peuvent perturber la sécurité de l'exploitation, réclament eux aussi l'échelle mobile des salaires, la recette ne semble pas la plus indiquée, d'autant plus que la législation bourgeoise qui prévoit tel ou tel pourcentage d'augmentation annuelle des salaires par avance, c'est-à-dire sans que la pression syndicale des salariés se soit encore manifestée par des grèves, constitue une forme d'échelle mobile dont l'efficacité aux fins de la *paix sociale* est indéniable.

L'échelle mobile des salaires qui garantirait un statu quo perpétuel de la classe ouvrière dans la société bourgeoise, qui lui promettrait dans son ensemble une exploitation sans à-coups, morne et continue, n'est pas seulement impossible : c'est une cynique condamnation de toutes les aspirations passées et surtout futures (sinon présentes) du prolétariat à l'émancipation par le socialisme.

La propagande des communistes ne doit pas seulement tendre à persuader les ouvriers que le niveau de leur salaire dépend du rapport de forces entre leur classe et la classe ennemie et donc de leur combativité, et qu'en tant que résultat de ce rapport, il sera d'autant plus facilement remis en question qu'ils se fieront davantage à l'Etat pour contraindre les patrons à réajuster les salaires en fonction du coût de la vie ; elle doit agiter, derrière les revendica-

tions immédiates, la revendication suprême d'abolition du salariat et ne pas formuler les premières de façon contradictoire avec la seconde. Or la propagande pour l'échelle mobile des salaires que reprennent certains partis ouvriers bourgeois tend aux effets contraires : elle laisse entrevoir la possibilité que l'Etat capitaliste puisse garantir le niveau du salaire indépendamment de la pression que les luttes revendicatives exercent sur lui et même indépendamment de la conjoncture économique ; or cela signifie que dans la lutte immédiate opposant patronat et salariés, l'Etat peut prendre *par principe et de façon constante* le parti des salariés, alors que dans la réalité il ne le fait que dans la mesure où cela est indispensable à la paix sociale et que dans les phases d'expansion. Sous quelque angle qu'on la considère, la revendication d'échelle mobile, invention spéciale ayant pour but d'« élever » la conscience des masses, n'a d'autre résultat que de semer la confusion et, censée conduire au double pouvoir et se situer au-dessus des luttes immédiates, elle peut parfaitement être admise par des ouvriers qui ne sont pas disposés encore à se lancer dans des luttes immédiates.

Inutile d'ajouter que la revendication d'échelle mobile des salaires, revendication défensive dans une période de déclin capitaliste, telle qu'elle est conçue par Trotsky, mais suffisant à mobiliser les masses du fait même de cette crise, devient tout simplement réactionnaire dans une période d'expansion.

Le contrôle ouvrier

Au nombre des revendications « transitoires », Trotsky inscrit encore le « contrôle ouvrier ». Pas plus que la précédente, cette revendication ne peut avoir pour effet d'aider les masses à « faire le pont » entre leurs revendications immédiates et le programme de la révolution socialiste. Tout au contraire, la revendication de « contrôle ouvrier », qui a son histoire, sème la plus déplorable confusion. Entre les revendications immédiates et le but final, le contrôle ouvrier ne constitue nullement une transition, mais bien plutôt une voie de garage. L'expérience du mouvement prolétarien en témoigne : les gouvernements bourgeois n'ont jamais hésité à légaliser des comités d'usine ou des « soviets » confinés dans des tâches gestionnaires : dans les époques d'exploitation pacifique, les bourgeois ne sont pas évidemment des défenseurs enthousiastes du contrôle ouvrier, mais ils sont prêts à se rallier à cette revendication dans les époques de tourmente sociale, parce qu'ils savent qu'elle est un frein à la révolution.

Lorsque se déclenchent des grèves de quelque envergure, et que les ouvriers occupent en masse les usines, le mot d'ordre de contrôle ouvrier révèle véritablement son contenu réactionnaire. La machine productive étant arrêtée, les prolétaires doivent se charger d'organiser eux-mêmes leur ravitaillement : c'est une chose ; par endroits, pour des raisons de sécurité, ou d'hygiène, ils peuvent être amenés à faire tourner eux-mêmes telle ou telle installation : c'est une deuxième chose.

Mais lorsqu'un parti prolétarien — et c'est une troisième chose absolument différente des deux premières — inscrit à son programme, comme revendication prolétarienne supposée conduire à la révolution, le contrôle ouvrier des entreprises, c'est une trahison pure et simple de la révolution.

Tout bourgeois sait parfaitement qu'il lui est possible de tolérer, dans les époques de crise, les plus grands bouleversements dans la vie ordinaire des entreprises et de l'appareil économique dans son entier. Les conférences gestionnaires, les discours sur la production ouvrière ne lui font pas oublier qu'il tient encore dans ses mains une garantie décisive, l'Etat, et il est prêt à soutenir et à encourager toutes les initiatives qui sont capables de détourner les masses de l'insurrection. Les marxistes, eux, savent parfaitement que leur devoir est d'exciter l'énergie révolutionnaire des masses et de lui permettre d'atteindre son but : la destruction de l'appareil d'Etat. Toute illusion sur la possibilité de gérer ou de réorganiser la société avant la conquête du pouvoir politique doit être combattue avec la plus extrême énergie : d'abord l'insurrection, et tout pour l'insurrection.

« L'élaboration d'un plan économique, même le plus élémentaire — du point de vue des intérêts des travailleurs, et non de ceux des exploités — est inconcevable sans contrôle ouvrier, sans que les ouvriers plongent leurs regards dans tous les ressorts, apparents et cachés, de l'économie capitaliste. Les comités des diverses entreprises doivent élire, à des conférences correspondantes, des comités de trusts, de branches d'industrie, de régions économiques, enfin de toute l'industrie nationale dans son ensemble. Ainsi, le contrôle ouvrier deviendra le contrôle de l'économie planifiée. Par l'expérience du contrôle, le prolétariat se préparera à diriger directement l'industrie nationalisée, lorsque l'heure en aura sonné ».

Comment peut-on croire qu'en écoutant les doléances de leurs patrons ou en découvrant quelques petites escroqueries au sein de la grande escroquerie historique qu'est le capitalisme, les ouvriers apprendront à gérer l'économie planifiée ? En gérant les usines capitalistes, les ouvriers ne peuvent rien apprendre de préparatoire au socialisme, car le socialisme n'est rien d'autre que la destruction de l'économie par entreprises et il anéantira précisément les mécanismes économiques qu'ils devraient passer leur temps à apprendre.

Comme les « statuts » de la IV^e Internationale en témoignent, Trotsky croyait résumer dans sa plate-forme « l'expérience internationale » du mouvement communiste, « particulièrement celle qui découle des conquêtes socialistes d'Octobre ». Il est bien vrai que le contrôle ouvrier figurait parmi les mesures immédiates prises par le parti bolchevique *après la victoire de l'insurrection* en Russie. Transplanter purement et simplement cette mesure dans un programme valant pour une période *pré-insurrectionnelle* d'une part et pour des *pays de capitalisme avancé* de l'autre, c'était non pas utiliser la grandiose expérience révolutionnaire des bolcheviks, mais faire sur elle un double contresens des plus grossiers. Dans la révolution bolchevique, le contrôle ouvrier entre dans un programme général de réorganisation de l'industrie et du commerce (syndicalisation obligatoire), de réquisitions et confiscations et

surtout de tentative de réglementation de l'ensemble de l'économie qui pour être fort modeste en regard des buts socialistes suprêmes n'en est pas moins le programme du *pouvoir prolétarien* et non pas d'un ne sait quel instable « double pouvoir ». C'est le premier point. Le second point est que ce programme définit non des buts socialistes immédiats, mais les buts limités de la révolution double, qui ne pouvant détruire les rapports capitalistes de production, se propose simplement de les « contrôler » de façon à « conjurer la catastrophe imminente » en attendant le renfort de la révolution internationale. En Russie, le « contrôle ouvrier » allait de pair avec le maintien des entrepreneurs à la tête des entreprises d'une part et, d'autre part, avec un centralisme étatique au moins de principe qui interdit de le considérer comme un « socialisme d'entreprise » à la façon anarcho-syndicaliste. Disparue la nécessité de maintenir les entrepreneurs à la tête des entreprises comme en Russie ; oblitéré de l'autre le principe centraliste qui est un principe du socialisme à quelque stade de l'évolution économique qu'on se trouve, mais qui trouve des conditions d'application d'autant plus favorables que ce stade est, comme en Occident, plus avancé ; dissimulé en dernier lieu le fait que l'instauration de la dictature politique est une condition *préalable* à l'application de la moindre mesure (même non directement socialiste) de réorganisation économique, la revendication de « contrôle ouvrier » ne pouvait que perdre toute consistance et, pis, que favoriser les pires illusions sur les tâches tant politiques qu'économiques du prolétariat dans les pays de capitalisme avancé, de révolution socialiste pure. C'est le triste rôle qu'elle remplit dans le « programme de transition ».

L'expropriation

S'il était nécessaire de souligner à quel point est ruineuse l'adoption d'un programme de transition et comment les mesures qui semblent conduire au but final peuvent, au contraire, constituer des obstacles sur sa route, on ne pourrait pas trouver une meilleure illustration que le passage que Trotsky consacre à « *l'expropriation des banques privées* » et à « *l'étatisation du système de crédit* ». Comme « mesure transitoire » destinée à élever la conscience des masses, Trotsky propose la revendication d'« expropriation de certaines branches de l'industrie parmi les plus importantes pour l'existence nationale ou de certains groupes de la bourgeoisie parmi les plus parasitaires ». En réalité, une telle revendication ne constitue pas le moins du monde un moyen pour « aider les masses » à comprendre la nécessité du socialisme. Réclamer de l'Etat bourgeois qu'il assume lui-même la gestion capitaliste des entreprises « les plus importantes pour l'existence nationale », c'est contribuer à tout ce que l'on voudra, sauf à aider les masses à « faire le pont entre leurs revendications immédiates et le but final ». La mesure est tellement... transitoire qu'elle ne sort pas d'un iota... du cadre ordinaire des réformes bourgeoises ou, comme disent ces Messieurs, de la politique d'extension du secteur étatisé. Mieux encore : l'adoption d'une telle mesure accompagnée des « rationalisations nécessaires » qu'organiserait la bourgeoisie serait le meilleur moyen

de discréditer aux yeux des masses ce qu'on leur aurait présenté comme une revendication « transitoire » vers le socialisme.

« Seule la montée révolutionnaire générale du prolétariat peut mettre l'expropriation générale de la bourgeoisie à l'ordre du jour. L'objet des revendications transitoires est de préparer le prolétariat à résoudre ce problème ». Comment le passage de certaines branches d'industrie dans les mains de l'Etat capitaliste — passage qui s'accompagnera souvent d'une exploitation accrue et qui ne « socialise » que le passif — peut-il « préparer le prolétariat » à résoudre le problème de l'expropriation générale de la bourgeoisie, c'est ce qu'on ne peut absolument pas comprendre. Ce qui apparaît clairement par contre, c'est le danger que constitue le raisonnement opportuniste qui croit habile de crier haro sur « les capitalistes les plus parasitaires » afin d'élever la conscience des masses et qui ne peut avoir d'autre résultat en réalité que de débarrasser le capitalisme de ses tares les plus apparentes (spéculations et « abus ») en laissant subsister l'exploitation.

« Afin de réaliser un système unique d'investissements et de crédits selon un plan rationnel qui corresponde aux intérêts de toute la nation, il faut fusionner toutes les banques dans une institution nationale unique. Seule l'expropriation des banques privées et la concentration de tout le système de crédit entre les mains de l'Etat mettront dans les mains de celui-ci les moyens nécessaires réels et non pas seulement fictifs et bureaucratiques pour la planification économique. L'expropriation des banques ne signifie en aucun cas l'expropriation des dépôts bancaires. Au contraire, pour les petits déposants, la banque d'Etat unique pourra créer des conditions plus favorables que les banques privées. De la même façon, seule la banque d'Etat pourra établir pour les paysans, les artisans et les petits commerçants des conditions de crédit privilégiées, c'est-à-dire à bon marché. Cependant, il est encore plus important que toute l'économie, avant tout l'industrie lourde et les transports, dirigée par un état-major financier unique, serve les intérêts vitaux des ouvriers et de tous les autres travailleurs ». Cette fois, il est vrai, Trotsky estime que pour la réalisation de ce programme extraordinaire, la prise du pouvoir par les travailleurs est absolument nécessaire.

A force de proposer des transitions intermédiaires entre les luttes immédiates et le but final, Trotsky finit par avancer des revendications qui non seulement ne sortent pas du cadre du capitalisme, mais qui détruisent l'analyse de ce mode de production en débitant une écœurante propagande de bien-être mercantile et national. Ces mesures de transition vers le socialisme offrent l'image du capitalisme d'Etat le plus achevé, le plus populaire et donc le plus barbare. « Afin de réaliser un système unique d'investissements et de crédit selon un plan rationnel qui corresponde aux intérêts de toute la nation... » : on croirait entendre parler n'importe quel spécimen de la faune politique de la société bourgeoise, n'importe qui sauf un communiste. Pour les communistes — et ils sont prêts à le répéter jusqu'à l'épuisement — il ne peut exister jamais et nulle part aucun « plan rationnel » qui repose sur le crédit. Le crédit en particulier et l'argent en général ne sont pas des « outils » dont pourrait

se servir le prolétariat planificateur, même sous la direction d'un « état-major financier unique », mais des *rappports de production* ; l'existence de l'argent et du crédit est absolument incompatible avec tout plan rationnel ; elle démontre que la société n'est pas organisée selon un plan conscient, que les hommes ne dominent pas leurs rapports sociaux, mais sont dominés par eux. Ceci est un point élémentaire et en même temps fondamental de la doctrine marxiste, foulée aux pieds par toute la contre-révolution contemporaine, dont Trotsky se fait ici le lamentable compagnon de route.

Pour des communistes, non seulement il n'existe aucun plan rationnel d'utilisation étatique du crédit — si ce n'est dans la propagande bourgeoise des Etats modernes démocratiques et fascistes — mais encore ils considèrent comme une honte pure et simple de se proposer de réaliser quoi que ce soit qui correspondante aux « *intérêts de la nation* ». Les nations se sont constituées en Europe sur les ruines du système féodal et sont un produit de l'époque bourgeoise. La nation est un ensemble mercantile dont les intérêts sont ceux de la bourgeoisie et non ceux du prolétariat. Les intérêts du prolétariat transcendent les différents intérêts nationaux concurrents et hostiles et c'est pourquoi il est internationaliste et vise à la destruction des nations. C'est l'ABC du marxisme. Ne peut assigner au prolétariat le rôle de « défendre les intérêts de toute la nation » que celui qui a roulé au fin fond de l'abîme de l'opportunisme.

L'alliance des ouvriers et des paysans

Rien de plus naturel, puisque la tâche du prolétariat est de défendre les intérêts de toute la nation, que le programme de transition consacre un chapitre à l'alliance des ouvriers et des paysans. Après avoir correctement établi la distinction entre le prolétariat urbain et rural d'un côté et la petite bourgeoisie de l'autre, mais en sans en tirer les conséquences, Trotsky ajoute : « Les sections de la IV^e Internationale doivent sous la forme la plus concrète possible élaborer les programmes de revendications transitoires pour les paysans (fermiers) et la petite bourgeoisie citadine, correspondant aux conditions de chaque pays ». Le terme de « transitoire » est ici d'une extraordinaire... élasticité. En proposant un contrôle ouvrier, l'échelle mobile des salaires, c'était vers le « socialisme » que l'on se proposait de « transiter » ; mais en proposant à la petite bourgeoisie un programme de crédit à bon marché, on « transite » tout autant, mais sans aucun doute dans la direction complètement opposée au socialisme, même si celui-ci n'était qu'un équivalent pour « capitalisme d'Etat ». « Tant que le paysan reste un petit producteur indépendant, il a besoin de crédit à bon marché, de prix accessibles pour les machines agricoles et les engrais, de conditions favorables de transport, d'une organisation honnête de l'écoulement des produits agricoles. Cependant les banques, les trusts, les commerçants pillent les paysans de tous côtés. Seuls les paysans eux-mêmes peuvent réprimer ce pillage avec l'aide des ouvriers. Il est nécessaire qu'entrent en scène des comités élus de petits fermiers qui, en commun avec les

comités ouvriers et les comités d'employés de banque, prendront en main le contrôle des opérations de transport, de crédit et de commerce ». Décidément, la « prise en main » du crédit et des autres rapports de production capitalistes par la « démocratie des producteurs » semble présenter aux yeux de Trotsky des possibilités fantastiques ou tout au moins insoupçonnées par la doctrine classique.

Complètement oubliée, et en tout cas bafouée, la position si clairement formulée par Engels dans « *La question paysanne en France et en Allemagne* » : « Comment porter aide au paysan non comme futur prolétaire, mais comme propriétaire rural actuel *sans violer les principes fondamentaux du programme socialiste général* ? (...). Disons-le franchement, étant donnés ses préjugés, fondés sur toute sa situation économique, son éducation, sa façon de vivre isolément et nourrie par la presse bourgeoise et les grands propriétaires fonciers, nous ne pouvons conquérir la masse des petits paysans du jour au lendemain que si nous lui faisons des promesses que nous savons ne pas pouvoir tenir. Nous sommes obligés de lui promettre non seulement de protéger sa propriété dans tous les cas contre les puissances économiques qui l'assaillent, mais même de la délivrer de toutes les charges qui, actuellement, l'oppriment : de faire du fermier un propriétaire libre et de payer les dettes du propriétaire dont la terre est grevée d'hypothèques. Si nous pouvions faire cela, nous reviendrions nécessairement au point de départ d'un développement qui a nécessairement abouti à l'état actuel. Nous n'aurions pas libéré le paysan, nous lui aurions accordé un quart d'heure de grâce ! ».

Ceci dit, on est proprement sidéré par le racolage pur et simple de la petite bourgeoisie que l'on trouve sous sa plume. Il serait absolument impossible à un quelconque parti bourgeois de renier la démagogie qui est celle du programme de transition à l'adresse de la petite bourgeoisie paysanne, le crédit à bon marché, les bonnes conditions d'écoulement, le marché sérieux et honnête, rien ne manque à l'arsenal du politicien désireux de gagner des voix.

Or le marxisme a toujours expliqué que la petite-bourgeoisie était réactionnaire lorsqu'elle défendait ses intérêts immédiats et qu'elle ne pouvait devenir révolutionnaire qu'en allant à l'encontre de ses intérêts immédiats, en considération de ses intérêts futurs, en raison de son passage imminent dans le camp du prolétariat. Ou bien le crédit à bon marché est une revendication à laquelle adhérera n'importe quel petit-bourgeois dans n'importe quelle situation, parce que cette revendication est une revendication immédiate de la petite-bourgeoisie, ou bien nous ne savons pas ce que sont ses revendications immédiates. Au lieu d'expliquer patiemment à la petite-bourgeoisie que, même si l'escroquerie s'y ajoute, c'est au mécanisme des lois du marché qu'elle doit de tomber dans le prolétariat, le programme de transition laisse entendre que cela est la conséquence de la malfeasance des trusts ; au lieu de lutter pour la convaincre — ce qui n'a de chances de succès que dans une période révolutionnaire — que seule la destruction de l'économie mercantile peut représenter une solution aux misères de toute la société en même temps qu'à ses misères particulières, Trotsky lui propose le renfort des ouvriers pour lutter contre la

faillite ! Mais Trotsky ne s'adresse pas seulement à la petite paysannerie ; sa prodigalité de crédit à bon marché, sans doute « populaire », n'a plus de limites : « Le contrôle ouvrier sur les banques et les trusts, à plus forte raison la nationalisation des entreprises, peuvent créer pour la petite bourgeoisie citadine des conditions incomparablement plus favorables de crédit, d'achat et de vente que sous la domination illimitée des monopoles ». La lutte contre le capital s'est transformée en lutte contre les monopoles. Cependant, Trotsky entend se laver de l'accusation d'anti-monopolisme (1), mais il le fait d'une façon qui précisément ne peut que confirmer notre condamnation. « L'alliance que le prolétariat propose, non pas aux classes moyennes en général, mais aux couches exploitées de la ville et du village contre tous les exploiters, y compris les exploiters moyens, ne peut être fondée sur la contrainte, mais seulement sur un libre consentement qui doit être consolidé dans un pacte spécial. Ce « pacte », c'est précisément le programme des revendications transitoires librement accepté par les deux parties ». De deux choses l'une : ou bien les couches moyennes passent sur le programme du prolétariat, du moins en partie, parce qu'elles y sont contraintes par la crise révolutionnaire, ou bien elles signent un pacte librement, en dehors de toute contrainte, et ne peuvent défendre dans ce cas rien d'autre que leurs propres intérêts de classe. Un pacte « librement accepté par les deux parties », entre la petite-bourgeoisie et le prolétariat, signifie en fait le passage du prolétariat sur le programme de la petite-bourgeoisie.

Le gouvernement ouvrier et paysan

Les propositions d'alliance avec les couches exploitées des campagnes nous avaient conduits dans le marais de l'anti-monopolisme. Nous voici maintenant arrivés dans les marécages du front unique : le programme de transition recommande aux trotskystes, pour permettre aux masses de comprendre plus facilement la nécessité du communisme, de faire de la propagande en faveur d'un gouvernement ouvrier et paysan. La lutte résolue des ouvriers contre le capitalisme contraignant la petite-bourgeoisie à prendre parti en faisant abstraction de ses intérêts immédiats avait semblé trop audacieuse au théoricien du programme de transition. Voici maintenant que l'expression « dictature du prolétariat » lui semble trop crue. Il propose d'user dans la propagande de l'expression « gouvernement ouvrier et paysan ». Comme bien souvent, la volonté de changer d'étiquette n'est que l'expression du désir de changer aussi le contenu du flacon. « La formule de gouvernement ouvrier et paysan en 1917 dans l'agitation des bolcheviks fut définitivement admise après l'insurrection d'Octobre. Elle ne représentait dans ce cas qu'une dénomination

(1) Parce que, de toute évidence, il revient à appuyer la petite-bourgeoisie contre la grande, alors que les rapports de production qu'implique son existence sont plus éloignés du socialisme que le plein capitalisme.

populaire de la dictature du prolétariat. L'importance de cette dénomination consistait surtout en ceci qu'elle mettait au premier plan l'idée de l'alliance du prolétariat et de la classe paysanne placée à la base du pouvoir soviétique ». Qu'il ait fallu une dénomination populaire à la dictature du prolétariat prouve bien qu'on avait à faire à une révolution *double*, au cours de laquelle se réalisait la dictature démocratique du prolétariat et des paysans. Par conséquent, écrire que « l'agitation sous le mot d'ordre du gouvernement ouvrier et paysan garde *dans toutes les conditions* une énorme valeur éducative », c'est couronner l'édifice anti-monopoliste de la révolution socialiste en général d'un digne chapiteau opportuniste. Nous ne pouvons mieux faire ici que de rapporter le discours du représentant de la gauche marxiste d'Italie au V^e Congrès lorsqu'il y critiqua la formule du « *gouvernement ouvrier* » : « *La dictature du prolétariat*, cette merveilleuse expression de Marx, il est déplorable qu'on veuille la balancer en douce par la fenêtre d'un congrès communiste. Dans ces quelques mots s'exprime toute notre conception politique, tout notre programme. *Dictature du prolétariat*, cela me dit que le pouvoir prolétarien s'exercera sans aucune représentation politique de la bourgeoisie. Cela me dit aussi que le pouvoir prolétarien ne peut être conquis que par une action révolutionnaire, une insurrection armée des masses. Lorsque je dis « *gouvernement ouvrier* », on peut entendre tout cela, si l'on veut ; mais si on ne le veut pas, on peut entendre aussi tout autre chose ».

Comme la III^e Internationale l'avait déjà fait, le programme de transition entend évidemment par « *gouvernement ouvrier* » tout autre chose que *dictature du prolétariat* : la formule de gouvernement ouvrier sert à introduire le front unique ; la formule aggravée de Trotsky, le gouvernement ouvrier et paysan, y ajoute encore l'anti-monopolisme : « A tous les partis et organisations qui s'appuient sur les ouvriers et les paysans et parlent en leur nom, nous demandons qu'ils rompent politiquement avec la bourgeoisie, et entrent dans la voie de la lutte pour le gouvernement ouvrier et paysan. Dans cette voie, nous leur promettons un soutien complet contre la réaction capitaliste. En même temps, nous déployons une agitation inlassable autour des revendications de transition qui devraient à notre avis constituer le programme du gouvernement ouvrier et paysan ».

Qui doit être contraint par conséquent à réclamer l'échelle mobile, l'étatisation du capital et le crédit populaire ? Les partis qui ne sont pas communistes, c'est-à-dire, dans les pays avancés, les différents partis de la contre-révolution ; il s'agit de demander aux différents partis bourgeois de « rompre avec la bourgeoisie » ! Bref, c'est une fois de plus la politique de *front unique* : je demande à des partis contre-révolutionnaires de réaliser un programme qui n'a rien de socialiste afin d'élever la conscience des masses ; ou encore, je fais comme si j'avais des illusions sur la nature de ces partis, afin de permettre aux masses de dissiper plus facilement les leurs. Et quel est le résultat de la contorsion ? C'est le parti qui se prétend lui-même révolutionnaire qui finit par « se faire des illusions ». Qu'on en juge plutôt : « La création d'un tel gouvernement par les organisations ouvrières traditionnelles est-elle possible ? L'expérience antérieure nous montre, comme nous l'avons déjà dit, que c'est pour

le moins peu vraisemblable. Il est cependant impossible de nier catégoriquement par avance la possibilité théorique que, sous l'influence d'une combinaison tout à fait exceptionnelle de circonstances (guerre, défaite, krach financier, offensive révolutionnaire des masses), des partis petit-bourgeois, y compris les staliniens, puissent aller plus loin qu'ils ne le veulent eux-mêmes dans la voie de la rupture avec la bourgeoisie ». Le tour est joué : tel est pris qui croyait prendre. On admet désormais la possibilité qu'un parti petit-bourgeois, c'est-à-dire un parti matérialisant l'influence de la bourgeoisie dans le mouvement ouvrier, rompe avec la bourgeoisie. Qui se fait des illusions ? Trotsky, le « dissipeur » d'illusions. Toute l'histoire du mouvement prolétarien nous a bien montré des fractions entières de prétendus « partis ouvriers » rompant avec le communisme, mais jamais des partis ouvriers bourgeois se rapprochant de lui.

Le but des communistes

Sous prétexte d'aider les masses à « faire le pont » entre leurs revendications immédiates et le but final, le programme de transition en fait leur *dissimule* le but final. Qui lit ce document ne peut pas avoir la moindre idée de ce que sera le socialisme ; le programme de « transition » censé mobiliser les masses leur offre l'image d'un repoussant capitalisme d'Etat. Rien ne peut mieux souligner l'ignominie de ce programme que l'exposé des premières mesures économiques qu'adopterait, après la prise du pouvoir dans un pays avancé, un parti véritablement prolétarien, et dont nous citons ci-après les principales :

- a) « Désinvestissement des capitaux », c'est-à-dire forte réduction de la partie du produit formée de biens instrumentaux et non pas de biens de consommation.
- b) « Elévation des coûts de production » pour pouvoir, tant que subsisteront salaire, marché et monnaie, donner des paies plus élevées pour un temps de travail moindre.
- c) « Réduction draconienne de la journée de travail » au moins à la moitié de sa durée actuelle, grâce à l'absorption des chômeurs et de la population aujourd'hui occupée à des activités anti-sociales.
- d) Après réduction du volume de la production par un plan de « sous-production » qui la concentre dans les domaines les plus nécessaires, « contrôle autoritaire de la consommation » en combattant la vogue publicitaire des biens inutiles, voluptueux et nuisibles, et en abolissant de force les activités servant à propager une idéologie réactionnaire.
- e) Rapide « abolition des limites de l'entreprise » avec transfert autoritaire non pas du personnel, mais des moyens de travail en vue du nouveau plan de consommation.
- f) Rapide « abolition des assurances » de type mercantile pour les rempla-

cer par l'alimentation sociale des non-travailleurs, au moins à un niveau minimum au début.

g) « Arrêt de la construction » d'habitations et de lieux de travail à la périphérie des grandes villes et même des petites, comme mesure d'acheminement vers une répartition uniforme de la population sur tout le territoire.

Réduction de l'engorgement, de la rapidité et du volume de la circulation en interdisant celle qui est inutile.

h) « Lutte décidée contre la spécialisation professionnelle » et la division sociale du travail par l'abolition des carrières et des titres.

i) Plus près du domaine politique, évidentes mesures immédiates pour soumettre à l'Etat communiste l'école, la presse, tous les moyens de diffusion et d'information ainsi que tout le réseau des spectacles et des divertissements.

Les adorateurs du progrès-économique-en-général qui croient le capital détruit dans « l'Etat prolétarien dégénéré » alors que toutes ses « catégories » et ses « lois » n'ont cessé de s'y manifester en seront pour leurs frais de dialectique pseudo-marxiste sur « la propriété » et « le capital » : ici, le programme immédiat des communistes est présenté comme il doit l'être, comme un renversement de la dynamique économique propre au capital. C'est précisément en cela qu'il est dans la voie du but final — l'abolition des classes et le communisme — alors que tous les programmes bavardant de « propriété d'Etat » et de « planification », tout en proposant les mêmes objectifs économiques (accroissement de l'investissement, diminution des coûts de production, augmentation de l'emploi par le moyen de l'industrialisation, augmentation de la consommation par la baisse des prix, politique d'accroissement des logements — et démocratie politique !) restent misérablement enfermés dans la vision capitaliste et du coup définissent des partis qui ne sont que les flanc-gardes de l'ordre établi !

Aussi longue que doit être la voie conduisant de la société divisée en classes à la société communiste, où elles auront disparu, et les étapes qui y conduisent, il y a deux choses certaines : premièrement la réorganisation économique ne peut pas commencer avant la prise du pouvoir politique par le prolétariat, contrairement à ce que croit l'immédiatisme trotskyste et autre ; deuxièmement, cette réorganisation se manifestera non par l'apparition d'un ne sait quel « droit de propriété » nouveau, mais par le changement des impératifs économiques réels.

Toute la dynamique du capital qui, d'une part, accroît sans cesse le nombre des sans-réserves (1) (loi générale de l'accumulation capitaliste) et de

(1) Ce qui ne signifie pas qu'il ne soit pas contraint de reconstituer la réserve sous une autre forme, qui n'est plus celle de la propriété privée de moyens de production, mais d'un système d'assurances sociales de type mercantile.

l'autre, augmente continuellement la quote-part du produit social destiné non à la consommation immédiate, mais à la production (loi de la reproduction du capital), dérive du fait qu'il recherche non la *valeur d'usage*, mais la valeur d'échange ; non « *la richesse véritable* » qui « *se mesure en temps disponible* », dit Marx, mais la plus-value, qui, en tant que fraction de valeur, « se mesure en temps de travail ».

Dialectiquement, donc, le passage à l'économie *naturelle* qu'est le socialisme cherchant la valeur d'usage (et non la *valeur d'échange*) et le temps disponible pour tous (et non la *plus-value* et le *profit*) ne peut se faire que par une *rationalisation* de la production des moyens de consommation, par la diminution de la durée du travail, par la réintégration dans l'activité sociale de tous les membres de la société que les exigences de la valorisation du capital en avaient exclus, par une redistribution du travail social entre la production des moyens de consommation et celle des moyens de production apte à assurer du temps disponible pour tous (et last but not least par l'abolition de la démocratie politique et... culturelle !). Puisque c'est la recherche de la valeur et de la plus-value qui pousse le capitalisme à diversifier continuellement la production des biens de consommation afin de « créer un besoin à la production » puisqu'il ne « produit pas pour les besoins », la rupture avec la poursuite de la valeur et de la plus-value se manifeste *déjà* dans la destruction des branches de production inutiles et nuisibles qu'il a largement développées dans les dernières décennies et qui font que les imbéciles parlent de « société de consommation ». Puisque c'est la même recherche de la valeur et de la plus-value qui contraint le capitalisme d'une part à économiser au maximum le travail vivant en augmentant sa productivité grâce à d'immenses investissements de capital fixe et, d'autre part, à jeter sur le pavé les forces de travail excédentaires, c'est *déjà* rompre avec la production de la valeur et de la plus-value que de freiner la monopolisation d'une fraction croissante des travailleurs par la branche de production de moyens de production, que de réintégrer les chômeurs dans l'activité sociale, et que de déterminer la durée du travail en fonction des besoins de consommation et de mise en réserve de la société d'une part et, de l'autre, en fonction de la productivité du travail, au lieu « d'investir » dans le but d' « employer ».

C'est ainsi et seulement ainsi qu'on détruit le capital, son monopole, ses catégories et ses lois. En dehors de ces très simples mesures, il n'y a aucune marche vers le socialisme et la société sans classes, ni donc de salut pour la classe prolétarienne et l'espèce humaine martyrisées par la dictature du capital.

Revendications immédiates et but final

Si les marxistes repoussent les programmes intermédiaires, c'est non seulement parce que ceux-ci masquent le but final, mais encore parce que prétendant constituer un *pont* vers celui-ci, ils jouent en réalité le rôle d'obstacle. C'est évident pour le réformisme des partis ouvriers bourgeois traditionnels,

qui proposent, entre capitalisme et « socialisme », une étape intermédiaire sur le plan institutionnel, étape vers laquelle la seule voie admise est bien entendu celle qui passe par les élections. C'est aussi vrai pour le programme de transition trotskyste qui prétend se fixer pour but, dans un premier temps, la constitution d'un « double pouvoir » et qui ne saurait avoir d'autres résultats pratiques que de freiner la révolution par des recettes prétendument « habiles » en assignant aux ouvriers des tâches qui ne peuvent qu'affaiblir leurs capacités révolutionnaires, et en avançant des revendications qui ne peuvent que semer la confusion dans leurs rangs. Les communistes luttent pour la dictature du prolétariat ; ils sont les ennemis jurés de tous les bons apôtres qui prétendent « faciliter » la révolution, et qui commencent par la découper en « étapes », c'est-à-dire à la mettre en pièces. Que ce découpage se situe sur le plan constitutionnel, ou qu'il prétende déterminer une « étape » vers la prise du pouvoir, le résultat est le même, le procédé est simplement plus pernicieux quand on prétend lutter dans un premier temps pour un « double pouvoir », comme préparation à la lutte pour le pouvoir tout entier ; dans tous les cas, la conclusion consciente ou non est la même : refus de la révolution.

De ce que les communistes repoussent les programmes intermédiaires, il ne faudrait pas conclure pour autant qu'ils se refusent à envisager toute action qui ne soit pas directement la conquête du pouvoir politique. Repousser tout programme de transition ne signifie pas repousser les revendications intermédiaires, tout au contraire. N'étant ni des utopistes, ni des doctrinaires, les communistes savent parfaitement que la participation aux luttes immédiates du prolétariat est absolument indispensable à l'avant-garde communiste, qui n'est rien d'autre elle-même que la fraction la plus avancée du prolétariat, afin de pouvoir guider la classe sur le chemin de la révolution. Ils ne sont ni des réformistes qui voudraient contenir l'action ouvrière dans les cadres pacifiques d'élections très démocratiques et qui déversent leur haine sur la révolution quand elle manifeste sa violence désordonnée, ni des « tacticiens » superbes comme les trotskystes qui tiennent à tout prix à faire passer la révolution sur leur passerelle transitoire, et qui sont résolus à l'y égarer dans les plus équivoques compagnies. Ils sont des matérialistes.

Repoussant tout autant la « lutte pour le double pouvoir » que le réformisme ouvert, ils n'excluent a priori aucune combinaison particulière des rapports de force entre bourgeoisie et prolétariat, et ne se lient à aucune prévision particulière sur le cours de la lutte révolutionnaire.

La lutte de classe du prolétariat, qui naît de son exploitation, peut prendre des formes extrêmement diverses, suivant le milieu et l'époque, l'âge ou les habitudes de telle ou telle fraction du prolétariat, sa qualification professionnelle, etc... Des bris de machines des premiers âges du capitalisme aux piquets de grève, de la lecture de journaux politiques à la préparation de l'insurrection par les ouvriers communistes, l'action du prolétariat peut être d'une diversité infinie, et utiliser des formes de lutte très variées.

Les communistes n'élisent pas une fois pour toutes une période historique, comme le font les trotskystes avec leur contrôle ouvrier, calqué sur l'ère de

la révolution double, ni une forme particulière de lutte ; ils ne concentrent pas non plus pour toute une époque historique leur progagande sur un objectif censé se trouver entre les luttes immédiates et le but final. Ils tiennent compte de toutes les formes de lutte réelles de la classe ouvrière, et de tous les degrés d'énergie révolutionnaire qu'elles traduisent et formulent leurs mots d'ordre en conséquence ; il n'y a pas dans ce domaine de règle absolue, qui puisse être appliquée à tous les cas particuliers.

Les marxistes n'inventent pas de formes de lutte ; ils se bornent comme dit Lénine, à « généraliser, organiser, rendre conscientes les formes de lutte de classe révolutionnaires qui surgissent spontanément dans le cours même du mouvement ». Leur rôle est donc de se trouver à la tête des masses en lutte dans l'offensive et la défensive, sans jamais perdre de vue le but final : la conquête du pouvoir politique. Leur perspective est donc : grève économique partielle, grève générale, grève générale politique, insurrection armée. Sur cette ligne, il peut y avoir et il y a des avancées et des reculs, mais jamais la perspective ne peut être différente. Se proposer de faire *d'abord* de la propagande pour l'institution d'un double pouvoir, c'est détourner le prolétariat de la voie maîtresse, c'est saboter la révolution. Il est impossible de savoir à l'avance quels seront les rythmes et les péripéties des révolutions à venir ; mais le prolétariat, hors de toute perspective gradualiste ou gestionnaire ou (qui sait ?) de constitution d'un gouvernement ouvrier qui « romprait avec la bourgeoisie sans secousses révolutionnaires » doit être éduqué par les communistes véritables dans le désir de frapper son ennemi au cœur, en visant l'insurrection.

Parti, insurrection et dictature du prolétariat.

Or — un programme est souvent aussi intéressant par ce qu'il ne dit pas que par ce qu'il dit — le « programme de transition » ne parle nulle part de l'insurrection et il ne mentionne la *dictature du prolétariat* qu'une seule fois, dans une incidente, sans en donner la moindre définition politique, mais seulement une définition formelle : les Soviets.

Le « programme de transition » passe donc complètement sous silence ce qui, dans le marxisme classique, constitue les tâches politiques suprêmes et distinctives du parti communiste : 1° L'organisation de l'insurrection du prolétariat sans laquelle il n'y a ni renversement du pouvoir bourgeois, ni instauration du pouvoir révolutionnaire, ni donc la possibilité pour le parti d'appliquer son programme ; 2° L'exercice du pouvoir *sans partage avec aucun autre parti*. Ce principe qui ne correspond pas à un « idéal politique » (notion tout à fait étrangère au communisme), mais qui résulte d'abord de l'alignement fatal de *tous* les partis aussi bien « ouvriers » que bourgeois *contre* le parti insurrectionnaliste et communiste sur le front de la guerre civile, est *déjà* valable dans la révolution double qui ne se propose pourtant pas un passage direct au communisme, même de stade inférieur ; mais comme il résulte aussi du fait que la transformation communiste vise à abolir les classes et ne peut

donc — pour le moins — recevoir de contribution utile d'aucun parti visant à défendre tels ou tels « droits antérieurs », tels ou tels « avantages acquis », et donc l'existence de telle ou telle classe particulière, ce principe vaut à *plus forte raison* dans la révolution socialiste pure.

Un « oubli » de cette taille n'est évidemment pas le fruit du hasard : il découle d'une construction politique qu'on peut et doit examiner en elle-même (bien qu'elle ne soit évidemment pas indépendante des conceptions « sociales » ci-dessus examinées) : toutes les parties en sont solidaires et il est impossible d'en réfuter même une seule sans que tout l'édifice s'écroule.

Cette construction est née des questions théoriques et pratiques posées aux communistes par la faillite de l'I.C. Elle y répond en poussant à leurs dernières extrémités les erreurs de principe de celle-ci. Ce qui en constitue la base, c'est la répudiation de ce que le programme de transition appelle le « sectarisme ». Peu importe de savoir ici quels sont, parmi les courants rangés dans cette catégorie, ceux qui méritent ou ne méritent pas les caractéristiques négatives que le trotskysme lui impute. Ce qui nous intéresse, c'est qu'elles définissent *a contrario* les caractéristiques positives qui, selon Trotsky, distinguent le parti révolutionnaire.

En lisant le 18^{me} paragraphe dirigé « Contre le sectarisme », on voit que toutes ces caractéristiques négatives (1) se ramènent finalement à une seule : « *une prostration politique qui ne fait que compléter comme une ombre la prostration de l'opportunisme* », c'est-à-dire des partis de l'I.C.

Donc, ce qui, dans les conditions créées par la victoire catastrophique du stalinisme, distingue, selon Trotsky, le courant révolutionnaire, la caractéristique qui prime tout, c'est le refus de s'avouer battu.

Pareil point de départ plaçait le « trotskysme historique » devant une alternative cruelle : ou bien, renonçant au matérialisme, il réduisait *toutes les caractéristiques objectives* du parti révolutionnaire à une *seule* caractéristique *subjective* : la volonté inébranlable d'accélérer le mouvement réel du prolétariat ; ou bien il tentait de donner une portée objective à sa critique du « sectarisme », mais alors elle ne pouvait signifier qu'une chose : la faillite de l'I.C. *n'est pas* la manifestation de l'effondrement du mouvement réel du prolétariat ; elle *n'est pas* la défaite d'une tentative encore trop faible et contradictoire pour passer du vieux social-démocratisme d'avant 1914 au communisme ; elle *ne marque pas* la fin de toute une époque historique ; toute une nouvelle époque *n'est pas* nécessaire pour la reprise de la lutte révolutionnaire et la renaissance du parti ; celles-ci *ne sont pas* soumises à la double condition définie par Marx après 1848, la Commune et la dissolution de la I^{re} Interna-

1) Ce sont, en suivant l'ordre du texte : l'indifférence aux intérêts et besoins élémentaires des masses ; l'indifférence à la lutte au sein des organisations réformistes ; l'incompréhension du fait que la conquête des masses dérive de l'intervention dans cette lutte ; l'incapacité de trouver accès aux masses camouflée en dédain aristocratique à l'égard de celles-ci ; l'abdication des buts révolutionnaires.

tionale : que la classe ouvrière elle-même se transforme dans le développement historique ultérieur et que, même réduit à une poignée d'hommes, le parti sache tirer les leçons de la contre-révolution. Cette catastrophe n'est qu'un accident de l'histoire. Le corps de positions initial du mouvement désormais failli a été trahi, mais il suffit entièrement aux besoins du mouvement nouveau ; le prolétariat demeure révolutionnaire ; les tâches du parti restent donc les mêmes que dans les premières années de l'I.C. : la conquête de la classe ouvrière au communisme. Et tel est bien le sens développé de la formule dont Trotsky se sert pour justifier la constitution de la IV^e Internationale, mais qui est une contre vérité criante : « *La lutte de classe ne tolère pas d'interruption* ». (1)

A moins de faire ouvertement profession d'idéalisme, Trotsky ne pouvait pas choisir la première solution. Le scrupule matérialiste n'est donc pas tout à fait absent de sa construction : il y est au contraire figuré par la notion centrale de « période de transition » ; mais comme la seconde solution était tout aussi étrangère au matérialisme marxiste, il y est du même coup figuré par un monstre logique. Qu'est-ce en effet que la « période de transition » ? Eh bien, comme nous l'avons vu, c'est une période dans laquelle la révolution doit mathématiquement se produire en raison de l'épuisement du capitalisme et de « la tendance infaillible de la lutte de classe à se transformer en guerre civile à notre époque », mais où elle ne se produit quand même pas, parce que l'orientation des masses est « déterminée d'autre part (N.D.R. : !!!) par la politique de trahison des vieilles organisations ouvrières » !

Une pudeur matérialiste aussi peu conséquente avec elle-même ne parvient pas à dissimuler la double erreur théorique du « trotskysme historique » dans la question centrale du parti : premièrement il croit que l'influence de la volonté de celui-ci sur le cours réel reste métaphysiquement toujours identique à elle-même, alors que — comme toute chose en ce monde — elle a son mouvement dialectique propre, tombant à zéro dans les phases de reflux ou de stagnation de la lutte de classe réelle pour culminer dans les rares moments de crise révolutionnaire aiguë ; erreur banale de l'activisme. Deuxièmement, il ne comprend pas que la volonté du parti ne vaut jamais mieux que sa conscience, qu'elle ne s'exerce jamais en faveur du communisme si les principes politiques communistes se sont effacés de cette conscience, erreur désastreuse de l'opportunisme.

Le « programme de transition » manifeste crûment cette double erreur. Au départ, en effet, il se propose simplement de hâter la réalisation des buts politiques du communisme (« la tâche du programme de transition consiste en une mobilisation des masses pour la révolution prolétarienne ») ; mais à l'arrivée, il ne souffle plus mot de ces buts, qui sont l'insurrection et la dicta-

1) Cf le paragraphe final du « Programme de transition », « Sous le drapeau de la IV^e Internationale ».

ture du prolétariat. Partir du souci de hâter le processus réel et non pas de le comprendre est la démarche propre à l'activisme. Elle aboutit, comme on voit, à renier les principes (principe est synonyme de but), ce qui est le fait de l'opportunisme. Mais cet aboutissement n'est nullement occasionnel : la valeur impérative des principes tient toute au fait qu'ils résultent de *l'intelligence du processus réel*. L'activisme, qui n'a cure d'acquérir cette intelligence, et veut seulement agir, n'est pas en mesure de reconnaître cette valeur. L'activisme est donc opportuniste par essence.

Laissons maintenant au « programme de transition » le soin de prouver ce que nous avançons. Il ne parle qu'une *seule fois* de la dictature du prolétariat, avons-nous dit, et dans une incidente. Laquelle ? Trotsky est en train d'expliquer la valeur « éducative » du programme de revendications transitoires, du mot d'ordre du gouvernement ouvrier, et du fait de demander que ce gouvernement adopte ce programme ; il se heurte alors à une objection évidente : oui, mais si malgré *l'expérience* antérieure qui rend la chose peu vraisemblable, un tel gouvernement était *quand même* créé (par exemple à la suite de circonstances exceptionnelles) par les organisations ouvrières traditionnelles qu'il s'agit précisément de démasquer, que deviendrait la « valeur éducative » ? Et il balaye l'objection en disant : « En tout cas, une chose est hors de doute : même si cette variante peu vraisemblable se réalisait quelque part et qu'un (tel) gouvernement ouvrier et paysan s'établissait en fait, il ne représenterait qu'un court épisode **DANS LA VOIE DE LA VÉRITABLE DICTATURE DU PROLETARIAT** ».

Non seulement c'est là la *seule* allusion de tout le programme à ce qui n'est pas simplement une perspective vague, mais une revendication centrale du communisme, mais encore c'est une allusion tellement ambiguë qu'elle suggère qu'il existe deux sortes de dictature du prolétariat : une fausse et une vraie ! Ne bronchons pas devant cette cabriole de politicien. Ne cédon pas à la tentation de contraindre Trotsky, déjà empêtré jusqu'au cou dans ses vains efforts pour démontrer que son programme social transitoire *n'est pas* un vulgaire programme minimum de style social-démocrate, à s'enfermer encore davantage en lui demandant de distinguer l'une de l'autre par les mesures sociales qu'elle est susceptible de prendre (1). Restons sur le terrain strictement politique. Cherchons quelle caractérisation proprement *politique* il donne de cette « véritable » dictature.

1) La réponse qui *semble* résulter de la lecture très ardue de ce programme « pédagogique » (!) est que la « fausse » dictature ne peut « exproprier » la bourgeoisie que partiellement, alors que la « vraie » peut seule l'« exproprier » totalement. On a déjà vu ce qu'il faut penser de ces définitions... juridisantes du socialisme ! Ajoutons seulement qu'alors l'adjectif « véritable » ne signifie pas « vrai » en opposition à « faux », mais « complet » en opposition à « incomplet ». D'où la définition : un gouvernement des organisations ouvrières traditionnelles ayant adopté le programme transitoire (Trotsky dit nettement que ce n'est pas théoriquement exclu, on s'en souvient) ne serait qu'une **DICTATURE INCOMPLETE DU PROLETARIAT** ! On voit les limites du « farouche » anti-opportunisme trotskyste !

Depuis la Commune de Paris, c'est-à-dire depuis un siècle, la seule caractéristique de la dictature du prolétariat qui ne se trouvait pas déjà consignée dans le *Manifeste* de 1848, à savoir qu'il s'agit d'un pouvoir issu d'une *lutte armée, d'une insurrection*, est devenue partie intégrante du marxisme (1). Quant au rôle du parti dans cette lutte armée, il se trouve défini une fois pour toutes dans la célèbre lettre de Lénine, « *Le Marxisme et l'Insurrection* » :

« Une des pires déformations du marxisme commises par les partis « socialistes » dominants, déformation peut-être la plus répandue (N.D.R. : elle l'est certainement aujourd'hui), c'est le mensonge opportuniste prétendant que préparer l'insurrection et, d'une façon générale, considérer l'insurrection comme un art, est du « blanquisme » (...). Peut-il y avoir déformation plus criante de la vérité ? Nul marxiste ne nierait que Marx lui-même s'est prononcé de la façon la plus précise, la plus nette et la plus catégorique sur cette question, en appelant justement l'insurrection un *art* (...). Pour réussir, l'insurrection doit s'appuyer non sur un complot, non sur un parti, *mais sur la classe d'avant-garde*. (N.D.R. : souligné par nous). C'est là le premier point. L'insurrection doit s'appuyer sur l'essor révolutionnaire du peuple (2). Deuxième point. L'insurrection doit s'appuyer sur un *tournant décisif* dans l'histoire de la révolution ascendante, quand l'activité des rangs avancés du peuple (2) est la plus grande, que les *hésitations* dans les rangs des ennemis et dans les rangs des amis faibles, incertains, et irrésolus de la révolution sont les plus fortes. Troisième point. C'est justement parce qu'il formule ces trois conditions en posant le problème de l'insurrection que le marxisme se distingue du blanquisme. Mais ces conditions une fois réunies, c'est trahir le marxisme, c'est trahir la révolution que de se refuser à regarder l'insurrection comme un art. » (Passages soulignés par Lénine.)

C'est bien clair : le fait que l'insurrection doive s'appuyer « sur la classe d'avant-garde » et non pas, comme dans le blanquisme, « sur un parti », ne signifie nullement qu'elle doive être abandonnée à la « spontanéité des masses », à l'improvisation des groupes ouvriers les plus décidés. Il ne signifie nullement que le parti n'a pas à mettre la technique insurrectionnelle au service de sa politique révolutionnaire, c'est-à-dire à « considérer l'insurrection comme un art ».

La suite de la lettre, adressée au C.C. du parti bolchevique en septembre 1917 le confirme : « Et pour considérer l'insurrection en marxistes, c'est-à-dire

1) Les rares hypothèses que l'on trouve dans la littérature marxiste sur l'éventualité d'une prise *pacifique* du pouvoir, ou bien ont trait (comme chez Marx) à la survivance d'Etats bourgeois non-militaristes et non-bureaucratiques qui n'existent plus nulle part depuis belle lurette ou bien constituent de simples « ruses de guerre » pour tromper l'ennemi (comme dans tel discours de Trotsky au Soviet de Petrograd en 1917 pleinement justifié par Lénine).

2) Formules de la révolution double, qui n'est pas purement prolétarienne, mais populaire. Pour la révolution socialiste pure valent seulement les remarques de Lénine sur « les hésitations dans les rangs des amis faibles, incertains et irrésolus de la révolution ».

pour la considérer comme un art, nous devons en même temps (N.D.R. : en même temps que « nous expliquerons notre programme » « dans les usines et les casernes ») sans perdre une minute, organiser un *état-major* des détachements insurrectionnels, répartir nos forces, dépêcher les régiments sûrs vers les points les plus importants (...), arrêter l'Etat-major général et le gouvernement (...). Nous devons mobiliser les ouvriers armés, les appeler à un dernier combat acharné, occuper d'un coup le télégraphe et le téléphone, installer *notre* (souligné dans l'original) état-major insurrectionnel au Central téléphonique, le relier par téléphone à tous les régiments, à tous les points où se déroulera la lutte armée. Tout cela (...) pour montrer (...) qu'on ne saurait rester fidèle au marxisme, rester fidèle à la révolution, *sans regarder l'insurrection comme un art* ».

C'est bien clair : l'armée insurrectionnelle est nécessairement fournie par la classe ; mais, même insurrectionnelle, une armée ne saurait se passer d'état-major ; au sens propre, c'est-à-dire militaire, du terme (sinon au sens figuré, c'est-à-dire politique, dans lequel ce terme traduit on ne peut plus mal le rapport réel), cet état-major, c'est le parti.

Que reste-t-il de ce principe communiste dans le « programme de transition » destiné à l'éducation *révolutionnaire* des masses ? Quatre lignes en conclusion d'un paragraphe traitant de la nécessité de former des « détachements ouvriers *d'auto défense* » et une « milice ouvrière » pour « infliger une série de défaites *tactiques* aux bandes de la contre-révolution ». Quatre lignes qui sont comme un aparté, un signe discret destinés aux initiés : « L'armement du prolétariat est un élément constituant indispensable de sa lutte émancipatrice. Quand le prolétariat le voudra, il trouvera les voies et les moyens de s'armer. La direction, dans ce domaine aussi, incombe naturellement (N.D.R. : *sic* !) aux sections de la IV^e Internationale ».

Trotsky connaît mieux que quiconque les tâches insurrectionnelles du parti ; mais il juge déplacé d'en parler clairement « aux masses telles qu'elles sont » de 1938 : la « transition » masque l'insurrection. Seulement la « transition » durant depuis tantôt trente-cinq ans, la folle ardeur d'alors a forcément décliné et les « signes discrets » aux initiés sont de moins en moins compris par les nouvelles générations, non seulement de profanes, mais de militants. Comment le « programme de transition » aurait-il donc pu barrer la route au plat scepticisme qui, trente-cinq ans après, se dit *in petto* ou même proclame que dans les pays capitalistes avancés armés jusqu'aux dents de notre ère atomique, « l'insurrection, c'est du folklore blanquiste » ? C'est là le genre de questions que l'opportunisme activiste ne se pose jamais : soucieux de « mobiliser les masses » en toutes circonstances, il se moque comme d'une guigne de *désarmer le parti*.

Le moins qu'on puisse donc dire est qu'en le réduisant à l'état d'allusion, le « programme de transition » traite le principe de l'insurrection de façon cavalière. Le malheur est qu'il traite de façon pire encore le principe de la dictature du prolétariat, puisqu'il le remplace purement et simplement par un autre, comme nous allons le voir.

Si le marxisme a toujours défini le pouvoir révolutionnaire du prolétariat comme une « dictature », ce n'est pas en fonction d'un idéal « politique » *a priori*, mais en fonction de ses tâches économiques et sociales. Pour détruire les rapports capitalistes de production, pour abolir les classes, le pouvoir prolétarien doit intervenir dans le corps de la vieille économie d'une façon « despotique » (« *Manifeste* ») dans ce sens qu'elle ne tiendra compte d'aucun droit préétabli, ni, chacune de ces interventions en préparant de nouvelles, d'aucune loi fixe. Dire que le pouvoir qui pratiquera ces interventions despotiques est une « dictature » ne signifie pas du tout qu'il se propose à l'avance d'écraser par la violence, voire dans le sang, toutes les résistances de la petite-bourgeoisie ou même de fractions de la classe ouvrière (quelles qu'elles soient et quelles que soient les circonstances) que de telles mesures pourraient susciter : pareil principe *a priori* est une absurdité que la bourgeoisie n'impute au communisme que par bêtise ou par haine. Cela signifie par contre que le pouvoir prolétarien ne se fait en aucune façon une loi de céder à de telles résistances, ce que seules l'hypocrisie et la stupidité bourgeoises peuvent présenter comme un « scandale politique » ! Or quel est le régime qui se fait *en théorie* une loi de céder aux résistances de telle ou telle fraction du « peuple », pour peu qu'elle ait une *représentation* politique suffisante ? C'est la démocratie parlementaire. Le pouvoir prolétarien n'est donc dans aucun sens, une démocratie parlementaire. Les interventions *despotiques* nécessaires excluent qu'il accorde aux classes non-prolétariennes une représentation politique susceptible d'influencer ses décisions. Mais le fait que ces interventions despotiques répondent à un programme pré-établi, au programme de destruction du capital (dans la révolution socialiste pure tout au moins) qui distingue le parti communiste depuis qu'il existe exclut tout autant que le pouvoir prolétarien soit fondé sur un *parlement* ouvrier. Aucun parlement — même ouvrier — n'a de programme pré-établi : la ligne d'action qu'il définirait, s'il existait, s'il était possible, serait aussi fluctuante et imprévisible que l'est nécessairement toute opinion parlementaire. Le pouvoir prolétarien est au contraire un pouvoir qui mène contre tous les obstacles s'opposant à la naissance de la société sans classes une lutte aussi continue que possible. Dans cette vision, la notion même de « représentation » politique perd toute signification, et du même coup la notion corollaire qu'une division soit nécessaire entre le « législatif » et l' « exécutif ». Cela ne signifie pas que le parti communiste puisse gouverner sans liaison avec la classe prolétarienne, ou que la dictature du prolétariat puisse prendre même seulement de façon extérieure l'aspect d'une « dictature sur le prolétariat » pour reprendre une formule vulgaire à qui seule la contre-révolution russe a pu assurer le succès qu'elle connaît : cela signifie que les organisations politiques immédiates de la classe — par exemple les Soviets — cessent de fonctionner comme des parlements, ce que Marx et Lénine exprimaient en disant que dans les organes du pouvoir prolétarien, la distinction démocratique entre le « législatif » et l' « exécutif » est abolie. Les Soviets (par exemple) ne sont pas des organes « législatifs » dans ce sens que le parti communiste ne leur reconnaît pas le « droit » de le chasser du pouvoir ; mais ils ne sont pas des organes purement « exécutifs » parce que leurs rapports avec le parti ne sont pas ceux de l' « obéissance », mais ceux de la lutte commune. De même, le parti n'est pas un « exécutif » dans ce sens qu'il se refuse par principe à subor-

donner sa ligne d'action à des décisions « majoritaires » des Soviets ; mais il n'est pas non plus un organe purement « législatif » du fait que ses militants luttent dans toutes les organisations de masses de la classe ouvrière non seulement pour expliquer à leurs membres les décisions du parti, mais pour les faire appliquer. C'est cette dissolution des catégories figées, abstraites et mensongères du démocratisme bourgeois par la dialectique du marxisme révolutionnaire que la III^e Internationale avait tenté d'exprimer dans le langage commun en disant que « la dictature du prolétariat est une démocratie pour les ouvriers ». Ce qui précède doit montrer que ce n'était là qu'une grossière approximation contre laquelle, comme le dit notre courant, il n'y aurait eu aucune objection à faire uniquement s'il avait été bien clair que « démocratie pour les ouvriers » ne signifiait ni ne pouvait signifier « parlementarisme ouvrier ».

Par malheur, le poids de la pensée métaphysique et de la tradition démocratique héritées de la bourgeoisie n'empêchait que trop que ce fût bien clair, comme le « programme de transition » en témoigne quand il écrit : « Aucune des revendications transitoires ne peut être complètement réalisée avec le maintien du régime bourgeois. Or l'approfondissement de la crise sociale accroîtra non seulement les souffrances des masses, mais aussi (...) leur esprit d'offensive (...) ; tous chercheront un regroupement et une direction. Comment harmoniser les diverses revendications et formes de lutte (...) : l'histoire a déjà répondu à cette question grâce aux Soviets qui réunissent les représentants de tous les groupes en lutte. Les Soviets ne sont liés par aucun programme *a priori*. Ils ouvrent leurs portes à tous les exploités. Par cette porte passent les représentants de toutes les couches qui sont entraînées dans le torrent général de la lutte. L'organisation s'étend avec le mouvement et y puise continuellement son renouveau. Toutes les tendances politiques du prolétariat peuvent lutter pour la direction des Soviets sur la base de la plus large démocratie. C'est pourquoi le mot d'ordre des Soviets est le couronnement du programme de revendications transitoires ».

Tout cela n'est qu'une dilution du syllogisme suivant : la réalisation complète du programme de transition exige le renversement du régime bourgeois ; or les Soviets représentent la démocratie la plus large ; donc, le mot d'ordre des Soviets est le couronnement politique du « programme de transition ».

Il n'est pas besoin d'être grand clerc pour s'apercevoir qu'à ce syllogisme, il manque un maillon *essentiel*. Ce maillon est-il : « or la démocratie la plus large est la condition de ce renversement (et les Soviets sont précisément cette démocratie) ». Ou bien est-il : « or la démocratie la plus large est le régime appelé à succéder au régime bourgeois (et les Soviets... etc.) » ? Bien malin qui pourrait trancher ! Telle est en tout cas l'ambiguïté politique mortelle qui « couronne » dignement ce programme transitoire si ambigu lui-même qu'il n'ose pas se dire « maximum », mais ne veut pas non plus se reconnaître comme « minimum ».

De toute façon, « la démocratie la plus large » vient prendre la place qui, dans le programme communiste, est occupée par la « dictature du proléta-

riat ». Si en effet les Soviets sont, dans un sens, une « condition » du renversement du régime bourgeois, ce n'est pas du tout parce qu'ils réalisent une « démocratie directe » dont Lénine reconnaissait qu'elle ne peut jamais faire défaut dans aucune révolution, puisque la révolution est par nature un phénomène volcanique : c'est parce qu'ils expriment la reprise révolutionnaire du prolétariat (1) dont l'avantage n'est pas, contrairement à ce que suggère le passage ci-dessus, de rétablir l'égalité entre les révolutionnaires et les agents opportunistes de la bourgeoisie au sein de la classe ouvrière (!) (2), mais bien de préparer la victoire des premiers sur les seconds, ou l'écrasement aussi peu « démocratique » que possible des seconds par les premiers. Ceci dit si le passage signifie que le régime qui succédera au régime bourgeois après son renversement, est « la large démocratie soviétique », la rupture avec les principes est encore plus grande : vingt ans plus tôt, Trotsky lui-même savait encore expliquer dans « *Terrorisme et communisme* » que sans l'insurrection, sans la « dictature du parti », les Soviets seraient restés d'« informes parlements ouvriers ». Se contenter du mot d'ordre des Soviets *quand il s'agit de définir l'anti-thèse politique du régime bourgeois*, c'est donc substituer au principe communiste de la dictature du prolétariat, de l'exercice non parlementaire du pouvoir par le parti marxiste UN INFORME PARLEMENTARISME REVOLUTIONNAIRE.

La forme gouvernementale du parlementarisme, c'est la coalition, d'ailleurs changeante, de plusieurs partis dans l'exercice du pouvoir. Il faut reconnaître que Trotsky n'a jamais été jusqu'à préconiser une coalition gouvernementale de son parti avec d'autres. Ou plutôt, il ne l'a jamais préconisée pour les pays « bourgeois », sans l'exclure toutefois pour l'U.R.S.S., puisque d'une part, il réclamait dans le « programme de transition » une « légalisation des partis soviétiques » et de l'autre refusait de « nier par avance la possibilité dans des cas strictement déterminés, d'un « front unique » avec la partie thermidorienne de la bureaucratie ».

Mais dès lors que la seule revendication politique intelligible du programme de transition est « la plus large démocratie », rien au monde ne pouvait empêcher des disciples de Trotsky d'accomplir cet ultime glissement !

C'est ainsi que dans une note de « *l'Internationale après Lénine* » (tome I, p. 270), le trotskyste Frank écrit aujourd'hui hardiment : « A cette époque,

1) Dans le meilleur des cas. Trotsky lui-même disait clairement dans l'« *Histoire de la révolution russe* » (p. 911) : « Les Soviets sont les organes de préparation des masses à l'insurrection, les organes de l'insurrection et, *après la victoire* (souligné par nous), les organes du pouvoir. Cependant, les Soviets par eux-mêmes *ne tranchent pas la question* (souligné par nous). Selon le programme et la direction, ILS PEUVENT SERVIR A DIVERSES FINS. » Nous ne disons rien d'autre !

2) Cette revendication ingénue se trouve bien dans le passage ci-dessus cité, et elle exprime uniquement la nostalgie d'une infime minorité cruellement persécutée par le stalinisme pour une revanche aussi humble fût-elle !

L'Opposition de gauche faisait sienne la thèse du parti unique dans la dictature du prolétariat, bien qu'au lendemain d'Octobre, d'autres partis se réclamant du socialisme eussent agi légalement pendant une période. Le parti unique fut le produit des circonstances et non la conséquence d'un principe ». Le malheureux est tout à fait incapable de comprendre que ce qui fut, dans un certain sens, « le produit des circonstances et non la conséquence d'un principe », ce n'est pas du tout le parti unique dans la *dictature du prolétariat*, mais bien le parti unique dans la *dictature démocratique du prolétariat et des paysans* ! Quant à ces « circonstances » qu'il traite comme de pures contingences, elles sont en réalité l'alignement logique nécessaire des « autres partis » dans le camp anti-bolchevique, sur le plan *militaire*, comme sur le plan politique ! Mais le comble de tout est qu'il présente les choses comme si l'opposition de gauche avait « emprunté » à on ne sait qui (!) « la thèse du parti unique dans la dictature du prolétariat » qui était commune à tous les marxistes ; ce qu'avait fait en réalité l'opposition avait été au contraire de repousser, dès le départ, à l'époque de 1905, la revendication de la dictature démocratique (qui n'excluait pas la participation des social-démocrates au gouvernement insurrectionnel) pour mettre en avant celle de la pure dictature prolétarienne (qui, elle, excluait réellement la participation d'un autre parti que les social-démocrates au pouvoir !). Malgré cet exploit, il poursuit en toute sérénité : « Il ne fait pas de doute que dans la lutte contre la bureaucratie, l'Opposition subit fortement la pression exercée sur elle par cette bureaucratie qui invoquait l'unité du parti et qu'elle favorisa par des formules trop catégoriques *l'idée que la dictature du prolétariat impliquait le parti unique* (souligné par nous) ». Ainsi, « l'idée » en question n'est pas un principe du marxisme, impliqué, comme nous l'avons vu, dans toute la conception qu'il a de la transformation sociale. Non : c'est une méchante invention de Staline ! Dans la réalité, c'est la « bureaucratie » qui, reniant la théorie léninienne de la révolution démocratique du prolétariat et des paysans, a en quelque sorte « adopté » la théorie trotskyste de la révolution permanente prétendant qu'en Russie, il s'agissait d'« édifier le socialisme » (1) ; mais dans la représentation renversée que les trotskystes contemporains se font de la réalité, c'est au contraire l'opposition qui, sous la pression de la bureaucratie, lui aurait repris une conception « fautive » de la dictature du prolétariat « prétendant » qu'elle implique le parti unique !!! Rien d'étonnant alors que Frank constate avec satisfaction : « Trotsky réagit contre ces formulations et mit en avant le mot d'ordre de la pluralité des partis soviétiques, c'est-à-dire la reconnaissance des partis qui se placent sur le plan des nouveaux rapports de production ».

Le pauvre homme prend pour un redressement théorique ce qui ne fut qu'une inconséquence complète ! Si les rapports de production en Russie

1) C'est uniquement à cause de ce point qu'on peut parler polémiquement d'« adoption », car les aspects internationalistes de cette théorie étaient intolérables au stalinisme.

avaient été réellement « nouveaux », si la transformation en cours dans l'économie avait été réellement communiste, alors la bureaucratie aurait eu parfaitement raison de justifier son régime de parti unique au nom du principe de la dictature du prolétariat. Mais alors, la « bureaucratie » n'aurait pas existé. Le fait qu'elle existait bel et bien prouve que les rapports de production n'avaient pas cessé d'être bourgeois, que la transformation sociale n'allait pas dans le sens du communisme. Sans s'en rendre compte, Trotsky lui-même l'avouait, quand il disait que seule la situation *juridique* de l'ouvrier avait changé et que « la fonction de l'argent n'était pas liquidée, mais seulement transférée à l'Etat commerçant, banquier et industriel universel ». Paradoxalement, c'est cette réalité *capitaliste* qu'il observait sans la reconnaître réellement qui contraignit le théoricien de la pure dictature du prolétariat en Russie à se replier sur la revendication de la démocratie soviétique. Mais s'il croyait revenir par là à la conception léninienne de la « dictature démocratique du prolétariat et des paysans », Trotsky jouait de malheur : à longue échéance historique, ce régime politique n'était pas viable ; les nécessités de l'accumulation du capital d'Etat l'avait déjà ruiné, remplacé par une dictature *capitaliste*, et le processus était irréversible parce que la fonction historique de la dictature démocratique avait déjà été accomplie.

Cette revendication n'était pas un cheval de bataille menchevique du « traître » Trotsky contre la dictature du prolétariat en Russie puisque sous Staline elle n'existait plus et puisqu'elle n'avait *jamais* existé que comme dictature démocratique du prolétariat et des paysans. Mais cela ne signifie pas du tout qu'elle n'ait pas été une façon social-démocrate (on serait presque tenté de dire « anti-fasciste ») de combattre la dictature capitaliste de Staline. La déviation social-démocrate éclate au contraire dans le chapitre du « programme de transition » consacré à « l'U.R.S.S. et les tâches de l'époque de transition » pour ne rien dire des « revendications transitoires dans les pays fascistes ». Elle ne fait que se dessiner dans les chapitres consacrés aux autres pays, à la faveur des demi-silences (l'insurrection) et des substitutions feutrées (la démocratie soviétique à la place de la dictature du prolétariat) ; mais c'était plus qu'il n'en fallait pour que le trotskysme contemporain se croie autorisé à liquider les débiles vestiges du communisme dans le « programme de transition » et à retomber dans un pur social-démocratisme en venant nous chanter que « la dictature du prolétariat n'implique pas le parti unique » et n'est en somme que l'épanouissement suprême de la démocratie politique !

La conclusion sera aussi brève qu'évidente. Le « trotskysme historique » a prétendu donner aussi bien dans le domaine économique-social que dans le domaine politique un programme de transition au communisme. Or une transition n'est jamais qu'un mouvement vers un but. En altérant tous les buts communistes, le « trotskysme historique » a du même coup détruit le mouvement lui-même. Son programme de 1938 n'eut donc de « transitoire » que le nom : c'était le programme maximum de l'opportunisme trotskyste. A ce titre il n'a jamais été « dépassé » que dans le sens d'une révision et d'une liquidation croissantes du véritable programme marxiste et des principes révolutionnaires.

CONCLUSION GENERALE

Dans l'introduction à ce travail, nous avons annoncé de façon quelque peu laconique : le communisme authentique s'oppose au trotskysme non seulement dans le domaine de la tactique, mais dans celui de la stratégie, de la critique du capitalisme et du programme. Nous pouvons maintenant récapituler brièvement ce qui a été dit.

TACTIQUE. Pour le trotskysme, la tactique se détermine « selon la marche des événements et l'orientation de l'état d'esprit des masses », vise dans toutes les situations à ouvrir au parti « l'accès aux masses » afin de libérer leur énergie révolutionnaire de l'influence paralysante des vieilles organisations traditionnelles passées à la défense de la bourgeoisie.

Pour le communisme, le rayon d'influence du parti sur « les masses » ne peut être modifié à volonté par des manœuvres tactiques, mais est déterminé par le cours réel de la lutte de classe qui connaît des hauts et des bas, et de notables changements dans la polarisation des classes moyennes autour des deux classes fondamentales, l'influence des vieilles organisations traditionnelles s'exerçant en raison inverse de l'énergie révolutionnaire, et non pas en contradiction avec elle ; la « marche des événements » peut toujours être ramenée à un nombre limité de situations historiques typiques dans lesquelles ce sont les principes du parti et non pas les illusions des masses qui lui dictent la solution tactique à adopter, aucune liberté d'improvisation n'étant donc laissée ni au centre ni à la base en ce domaine, contrairement aux exigences du « centralisme démocratique », dans la version « originale » qu'en donne le trotskysme. (1)

STRATEGIE. Pour le trotskysme, toute révolution finit par devenir une révolution socialiste suivant la théorie de la révolution permanente. Pour le marxisme, il existe deux types de révolution bien distincts par leurs objectifs

(1) Le parti bolchevique, par contre, obéit aux principes, et pas du tout au respect de l'opinion de la majorité. Revendiquant le « centralisme démocratique », il fonctionne en fait selon la loi du « centralisme organique », formule que notre courant préférerait à la précédente.

économiques : la révolution démocratique (développement du travail associé et de la mécanisation, création du marché intérieur) et la révolution socialiste (abolition de la production marchande et du salariat).

Pour le trotskysme, l'alliance des ouvriers et des paysans est souhaitable dans toutes les révolutions : dans les pays arriérés, parce que les paysans sont révolutionnaires-démocrates ; dans les pays avancés, parce que le prolétariat aurait un intérêt politique à proposer aux petits producteurs un « pacte » acceptable de leur point de vue de classe petitepropriétaire opprimée par le grand capital. Pour le marxisme, l'alliance des ouvriers et des paysans est souhaitable et nécessaire dans la révolution démocratique en tant que solution opposée à l'alliance de la bourgeoisie et des paysans contre le prolétariat. Dans la révolution socialiste, elle n'est possible que si les petits producteurs renoncent à leurs intérêts propres, qui sont les intérêts réactionnaires de la petite production, et s'ils se rallient au programme socialiste et donc anti-mercantile du prolétariat.

CRITIQUE DU CAPITALISME. Pour le trotskysme, la contradiction fondamentale du capitalisme résulterait du fait que les forces de production qu'il a développées (et qui sont déjà « sociales » tant par l'ampleur et la concentration des moyens du travail et l'association des travailleurs que par le caractère de masse de la production) restent la propriété d'une classe particulière de la société, la classe capitaliste, organisée sur la base d'Etats nationaux concurrents et déchirée, même à l'intérieur de ceux-ci, par des rivalités « insurmontables ». De ce fait dérive selon lui non seulement l'anarchie productive capitaliste, mais aussi l'existence d'une limite immanente au-delà de laquelle non seulement le capitalisme ne pourrait plus développer les forces productives, mais les ferait régresser, limite atteinte historiquement lors de la première guerre impérialiste mondiale.

Pour le communisme, la contradiction fondamentale du capitalisme résulte du fait que, produisant des marchandises non pour la valeur d'usage qu'elles présentent, mais pour la plus-value qu'elles contiennent, il pose, à tous les stades, l'exploitation ou la ruine et en tout cas, l'avitissement et l'oppression non seulement des producteurs directs de cette plus-value, mais de tous les salariés, et, à la limite, de tous les membres non-capitalistes de la société, comme une condition *sine qua non* de l'augmentation de la richesse matérielle. Cette contradiction se perpétue et s'approfondit sous différentes formes de propriété (personnelle et familiale, de sociétés anonymes et même d'Etat) ; la classe capitaliste est une « classe superflue » (Engels) non seulement pour la société, mais à la limite, pour le capital lui-même, dans ce sens que toutes ses fonctions peuvent être remplies, contre rétribution plus ou moins élevée, par des employés ou fonctionnaires n'ayant aucun droit *personnel* sur le produit et la plus-value sans que l'accumulation du capital en soit le moins du monde troublée, du moins tant que le prolétariat ne se rebelle pas contre les impératifs auxquels l'autorité despotique du capital le soumet, tant dans la société que dans l'entreprise.

Cette contradiction fondamentale se présente sous la forme d'un triple

paradoxe : premièrement, dans le capitalisme, l'extension de la production, de moyen qu'elle fut toujours dans les sociétés antérieures, devient un but en soi de toute l'activité sociale en tant qu'elle est la forme nécessaire de l'accroissement de la plus-value ; deuxièmement, comme dans une production de marchandises, l'accroissement de la production suppose l'extension du marché, l'activité sociale tend finalement non à satisfaire des besoins, mais à en créer et à les multiplier ; troisièmement, comme l'accroissement de la masse de la plus-value exige, en même temps qu'une durée aussi longue que possible de la journée de travail, une compression des frais de production qui s'obtient, entre autres, par un accroissement de la productivité du travail (qui est une économie du temps de production par unité de valeur d'usage), toute l'activité sociale se présente comme un effort toujours plus spasmodique pour réduire le temps de travail nécessaire de la société. (1)

C'est ce triple paradoxe — et pas seulement les crises et les guerres résultant de la contradiction évidente entre production et marché et de la concurrence universelle inhérente à la production mercantile — qui définit l'*anarchie capitaliste* à laquelle le prolétariat mettra un terme par une révolution qui sera le produit non de la stagnation économique, mais tout au contraire de la marche en avant du capital lancé à la conquête de toute la planète.

PROGRAMME. Pour le trotskysme, la tâche de la révolution communiste est d'exproprier la bourgeoisie afin d'assurer à la fois un nouvel essor et un développement sans heurts à la production des richesses matérielles.

Il admet que l'argent est un moyen de faciliter la comptabilisation de la dépense de travail par la société et le salaire, un moyen de réaliser le principe de l'obligation du travail pour tous, et qu'ils ne disparaîtront que dans le communisme supérieur. Il reconnaît comme programme transitoire au socialisme un ensemble de revendications réalisant à la fois un progrès de l'étatisation et, dans le cadre de l'Etat bourgeois, une utopique immixtion du prolétariat et des classes pauvres dans les affaires du capital.

Pour le communisme, la tâche de la révolution sociale est de libérer toute l'activité sociale de sa subordination aux exigences de la production et de la consommation de marchandises porteuses de plus-value ; sans cela, la productivité élevée atteinte sous le capitalisme ne pourrait jamais être utilisée pour libérer les producteurs directs de l'asservissement exclusif à la production matérielle qui, d'une part, les réduit à l'état de bêtes de somme et, de l'autre, fait de la culture le monopole de couches sociales particulières et privilégiées, lui imprimant des caractéristiques complètement négatives et l'enfermant dans des limites infranchissables.

(1) Sous la domination capitaliste, cette réduction n'a pas pour effet la création de temps libre pour les salariés, mais l'augmentation du sur-travail (et donc de la plus-value) pour le capital.

Il reconnaît dans l'argent et dans le salaire des rapports de production propres à la société bourgeoise, et non des moyens qui pourraient être employés pour assurer le contrôle du prolétariat d'abord, de toute la société ensuite sur les moyens de production. Pour lui, communisme inférieur et supérieur sont deux phases d'une économie naturelle, la première avec contingentement, la seconde sans. Il ne reconnaît donc aucune mesure d'étatisation, de concentration ou de contrôle sous la domination de l'Etat *bourgeois* comme des « conquêtes » de la classe ouvrière ou comme des transitions nécessaires au socialisme. Il n'exclut pas, par contre, qu'elles puissent être prises par l'Etat bourgeois pour tenter de juguler les manifestations les plus superficielles de l'anarchie capitaliste dans un dessein de conservation.

Pour lui, l'unique « transition » nécessaire à la transformation socialiste réside dans l'application centralisée et concertée de la violence révolutionnaire à toutes les institutions, à tous les rapports et à toutes les finalités de l'infâme société capitaliste.

ERRATUM

Dans le n° 56, dans l'article « Marxisme contre idéalisme ou le parti contre les Sectes », page 45, paragraphe 4, ligne 4, il fallait lire :

« La défense du SALAIRE reviendrait alors à défendre le capitalisme (!) » et non pas « la défense du salariat », qui serait bel et bien la défense du capitalisme. Toute la misère de l'anarchisme et de l'idéalisme révolutionnaire consiste précisément à poser que « défendre le salaire », c'est défendre... le régime du salariat !

Aux Editions " PROGRAMME COMMUNISTE "

EN LANGUE FRANÇAISE :

- ⊙ **La question parlementaire dans l'Internationale Communiste, 60 pages** 4,00 F
- ⊙ **Octobre 1917 et la révolution socialiste future, numéro spécial du " Prolétaire "** 0,50 F
- ⊙ **En marge du Cinquantenaire d'Octobre 1917 : « Bilan d'une révolution », 187 pages** 9,00 F
- ⊙ **Les fondements du communisme révolutionnaire, ronéotypé** 3,00 F
- ⊙ **Mouvements revendicatifs et socialisme** 1,50 F
- ⊙ **Revue " Programme Communiste " :**
- N^{os} 1 à 34 épuisés
- N^{os} 35 à 39, 45 à 47, 50 4,00 F
- N^{os} doubles : 43-44, 48-49, 51-52, 53-54, 55 7,00 F
- ⊙ **Journal " Le Prolétaire " - Collections reliées :**
(les numéros 1 à 30 sont épuisés).
- Volume I : du n° 31 au n° 71 (décembre 1969) ... 30,00 F
- Volume II : du n° 72 au n° 117 (années 1970-1971) 30,00 F
- ⊙ **Série : « les textes du Parti Communiste International » :**
- 1. **Communisme et fascisme, 158 pages** 8,00 F
- 2. **Parti et classe, 60 pages** 4,00 F
- 3. **Le principe démocratique, 24 pages** 1,50 F
- 4. **Eléments d'orientation marxiste - Les trois phases du capitalisme - Guerres et crises opportunistes, 56 pages** 4,00 F
- 5. **Sur le texte de Lénine : « La maladie infantile du communisme »** 5,00 F
- 6. **Force, violence, dictature dans la lutte de classes...** 4,00 F
- 7. **Défense de la continuité du programme communiste, 200 pages dans lesquelles sont reproduits les textes fondamentaux de notre courant publiés de 1920 à nos jours** 14,00 F

EN LANGUE ITALIENNE :

- ⊙ **Storia della sinistra comunista, vol. I, 415 pages** 25,00 F
- ⊙ **Storia della sinistra comunista, vol. I bis, 92 pages** 8,00 F
- ⊙ **Storia della sinistra comunista, vol. II** en préparation
- ⊙ **O preparazine rivoluzionaria o preparazione elettorale** 7,00 F
- ⊙ **La sinistra comunista in Italia sulla linea marxista di Lenin, 110 pages** 7,00 F
- ⊙ **Chi siamo e che cosa vogliamo** 1,50 F
- ⊙ **Série : « I testi del partito comunista internazionale » :**
- 1. **Tracciato d'impostazione — I fondamenti del comunismo rivoluzionario, 62 pages** 7,00 F

le prolétaire

journal bi-mensuel

Le numéro : 80 Centimes — 8 FB — 100 Lires

Abonnement annuel : 15 F — 150 FB — 1900 Lires

programme communiste

revue internationale trimestrielle

Le numéro : 4 F — 40 FB — 500 Lires

Abonnement annuel : 15 F — 150 FB — 1800 Lires

Abonnement combiné " Programme Communiste " - " Le Prolétaire "
30 F — 300 FB — 3600 Lires

il programma comunista

journal bimensuel

Le numéro : 50 centimes — 5 FB — 50 Lires

Abonnement annuel : 15 F — 150 FB — 1500 Lires

il sindacato rosso

journal mensuel de lutte syndicale

Le numéro : 50 centimes — 5 FB — 50 Lires

Abonnement annuel : 5 F — 50 FB — 500 Lires

Abonnement combiné "il programma comunista" - "il sindacato rosso"
20 F — 200 FB — 2000 Lires